



Économie
La feuille de route de Bernard Landry
page C3

Cyberpresse

Net: se protéger contre les intrus
page B7



Sports
Joe DiMaggio s'éteint à l'âge de 84 ans
page S8

Hockey	
	5
	2

page S3

«Vendez au plus vite!»

L'économiste Claude Montmarquette est formel: le départ des Expos ne sera pas une tragédie

ANDRÉ NOËL

Claude Montmarquette, économiste réputé qui dirige la recherche au Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, a un conseil à donner aux propriétaires des Expos: vendez au plus vite l'équipe, pendant qu'elle a encore une bonne valeur marchande!

M. Montmarquette a été directeur du Département de sciences économiques de l'Université de Montréal de 1990 à 1996. Il y est toujours professeur titulaire. Il a dirigé, entre

autres, des thèses d'étudiants sur les impacts économiques des équipes sportives dans les communautés.

Sa conclusion est sans équivoque: le départ éventuel des Expos pour Washington ou ailleurs n'aura aucun impact économique à Montréal. Les rares emplois qui seront perdus seront vite regagnés ailleurs. «Ce genre d'entreprise est rentable pour une ville si elle at-



tire des gens de l'extérieur, a dit M. Montmarquette, hier, au cours d'un entretien. Or, les matches de baseball n'attirent pour ainsi dire aucun touriste. Alors, l'argent que les Montréalais ne dépenseront pas pour acheter des billets de baseball sera dépensé ailleurs, par exemple pour aller au cinéma ou manger au restaurant.» M. Montmarquette soutient qu'il ne s'agit pas là de son opinion personnelle, mais de l'opinion

de tous les professeurs d'économie de son département, sinon de la quasi-totalité des économistes. «Une des rares exceptions, c'est Pierre Fortin (professeur d'économie à l'UQAM)», dit-il.

M. Fortin croit que la présence d'une équipe de baseball contribue à la bonne image de Montréal, laquelle image aurait un impact certain difficile à calculer, rappelle M. Montmarquette.

«Franchement, cette thèse est Voir «VENEZ» en A2

Orphelins de Duplessis: Québec rejette la suggestion de Jacoby

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Le gouvernement Bouchard a opposé un fin de non-recevoir catégorique au Protecteur du citoyen, Daniel Jacoby, qui juge «incomplète et humiliante» la réponse donnée la semaine dernière aux orphelins de Duplessis.

«La décision du gouvernement est claire. Elle est prise», a soutenu hier le ministre Robert Perreault. Le responsable des Relations avec les citoyens a justifié à nouveau la décision de Québec d'octroyer trois millions à un fonds d'aide collectif «pour accompagner les gens maintenant et pour l'avenir plutôt que de revenir en arrière».

Rompant le silence qu'il s'était imposé depuis la semaine dernière, le Protecteur du citoyen, Me Jacoby, a pourfendu hier la réponse du gouvernement Bouchard aux 3000 orphelins de Duplessis. Pour Me Jacoby, Québec devrait octroyer une indemnité oscillant entre 60 et 100 millions à ces personnes démunies qui ont subi des sévices physiques et des agressions sexuelles dans les orphelinats avant les années soixante.

«En plus d'être injuste et humiliante, la décision incomplète du gouvernement ne reflète pas le degré de maturité, de générosité et de compassion de la population du Québec», tranche le Protecteur.

Pour Bruno Roy, le porte-parole des orphelins, «l'heure juste a sonné; Me Jacoby a dit la vérité, on attend la réaction de M. Bouchard». La seule consultation faite par M. Bouchard auprès des orphelins fut une brève rencontre «juste avant les élections. Vous pensez que c'est naïf?»

Critique de l'opposition libérale dans ce dossier, Madeleine Bélanger, députée de Mégantic-Compton, croit que le ministre Perreault devra réajuster son tir. L'institution du Protecteur du citoyen est un prolongement de l'Assemblée nationale, relève-t-elle. À l'examen des dossiers, Québec verra probablement qu'il y a beaucoup moins de 3000 personnes à indemniser, soutient-elle.

Pour Me Jacoby, le refus de Québec d'octroyer des Voir ORPHELINS en A2

Ultime recours pour Nancy Castillo



Nancy Castillo Duran, menacée d'expulsion après avoir vécu au Canada pendant 18 ans, était contente hier que la ministre Lucienne Robillard revoie son dossier, mais ne se sentait pas complètement rassurée. En attendant la décision finale, elle remercie Dieu de lui avoir donné la force et le courage d'élever ses deux fils.

La ministre Robillard examinera le cas singulier de cette réfugiée

GILLES TOUPIN
du bureau de La Presse, OTTAWA

Nancy Castillo Duran, 46 ans, originaire du Venezuela mais qui a vécu 18 ans au Canada, a encore une chance d'échapper jeudi prochain à l'expulsion. La ministre de l'Immigration, Lucienne Robillard, a en effet décidé d'examiner «de A à Z» le dossier de cette mère de deux enfants nés au Québec.

«Il est très clair que quand on voit de telles situations, a déclaré aux Communes Mme Robillard, cela nous permet de nous interroger sur le système en place et de voir, tel que le gouvernement l'a décidé, la nécessité de revoir ce système et de le rendre beaucoup plus efficace, ce que nous allons faire dès cette année.»

Mme Castillo Duran est arrivée au Québec en 1981. Elle a vécu en union de fait avec un Canadien pendant plusieurs années. Le couple a eu deux enfants. Une séparation a privé la mère d'une citoyenneté quasi automatique. Par la suite, après de multiples délais réclamés par les avocats, Nancy Castillo n'a pu obtenir ni le statut de réfugié, ni la résidence permanente. Elle s'est remariée en octobre dernier, mais Ottawa a également refusé que son nouvel époux la parraine. Les deux enfants sont canadiens et peuvent donc demeurer au pays.

La ministre de l'Immigration a déclaré hier à la sortie des Communes qu'il n'y avait pas que le cas de Mme Castillo qui devait être révisé, mais la totalité du système d'accueil des réfugiés.

«Quand je dis qu'il est temps qu'on revise, a-t-elle dit, c'est que ça m'apparaît

Voir ULTIME en A2

■ Autre texte en page A4

Indigence

Dans sa série sur le sous-financement des universités du Québec, André Pratte constate que les bibliothèques n'ont plus les moyens d'acheter des livres. Leurs budgets d'acquisition sont plafonnés depuis cinq ans. Les crédits pour l'entretien et la réfection des édifices vétustes demeurent nettement insuffisants. À lire en pages A6 et A7

Les écolos de Joliette en furie contre la MRC

BRUNO BISSON

Les maires des dix municipalités de la MRC Joliette entérinent ce soir l'attribution d'un contrat de gestion des déchets de plus de 38 millions qui confiera à une seule entreprise la collecte des déchets de toute espèce sur l'ensemble de son terri-

toire jusqu'en 2018! L'attribution de cet important contrat — qui n'a pris que trois semaines — a fait bondir les écologistes de la région qui croient qu'en «coulant dans le béton» tout le dossier des déchets pour 20 ans, la MRC trahit l'esprit et la lettre du plan d'action déposé en septembre 1998 par le ministre de l'Environne-

ment, Paul Bégin. Le directeur du Conseil régional de l'Environnement Lanaudière (CREL), Gilles Côté, estime ainsi que la MRC «a court-circuité tout le processus de consultations publiques qui devait être mené par les villes et la MRC

Voir LES ÉCOLOS en A2

298

JOURS AVANT L'AN 2000

INDEX

Petites annonces
- index C15
- immobilier C15, C16
- marchandises C16, C17
- emplois C16, C17
- automobile C17 à C19

- affaires C2
Arts et spectacles A19 à A22
- horaire spectacles A20
- horaire télévision A20
- télévision A19

Bandes dessinées C19
Bridge C18
Décès C21
Économie C1 à C13
Éditorial B2
Êtes-vous observateur C15

Feuilleton C18
Foglia Pierre A5
Horoscope C16
Le monde B8, C14
Loterie A2, A4
Mots croisés C17, S10

Mot mystère C16
Opinions B3
Politique B1, B4 à B6
Tabloid Sports
- Réjean Tremblay S5

ÉDITORIAL

Le marasme universitaire - Agnès Gruda
page B2

MÉTÉO

Ciel ensoleillé
Max. -3, min. -9
Cahier Sports, page 16



HONDA

BERLINE CIVIC ÉDITION SPÉCIALE



16 900\$*

Air climatisé • Serrures électriques
Radio AM/FM stéréo 4 haut-parleurs
Déverrouillage sans clé

*P.D.S.F. de la berline Civic Édition Spéciale à transmission manuelle (modèle EJ651X). Transport et préparation (850 \$), taxes, immatriculation et assurance en sus. Photo à titre indicatif. Tous les détails chez votre concessionnaire Honda.

Suites de la une

«Vendez au plus vite!»

«VENDEZ» / Suite de la page A1

invraisemblable, tranche-t-il. Peut-on penser sérieusement que la présence d'un club attire des investisseurs? Voyons donc! Les gens investissent à Montréal parce qu'ils croient que c'est rentable. Ils tiennent compte du bassin de population, de la présence d'une main-d'oeuvre qualifiée relativement bon marché, de la qualité des infrastructures, de la possibilité de louer des immeubles pas trop cher, de la proximité des États-Unis. Ils se moquent complètement de la présence d'une équipe sportive.»

«On peut comprendre les journalistes

sportifs d'avoir du dépit. Mais bon... Il y a très peu d'assistance aux Expos. Entre 8000 et 10 000 personnes par match. Ce n'est pas un nouveau stade qui va changer cette situation. Si les partisans des Expos tiennent tant à un nouveau stade, qu'ils se l'achètent et payent les billets en conséquence.

«Le gouvernement n'a pas à investir dans la construction d'un stade, alors qu'il laisse mourir les universités, alors que les chercheurs les plus importants quittent le Québec car on ne peut pas les payer convenablement.»

En fait, M. Montmarquette estime que les

gouvernements ne devraient jamais soutenir financièrement des équipes sportives — ou l'industrie des courses de chevaux par exemple (le ministre Bernard Landry a donné une aide massive à ce sport). En revanche, il croit que la Ville de Montréal, principal actionnaire des Expos, pourrait faire un profit intéressant en vendant rapidement l'équipe. «C'est encore rentable, dit-il. Les actionnaires vont toucher des profits. Voilà une bonne nouvelle.»

Les principaux commanditaires de la Société en commandite «Club de baseball Montréal Ltée» sont la Ville de Montréal, qui a fourni 15 millions de capital-action, ainsi que le Fonds de solidarité des travail-

leurs du Québec et la Fédération des caisses populaires de Montréal et de l'Ouest du Québec, qui ont chacun investi sept millions. Le gouvernement du Québec a prêté 18 millions de dollars à 12 % en 1991.

Il y quatre ans, l'économiste Sylvain Melançon avait publié une analyse sur l'impact du départ des Nordiques de Québec dans le *Bulletin régional sur le marché du travail*. Alors que les médias avaient annoncé la catastrophe, M. Melançon avait calculé cet impact à 60 emplois directs, soit le nombre d'employés réguliers du club de hockey. Le taux de chômage n'a pas augmenté d'un iota à Québec depuis que les Nordiques sont partis.

Orphelins de Duplessis: Québec rejette la suggestion de Jacoby

ORPHELINS / Suite de la page A1

indemnités «a pour effet de banaliser la gravité de la situation». Le Québec, relève-t-il, «refuse d'indemniser ces personnes alors que, partout ailleurs au Canada, les enfants victimes de tels traitements ont été, dans les dernières années, compensés de manière juste et humaine».

Terre-Neuve, l'Alberta, l'Ontario et la Colombie-Britannique ont été confrontées à des situations similaires et toutes ont octroyé des indemnités à ceux qui avaient subi des pré-

judices. En outre, déplore Me Jacoby, les tergiversations de Québec en disent long sur le peu d'attention qu'il a consacré au dossier des orphelins. Il s'est écoulé plus de deux ans depuis le rapport du Protecteur réclamant une indemnité pour ces personnes. Finalement, Québec a négligé de discuter des modalités de sa réponse de la semaine dernière avec les principaux intéressés. Au premier ministre Bouchard qui disait la semaine dernière qu'on ne pouvait «refaire l'histoire», Me Jacoby réplique: «Il ne s'agit pas de refaire l'histoire, il s'agit tout simplement d'en corriger les injustices. Ce n'est pas

en se référant à l'histoire qu'on va corriger les séquelles que connaissent aujourd'hui des milliers de personnes», lance le Protecteur.

Pour lui, l'Église et le Collège des médecins devraient ajouter leurs excuses à celles offertes par le gouvernement Bouchard la semaine dernière.

Sur un point toutefois, Me Jacoby diffère d'opinion avec les orphelins: une commission d'enquête publique, selon lui, n'ajouterait rien au dossier. «Les faits sont connus, une commission d'enquête n'est pas nécessaire», explique-t-il, prônant plutôt la revue

des dossiers par un comité tripartite où on retrouverait des représentants du gouvernement, des orphelins et du Protecteur du citoyen.

Le principal argument de Québec pour refuser une compensation ne tient pas, selon lui. Il est possible de justifier des réclamations même si, dans certains cas, il faudra s'en remettre à la simple parole des victimes.

«On maintient la demande d'enquête, c'est ce qui permettrait d'établir la gravité, c'est nécessaire pour mesurer tout le reste», estime par contre M. Roy.

Ultime recours pour Nancy Castillo

ULTIME / Suite de la page A1

inaacceptable qu'une personne puisse demander être reconnue réfugiée quand ça fait cinq ou six ans qu'elle est dans le pays.»

Nancy Castillo a demandé en 1985, quatre ans après son arrivée, un statut de réfugié politique.

«Ça m'apparaît inacceptable, de poursuivre la ministre, quand je vois dans les reportages des médias l'avocat dire candidement:

oui j'ai demandé des remises et des ajournements à plusieurs reprises pour lui permettre de rester ici. Il y a quelque chose qui ne va pas dans le système.»

En effet, Nancy Castillo, selon Immigration Canada, a obtenu 17 remises d'audience.

«Ceci étant dit, a tenu à préciser Mme Robillard, il y a une personne qui est là, c'est sa situation à elle. Donnez-moi le temps de réviser le dossier complètement. C'est ce que je suis en train de faire.»

L'ordre d'expulsion contre Nancy Castillo,

qui doit quitter le Canada jeudi sans son mari et avec ou sans ses enfants, était donc toujours en vigueur hier après-midi. Mme Robillard a laissé entendre qu'elle ferait connaître sa décision avant qu'il ne soit trop tard. «Habituellement je suis rapide», a-t-elle assuré.

La ministre a précisé hier que, pour des raisons humanitaires, il est parfois dans l'ordre des choses de permettre à une personne de faire une demande d'immigration à l'intérieur du territoire canadien. Mais Lucienne

Robillard dit qu'elle n'agira pas sans avoir l'accord du Québec, puisque Mme Castillo habite sur le territoire de cette province.

Au ministère fédéral, on laisse entendre, en effet, que si Québec est d'accord pour sélectionner Nancy Castillo en tant qu'immigrante, même si elle a vécu d'aide sociale pendant 18 ans, la décision de la ministre Robillard a plus de chances d'être favorable. Mme Robillard a chargé ses fonctionnaires hier de s'informer auprès du gouvernement du Québec sur le cas Castillo.

Les écolos de Joliette en furie contre la MRC

LES ÉCOLOS / Suite de la page A1

parallèlement à la préparation du plan», comme prévu dans la politique déposée par Québec.

Selon M. Côté, «c'est comme si le plan d'action sur la gestion des déchets, déposé l'an dernier par le ministre, et l'enquête du

BAPE sur le même sujet, qui a duré un an et qui a coûté plusieurs millions, n'avaient tout simplement pas eu lieu.»

Pour sa part, l'écologiste Pierre Morency a blâmé le ministre de l'Environnement qui, «par son inaction, a ouvert la voie à une multiplication des cas comme celui-ci à travers le Québec». Vice-président du conseil régional de l'Environnement de l'Estrie lors du dépôt du plan Bégin, il avait alors suggéré à Québec d'adopter un moratoire limitant la durée des nouveaux contrats à trois ans, en attendant que chacune des 98 MRC du Québec ait adopté son plan régional, comme prévu dans le plan provincial du ministre.

Au bureau du ministre de l'Environnement, l'attachée de presse du ministre Bégin, Caroline Drouin, a affirmé qu'on ne savait

pas que la MRC Joliette était sur le point d'attribuer un contrat d'une durée qui, sans constituer un précédent au Québec, n'en est pas moins assez exceptionnelle.

«Au moment du dépôt du plan d'action du ministère en septembre 1998, nous avons effectué une recherche avec l'UMRCQ pour voir si des MRC étaient susceptibles de signer des contrats à long terme, dit Mme Drouin. Nous avons recensé quelques cas. Joliette n'en faisait pas partie.»

La porte-parole du ministre affirme que ce dernier est informé du cas, et que M. Bégin veillera à «sensibiliser» sa collègue des Affaires municipales, Louise Harel, qui dispose d'un pouvoir discrétionnaire pour de tels contrats. En vertu de la loi sur les cités et villes, la ministre des Affaires municipales pourrait en théorie refuser d'entériner un contrat qui lie financièrement une municipalité pour plus de trois ans.

Que le MEQ n'ait rien vu du processus d'attribution du contrat de la MRC Joliette n'est pas étonnant en soi. Tout s'est passé très vite. La MRC a publié, conformément à la loi, un appel d'offres pour ce contrat, le 16 février dernier, intégrant toutes les formes de déchets visés par le plan Bégin (solides, recyclables, compostage et dangereux), mais aussi toutes les étapes de leur gestion, soit la cueillette, le transport et la disposition. Deux semaines plus tard seulement, le 5 mars, on a ouvert la seule soumission reçue, celle de la firme Entreprises Berthier Inc. (EBI), qui avait déjà le contrat exclusif dans cette MRC depuis six ans.

Selon le maire de Saint-Charles-Borromée, et préfet de la MRC, André Hénault, «les élus ont pris la décision la plus sûre, et la plus économique».

La Presse

Renseignements : (514) 285-7272
Abonnement : (514) 285-6911
Télécopieur pour abonnement : (514) 285-7039
Lundi au vendredi de 6 h 30 à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h
Rédaction : (514) 285-7070
Promotion : (514) 285-7100

Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30
Décès, remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30
Grandes annonces
Détailants : (514) 285-6931
National, TéléPlus : (514) 285-7306
Carrières et professions,
Nominations : (514) 285-7320
Comptabilité
Grandes annonces : (514) 285-6892
Les petites annonces : (514) 285-6900

La Presse est publiée par: La Presse, Ltée,
7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
http://lapresse.infinit.net
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne -
Contrat de vente numéro 0531650
Port de retour garanti. (USPS003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.

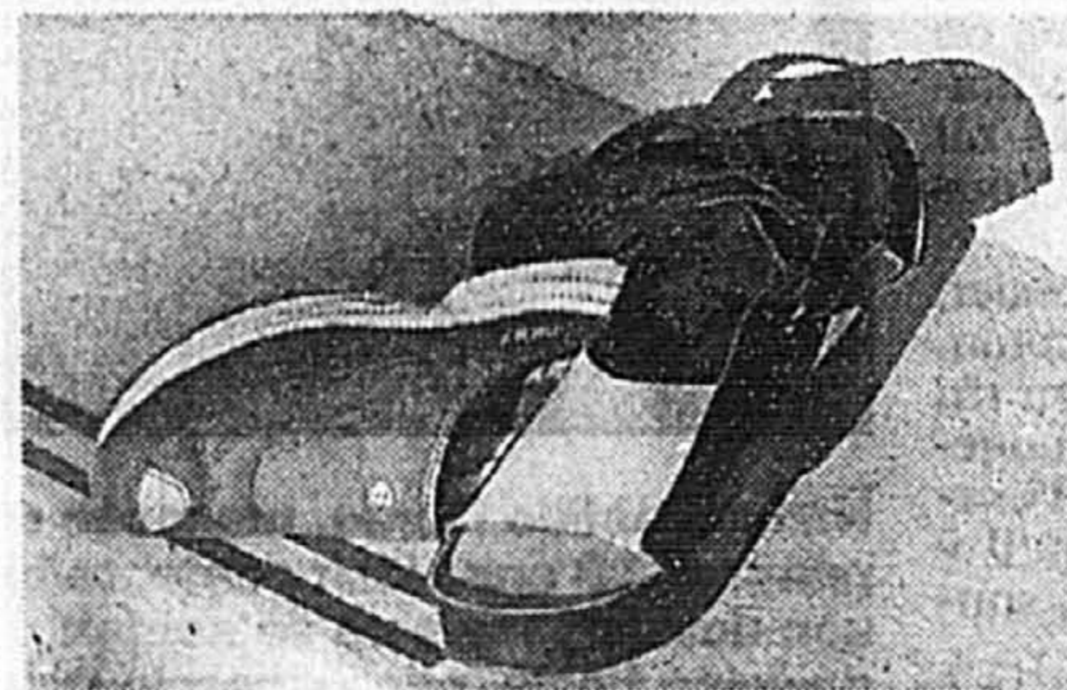
LOTÉRIES

La quotidienne
à trois chiffres : 4-3-3
à quatre chiffres : 3-5-7-4
COLLECTES DE SANG

Aujourd'hui, la Héma-Québec attend les donneurs aux endroits suivants :

- à Montréal : Centre de donneurs de sang, centre commercial Maisonneuve, 2991, rue Sherbrooke Est (métro Préfontaine), de 10 h à 19 h 30;
- à Bois-des-Fillions : organisée par le club Optimiste, Chalet des citoyens, 479, ch. Adolphe-Chapleau, de 10 h30 à 20 h 30. Objectif : 275 donneurs;
- à Sainte-Thérèse : Club Lions Sainte-Thérèse Inc., Centre culturel et communautaire Thérèse-de-Blainville, 120, boul. du Séminaire, de 10 h 30 à 20 h 30. Objectif : 425 donneurs;
- à Aylmer : Caisse populaire Desjardins d'Aylmer, Jean-Coutu et les Galeries Aylmer en collaboration avec le Chevaliers de Colomb, conseil 5281 et le Club Richelieu Aylmer, Galeries Aylmer, 181, rue Principale, de 13 h à 20 h. Objectif : 250 donneurs.

DEMAIN DANS LA PRESSE



Pas à pas vers le printemps

■ À l'image du prêt-à-porter estival tout confort et minimaliste, les collections de chaussures affichent un look sportif et un profil ergonomique. On a bel et bien mis au rancart les talons aiguilles, les bouts effilés comme des poignards et autres modèles casse-gueule du genre. Dans ce nouvel état d'esprit sportif, les hommes ne sont pas en reste. La mode masculine a en effet franchi des pas de géant. À lire demain dans le cahier Mode sous la plume de Viviane Roy.

QUESTION DU JOUR

La Presse
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour.
Pour faire connaître votre opinion, composez le
(514) 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

Approuvez-vous le projet de loi fédéral qui permettra aux provinces de juger les jeunes délinquants devant les tribunaux pour adultes?

Croyez-vous que le ministre des Finances Bernard Landry réduira les impôts de la classe moyenne lors du dépôt de son budget, demain à Québec?
A cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 21 %
Non: 79 %

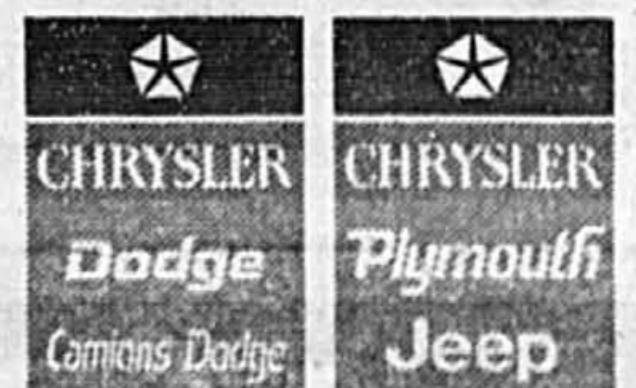
NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

NEON 1999

0 %
d'intérêt
jusqu'à
48 mois



Seulement chez votre concessionnaire Chrysler.



Association publicitaire des concessionnaires Chrysler inc.
www.chryslercanada.ca

Taux de financement de 0 % jusqu'à 48 mois offert à l'achat de tout modèle Neon 1999. Le financement exclut l'immatriculation et les assurances. Sous réserve de l'approbation de Crédit Chrysler Canada Ltée. Cette offre est exclusive et ne peut être jumelée à aucune autre offre à l'exception de la remise aux diplômés. Jusqu'à épuisement des stocks. Offre d'une durée limitée chez les concessionnaires participants. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails et conditions. Cette offre s'applique aux diplômés de cégep et d'université 1998, 1997 et 1996.

Actualités

L'EXPRESS
DU MATIN



Terrible accident

La Sûreté du Québec a révélé l'identité des trois victimes d'un terrible accident survenu dimanche soir à l'intersection des routes 158 et 125, vers Saint-Esprit, dans la région de Lanaudière. Il s'agit de Patrick Roberge, 39 ans, de Montréal-Nord, de sa fille Pascale, 11 ans, qui habite avec sa mère à Joliette, et du conducteur de l'autre véhicule, Martin Beaulieu, 29 ans, de Laval. Après avoir eu la garde de sa fille au cours des derniers jours, M. Roberge allait la reconduire chez sa mère au moment de l'accident. Cette collision a aussi fait quatre blessés, dont un enfant de sept ans. Aucun n'est en danger de mort.

Nouveau directeur

Pierre Bourque a choisi le directeur général de la Ville de Blainville, Claude Forcier, pour diriger le tout nouveau Service fusionné du développement économique et de l'urbanisme. Cette fusion a été dénoncée par le chef de l'opposition, Michel Prescott, qui a affirmé que « c'était définitivement le début de la fin pour la planification urbaine ».

Vol dans un bingo

Deux voleurs, dont l'un était armé, ont mis la main, hier soir, sur les recettes d'entrée d'une salle de bingo, au 1023, boulevard Taschereau, à Longueuil. Les deux individus sont arrivés à la salle de jeu vers 19h30 et l'un d'eux a tiré un coup de feu au plafond. Personne n'a été blessé parmi les centaines de joueurs. Les voleurs ont ensuite pris la fuite en voiture avec le contenu de la caisse qui totalisait entre 3000 \$ à 5000 \$, selon la sûreté municipale de Longueuil.

Incendie

Quatre locataires ont été jetés sur le pavé, hier après-midi, quand un incendie a endommagé leurs logements, au 8133, rue Lajeunesse, près de la rue Jarry. Le feu a pris naissance au deuxième étage du duplex, vers 13 h 15, et a été maîtrisé vers 14 h 35. Il n'y a pas eu de blessés, selon les pompiers, et la cause de l'incendie n'était pas connue hier.

Moins de visiteurs au Salon de l'habitation

Le nombre de visiteurs au Salon national de l'habitation a chuté de 16 % comparativement à l'an dernier. Le Groupe Promexpo, qui organise l'événement, a annoncé hier que 236 587 visiteurs avaient franchi les tourniquets du Stade olympique cette année. Chez Promexpo, on considère que cette « baisse est directement rattachée à la crainte des gens par rapport au stade lui-même », peut-on lire dans un communiqué émis hier. Le Groupe Promexpo considère tout de même que le Salon a été un succès, compte tenu des événements.

Adolescente disparue

Les policiers de la CUM sont à la recherche d'Annie Léonard, 15 ans, disparue depuis le 19 février. La dernière fois qu'elle a été vue, l'adolescente portait un long manteau d'hiver noir. Annie Léonard a les yeux et les cheveux bruns. Elle mesure 1,70 m et pèse 55 kilos. Toute information pouvant aider le SPCUM à la retrouver peut être transmise à l'enquêteur Royal Lallemand au (514) 280-2446. Tous les appels seront traités de façon confidentielle.

La GRC en ligne

La GRC a annoncé hier qu'elle avait mis en place une « ligne ouverte » téléphonique gratuite pour encourager la population à lui fournir des informations sur les gangs de motards. « Nous avons besoin des yeux et des oreilles du public » pour en savoir plus sur des groupes comme les Hell's Angels ou les Rock Machine », a indiqué un porte-parole. La GRC veut employer les grands moyens pour démanteler ces bandes, souvent associées au crime organisé et au trafic de stupéfiants, sans compter qu'elles constituent, selon la police, « l'une des menaces pour la société qui grandissent le plus rapidement ».

Le trafic des faux cigares cubains prend de l'ampleur

ANDRÉ CÉDILOT

Cohiba, Montecristo, Romeo y Julieta et autres prestigieuses marques de cigares des Antilles et d'Amérique du Sud n'ont plus de secret pour la GRC qui en a saisi près de 100 000 depuis un an. Valeur marchande du butin : 1,3 million !

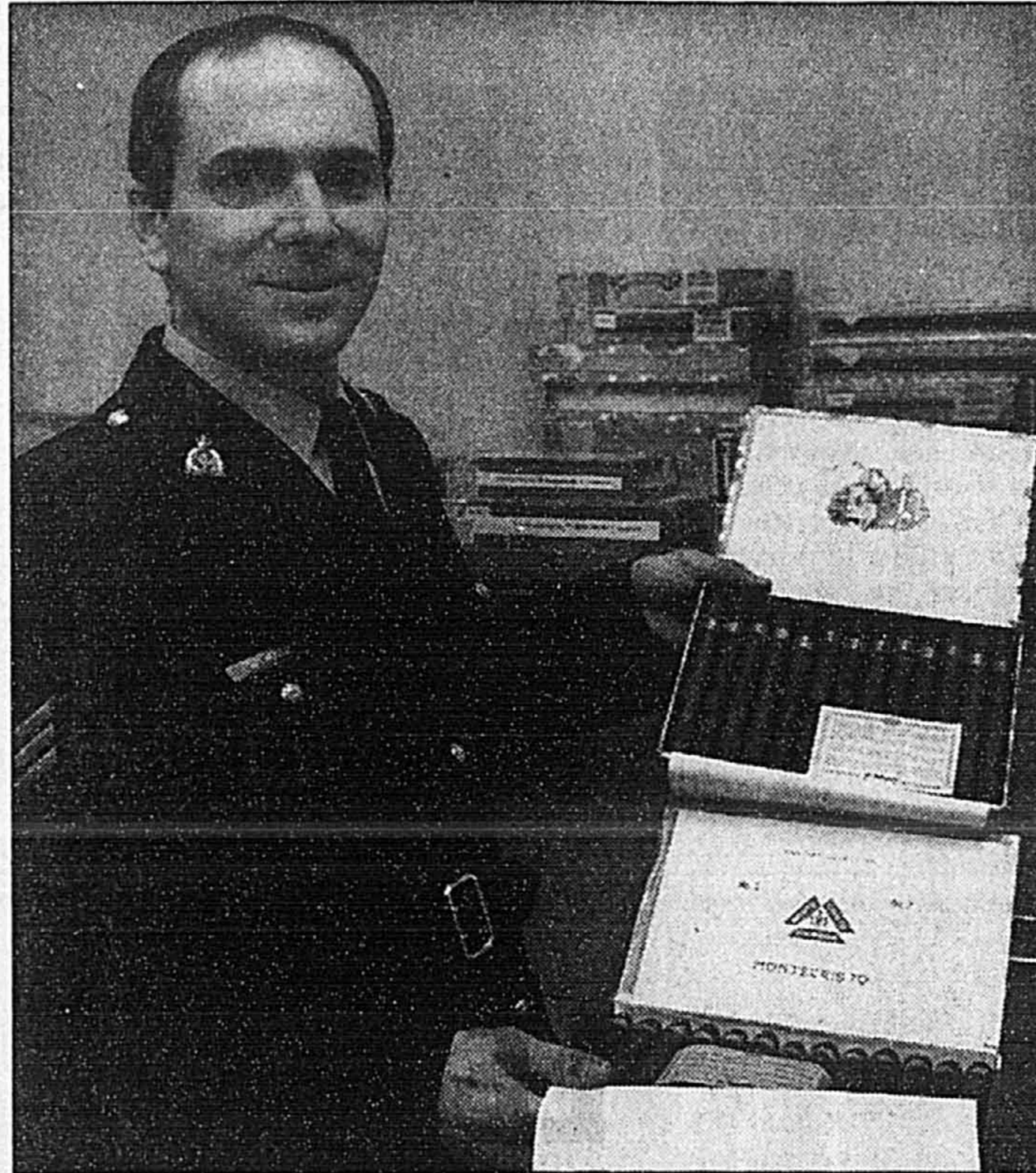
Après s'être attardés aux fournisseurs et aux détaillants, les policiers ont maintenant pour cibles principales les réseaux de distribution reliés au crime organisé.

Au fil de leurs enquêtes, les agents fédéraux ont découvert que sept ou huit réseaux structurés s'intéressaient à ce nouveau créneau, fort lucratif il va sans dire, suscité par l'engouement des fumeurs de cigares.

La contrebande et la vente de faux cigares sont florissantes à Montréal. « Ce n'est pas aussi grave qu'en Europe, mais c'est un commerce illégitime en développement », affirme le sergent Normand Houle, de la section Douanes et Accise.

Selon lui, les cigares proviennent principalement de Cuba, de la République dominicaine et du Honduras. Il s'agit souvent de cigares de moindre qualité qu'on importe légalement ou clandestinement. Ils sont ensuite revendus à gros prix en faisant croire qu'il s'agit des originaux.

Payée 25 \$ à Cuba, une boîte de 25 faux Cohiba peut être revendue jusqu'à 2000 \$ sur le marché noir canadien. La même quantité de vrais Montecristo numéro 2, qui coûte 33 \$ US dans les boutiques hors taxes des Antilles, se vend 417 \$ à Montréal.



Le sergent Normand Houle, de la section Douanes et Accise de la GRC.

PHOTO ROBERT NADON, La Presse

« On en offre même aux touristes sur les plages », a souligné l'agent Michel Bérubé, qui revient d'un symposium à Cuba. Pour mettre fin à ce trafic, les douaniers cubains ont resserré la surveillance des frontières. Depuis 1996, les saisies n'ont cessé d'augmenter, passant de 11 000 boîtes (275 000 cigares)

à 21 205 boîtes (530 125 cigares) l'an passé.

Des 35 dossiers d'enquête que la GRC a ouvert depuis l'an dernier, aucun n'a abouti devant les tribunaux. Un dossier est à l'étude par les procureurs, cependant que deux autres sont en voie de leur être remis, a indiqué le sergent Houle.

Si la police fédérale a porté si peu de charges criminelles contre les contrevenants, c'est que la majorité d'entre eux — surtout les dépanneurs, tabagies et restaurants — ignoraient les règles qui régissent la vente de cigares.

« Dans la plupart des cas, il s'agissait de vendeurs ou de petits commerçants qui voulaient arrondir les fins de mois en profitant du nouvel engouement pour les cigares de marque », a expliqué le sergent Houle.

On ne vend pas des cigares comme on vend des cigarettes. Il faut savoir, en tout premier lieu, que les cigares, même vendus à l'unité, doivent être dans leurs boîtes d'origine portant les timbres d'accise.

Pour l'instant, la GRC s'est contentée de saisir les stocks et, dans la plupart des cas, de soumettre les dossiers à Douanes et Accise Canada qui se charge de collecter les droits et taxes d'accise impayées, lesquelles équivalent à plus de 80 % du prix de vente au détail.

Les hésitations des enquêteurs de la GRC viennent aussi de ce que les amendes liées à la possession et à la vente illégale de cigares sont dérisoires : de seize à cinquante cents le cigare, avec un minimum de 500 \$.

« L'amende imposée ne reflète en rien la valeur des saisies », indique le sergent Houle. Selon lui, la récente confiscation de 1041 cigares évalués à 12 475 \$ aurait entraîné une amende de 520,50 \$. Et cela advenant que le juge ait accepté d'imposer l'amende maximale de 50 cents par cigare...

« On ne fait pas de différence entre un cigare de peu de valeur et un cigare de grande qualité. L'amende est la même pour un cigare à 1 \$ et un à 90 \$ », déplore l'officier qui a sensibilisé les dirigeants de la GRC au problème.

Hydro soupçonnée de violer l'injonction fermant le chantier Hertel-Des Cantons

BRUNO BISSON

La Coalition des citoyens du Val-Saint-François, en Estrie, a mis en demeure Hydro-Québec de cesser tous les travaux sur le chantier de la ligne Hertel-Des Cantons et de respecter l'ordonnance émise le 23 février par la Cour supérieure.

La mise en demeure de la Coalition, adressée hier au président d'Hydro-Québec, André Caillé, par l'avocat des citoyens du Val-Saint-François, Franklin Gertler, détaille trois des présumées violations de cette ordonnance survenues sur le chantier de cette ligne controversée.

Le 3 mars, selon la Coalition, des travaux d'arpentage ont été effectués « en bordure de l'Autoroute 10 dans le tracé de la ligne Hertel-Des Cantons ». Deux jours plus tard, ce sont des travaux de déboisement qui auraient été faits « à proximité des lots 243-244-245 du rang Casimir, de la Paroisse de l'Ange-Gardien, en bordure de l'Autoroute 10 ».

Enfin, hier, à Sainte-Cécile-de-Milton, au nord de Granby, des travaux de la firme Thiro auraient également été « observés » par des témoins qui ne sont pas nommés.

De plus, des agents du détachement de la MRC Rouville de la SQ ont été dépêchés, hier, dans la paroisse de l'Ange-Gardien, où un chantier de défrichage était actif, sur le tracé de la ligne. Les agents ont pris les coordonnées des travailleurs, a dit un porte-parole de la SQ, François Doré.

« Les travailleurs qui se trouvaient sur place ont affirmé aux agents qu'ils étaient là sur ordre du propriétaire du terrain, a dit M. Doré. Des vérifications seront faites, à savoir qui était le propriétaire des lieux, par exemple, et les informations vont être ensuite acheminées à qui de droit. »

Si ces allégations devaient s'avérer exactes, la société d'État pourrait être accusée d'outrage au tribunal.

Depuis deux semaines, en vertu d'une injonction accordée à la Coalition du Val-Saint-François contre

le gouvernement du Québec et Hydro-Québec, « travaux et interventions sur le terrain liés à la mise en chantier et à la construction du projet Hertel-Des Cantons » ont été déclarés illégaux.

Dans un jugement auquel le gouvernement et la société d'État tardent à réagir, le juge Jeannine M. Rousseau affirmait que le gouvernement du Québec a violé trois lois d'ordre public sur la qualité de l'environnement, l'urbanisme et l'aménagement, ainsi que la protection du territoire agricole au Québec, en adoptant une série de décrets pour soustraire la construction de Hertel-Des Cantons aux processus normaux de consultation publique.

Les décrets ayant permis la construction de la ligne ayant été jugés illégaux, le juge Rousseau a émis une injonction qui touche « Hydro-Québec, ses employés, représentants, officiers, dirigeants, agents, mandataires et sous-traitants », et qui gèle tous les travaux « jusqu'à l'éventuelle autorisation et approbation régulière de ce projet », à l'égard des lois qui ont été violées par les décrets.

Ceux-ci, rappelle-t-on, furent adoptés à la hâte alors même que le Québec émergeait de la dure crise

du verglas, en janvier 1998. Ils devaient permettre à Hydro-Québec d'accélérer la construction de trois lignes en Outaouais, à Montréal et en Montérégie (projet Hertel-Des Cantons), justifiant l'abandon du processus normal de consultations publiques par l'urgence de sécuriser l'alimentation en électricité de ces régions durement affectées par la tempête.

Hydro-Québec nie tout

« C'est faux : nous sommes formels là-dessus, nous n'avons pas violé l'injonction en aucun cas », déclare le porte-parole d'Hydro-Québec, Jean-Claude Lefebvre.

Selon la société d'État, des arpentements ont « calibré » leurs équipements, le 3 mars, en bordure de l'Autoroute 10, mais n'ont pas effectué de travaux. Hydro-Québec soutient que les employés de la firme Thiro, qui se trouvaient hier à Sainte-Cécile-de-Milton, « ramaient tout simplement leurs équipements à la maison ». Et Hydro affirme ne « pas être au courant » des travaux de déboisement qui auraient été faits en bordure du rang Casimir.

La MRC des Laurentides se plaint aussi

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

La municipalité régionale de comté (MRC) des Laurentides déposera une requête en injonction devant la Cour supérieure si Hydro-Québec ne cesse pas immédiatement tous ses travaux sur la ligne Grand-Brûlé-Vignand dans son projet de bouclage de l'Outaouais.

Après consultation, la MRC a suggéré un tracé, appelé tracé sud, pour cette ligne. Mais Hydro l'a mis de côté au profit d'un autre qui, selon la MRC, cause des préjudices aux résidents en plus de nuire au programme récréotouristique de la région. « Hydro ne retient rien de ce que nous lui avons proposé. En janvier 1998, le conseil des ministres a pourtant identifié le tracé sud pour le passage de la ligne. Un comité de travail présidé par le président du BAPE a aussi dénoncé en janvier dernier l'attitude d'Hy-

dro-Québec dans ce dossier », a indiqué, hier, le directeur général de la cette MRC, Denis Savard.

Dans une lettre recommandée envoyée à Hydro, dont La Presse a obtenu copie, le préfet de la MRC, Maurice Giroux, écrit que, malgré l'absence de permis, d'avis de conformité ou d'autorisation des autorités municipales de Saint-Jovite paroisse et de la MRC, Hydro a illégalement débuté dans le tracé nord ses travaux au poste Grand-Brûlé, et ce malgré un engagement écrit de ne pas les entreprendre avant d'obtenir les autorisations requises.

« Devant cet état de fait, écrit M. Giroux, et considérant le bien-fondé de notre argumentation ainsi que le jugement rendu pour la ligne Hertel—des-Cantons, la MRC des Laurentides est en droit de s'attendre à une décision équitable du ministre de l'Environnement, laquelle devrait être de retenir le tracé sud tel que proposé initialement.

« L'attitude d'Hydro-Québec dans le présent dossier est déplorable et nous vous avisons à nouveau que la MRC des Laurentides entend

faire valoir ses droits. Nous trouvons tout à fait odieux de la part d'Hydro-Québec de tenter un rapprochement quand son seul objectif est toujours d'imposer de force et de manière subjective (augmentation de la compensation financière) le tracé nord. »

M. Savard a indiqué qu'une réunion des intéressés aura lieu au cours des prochains jours pour décider des mesures à prendre. Si Hydro demeure sur ses positions, tout indique que la requête en injonction suivra au palais de justice de Saint-Jérôme. Ce dossier coûte passablement cher aux élus locaux, 75 000 \$ ayant déjà été dépensés en honoraires de toutes sortes.

« En plus d'être outré du comportement d'Hydro, la MRC dénonce le laxisme du gouvernement et plus spécifiquement du ministre de l'Environnement et du ministre responsable d'Hydro-Québec, ajoute M. Savard. Hydro a beaucoup d'argent et une tonne de spécialistes, mais la société d'État aura à faire face à un milieu municipal et à une population solidaires et dégoûtés de son manque de respect et d'éthique. »

Un peu d'espoir pour Mme Castillo Duran

L'intervention de Lucienne Robillard, la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, pourrait changer le cours des événements

HUGO DUMAS

Nancy Castillo Duran se réjouit du fait que la ministre fédérale de la Citoyenneté et de l'Immigration, Lucienne Robillard, ait décidé d'éplucher personnellement son dossier.

Mais elle est incapable d'oublier la lourde épée de Damoclès qui se balance toujours au-dessus de sa tête : en théorie, elle doit être expulsée jeudi matin, après avoir vécu pendant 18 ans au Canada.

« Je suis contente, mais le problème est encore là. Ce n'est pas

fini et je suis très inquiète. Je ne sais pas quoi faire. Mes enfants ont besoin de moi », plaide Mme Castillo Duran, âgée de 46 ans, qui est originaire du Venezuela.

La mère de deux adolescents a rencontré hier son avocat, William Sloan, afin de préparer son éventuel départ. Elle souhaite que son frère, qui vit au Canada depuis sept ans, puisse garder Jonathan, 15 ans, et Michael, 12 ans, qui ont grandi à Montréal et qui n'ont jamais habité ailleurs. « Je ne veux pas que mes enfants soient placés », explique cette résidente du quartier Rosemont. « Jonathan est en secondaire trois. Il veut aller au cégep. Je vois les résultats de l'éducation que j'ai donnée à mes

enfants. C'est une satisfaction », dit la mère.

Si elle doit retourner au Venezuela, Mme Castillo Duran affirme n'avoir aucun endroit où loger, même si son père, sa soeur et deux de ses frères y vivent actuellement. « Elle n'a pas de maison là-bas. Le Venezuela a complètement changé depuis 18 ans. Elle ne connaît plus le pays qu'elle a quitté », fait valoir Me Sloan.

« Mes enfants comptent sur moi. Je fais tout pour eux. Que va-t-il leur arriver si je m'en vais? Mon frère veut bien les prendre, mais il n'a pas d'expérience avec des enfants. C'est une grosse responsabilité », souligne Mme Castillo Duran.

Selon Me Sloan, « c'est un bon

signe » que la ministre Robillard ait décidé de se pencher sur le cas de sa cliente. « Elle a le plein pouvoir de réviser, elle prend les décisions qu'elle veut. On a de l'espoir », dit-il.

En octobre, Mme Castillo Duran s'est mariée avec Frediz Santos, qu'elle fréquentait depuis cinq ans et qui a un statut de résident permanent au Canada.

« Tous les jours, je remercie Dieu. C'est Lui qui m'a donné la force de continuer à élever mes enfants. Nous formons une famille très unie », poursuit Mme Castillo Duran.

Si son ordre d'expulsion n'est pas levé, elle prendra l'avion jeudi matin, à l'aéroport de Dorval, à destination du Venezuela.

Le Viagra approuvé

JEAN-FRANÇOIS BÉGIN

La petite pilule bleue a franchi le dernier obstacle qui la séparait de son arrivée dans les pharmacies canadiennes : homologué hier par Santé Canada, le Viagra devrait être disponible sur ordonnance d'ici la fin du mois.

Selon ce qu'a appris *La Presse*, le fabricant du Viagra, Pfizer Canada, doit annoncer la nouvelle ce matin en conférence de presse à Montréal.

Hier, le porte-parole de Pfizer, Don Sancton, a refusé de confirmer ou d'infirmer l'information, se contentant d'indiquer que la compagnie « ferait de la publicité aussi tôt que possible après avoir reçu l'autorisation de Santé Canada ».

M. Sancton a précisé que les premiers comprimés seraient disponibles environ trois semaines après l'obtention de l'aval du ministère fédéral. Le médicament sera fabriqué dans une usine française de Pfizer, mais sera emballé à Anprior, à l'ouest d'Ottawa.

L'homologation du Viagra, le premier comprimé disponible pour traiter l'impuissance, n'est pas une surprise, le comité médical de Santé Canada lui ayant donné sa bénédiction le mois dernier. Les étapes suivantes, soit l'examen par un comité pharmaceutique et la vérification du respect des directives d'étiquetage, étaient considérées comme des formalités.

Le Canada n'aura certes pas été un pionnier dans l'acceptation de ce nouveau traitement de la dysfonction érectile, disponible depuis près d'un an aux États-Unis et déjà approuvé dans 70 pays, dont l'ensemble des pays de l'Union européenne, le Japon, le Brésil et l'Australie.

Aux États-Unis, le Viagra a suscité une ruée sans précédent, devenant le plus grand succès commercial de l'histoire de l'industrie pharmaceutique. Depuis le lancement du médicament, quelque huit millions de prescriptions ont été ordonnées à plus de quatre millions d'hommes. Le médicament n'est pourtant pas donné : il en coûte pas moins de 10 \$ US (15 \$ CAN) par comprimé.

La SQ recommande de poursuivre 11 détenus

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

La Sûreté du Québec recommande que des accusations soient portées contre 11 détenus de la prison de Bordeaux relativement à l'émeute du 6 février. Celle-ci aurait été provoquée par l'avortement d'une livraison de drogue.

La Presse a appris que le policier de l'escouade des crimes contre la propriété chargé de l'enquête va re-

mettre son rapport aujourd'hui à un substitut du procureur général au palais de justice de Montréal. Après étude, le procureur décidera combien de prisonniers devront être accusés de méfait et de participation à une émeute. Au moment de l'émeute, il y avait 21 détenus gardés dans le secteur touché.

Ce « bingo » a pris naissance dans une section de l'établissement

où sont placés les prisonniers récalcitrants, c'est-à-dire ceux qui causent des problèmes aux gardiens par leur comportement négatif.

C'est en retournant dans leur cellule qu'ils ont commencé le grabege. Quelques minutes auparavant, des gardiens avaient trouvé dans la cour extérieure un sac contenant de la drogue.

La tension demeure très grande à la prison de Bordeaux. Vendredi

matin, les techniciens en explosif de la SQ ont été mandés pour effectuer des fouilles dans le secteur où sont gardés les détenus ordinaires.

Cette intervention avait été demandée après que des gardiens eurent été informés qu'une bombe artisanale était cachée. Après une fouille minutieuse, les experts de la SQ ont découvert un appareil servant apparemment à la fabrication clandestine d'alcool.

LE BILAN TOTAL CHRYSLER

Passer à votre centre de service Chrysler pour obtenir un rapport d'expertise complet en 85 points, certifié par ceux qui ont construit votre véhicule.

4995\$*

taxes en sus

UNE VALEUR DE 9995\$*

En plus de couvrir 85 points de vérification, le Bilan total comprend une lecture des codes de défaillance et un diagnostic des composantes électroniques avec le système DRB, un outil de haute technologie exclusif à Chrysler. Grâce à des mises à jour régulières avec le centre de technologie Chrysler, à Détroit, vous avez l'assurance que nos techniciens possèdent une connaissance approfondie inégalée de votre véhicule.

SEULEMENT JUSQU'AU 16 AVRIL

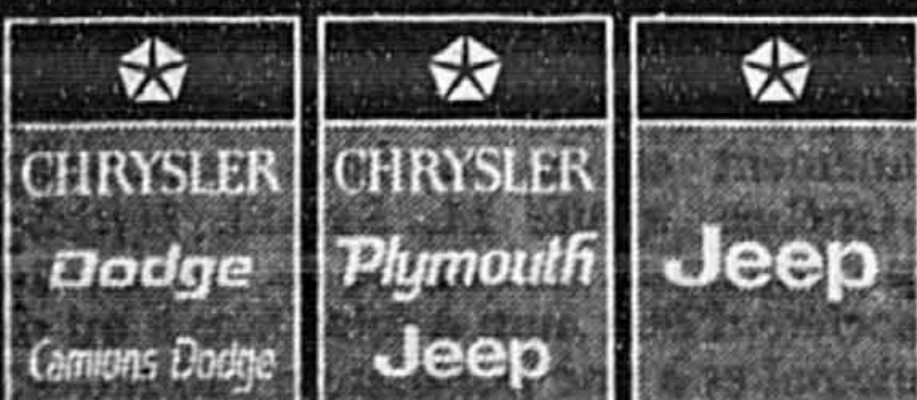
Votre visite pourrait être payante : 5 000 prix instantanés* à gratter!

PLUS
3 grands prix** de 1 000 \$ en entretien Chrysler à gagner



SERVICE CINQ ÉTOILES CHRYSLER
★★★★★
ROULEZ TOUJOURS MIEUX

Seulement chez votre concessionnaire Chrysler.



*Offre valable pour une période de temps limitée chez les concessionnaires Chrysler participants. La valeur de l'offre est approximative. **Assurance obligatoire, 18 ans et plus. Concours en vigueur jusqu'au 16 avril 1999. Détails et règlement du concours offerts chez tous les concessionnaires Chrysler participants.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler inc.

loto-québec		résultats	
Banco		Quintonne	
Tirage du 99-03-08		Tirage du 99-03-08	
13 21 26 27 28	30 32 33 36 40	3 4	433 3574
42 46 48 52 54	55 58 61 62 64	Extra	
		Tirage du 99-03-08	
		NUMÉRO: 076881	

Collection Hiver
Irving Samuel
75% De rabais
Seulement chez
LES SOIES
St. Marshall's
1195 STE-CATHERINE O.
Vente effectuée par **Maynard's**

CAMELOTS, ADOLESCENTS ET ADULTES demandés, à temps partiel, pour la livraison de **La Presse** à domicile (Avec ou sans voiture) Dans les secteurs suivants :

- Dorion
- Vaudreuil
- Île Perrot

Responsabilités

- Livraison de *La Presse* devant être effectuée avant 6 h 30, le matin, du lundi au vendredi et avant 8 heures, le week-end.
- Perception des abonnés.
- À commission.

Pour rejoindre l'entrepreneur de votre région, composez le :
(514) 285-6911

De tout, mais surtout de rien

Avec un à-propos dont il faut les féliciter, les Forces armées canadiennes ont attendu la journée de la femme pour annoncer qu'elles envisageaient de doter les femmes militaires d'un soutien-gorge de combat, qu'il reste toutefois à concevoir (*La Presse* d'hier, page 21). Les soutiens-gorge dits « sportifs » compriment trop les seins. Les soutiens-gorge athlétiques à courroies renforcées sont inconfortables, bref les couturiers militaires sont à leur table à dessein. En attendant, les imbéciles ne manqueront évidemment pas de faire des farces plates, et des jeux de mots idiots. Pourtant, quoi de plus normal qu'un soutien-gorge de combat pour un fantasme ?

S'usez. Ayant donc parlé de la femme hier, et se gardant le budget pour demain, le chroniqueur se disait que c'était une bien belle journée pour vous annoncer l'arrivée du printemps en la personne d'un carouge à épauettes sur un piquet de clôture juste devant ma fenêtre. Moins quinze ! Il avait l'air de regretter d'être remonté si tôt (les carouges passent l'hiver en Virginie), mais c'est quand même le printemps que nous annonçait l'emplumé en se gelant cucu dans son tutu.

Allô, oui ? Une expérience sur le sommeil ? Qui parle ? C'était le département de psychiatrie de l'Université McGill. Un farceur a laissé mon nom au centre de recherche qui recrute des sujets de 25 à 65 ans pour des études sur le sommeil. Les candidats doivent avoir vécu des expériences inhabituelles, telles que recevoir des messages d'extraterrestres, ou d'appareils électriques. Ce n'est pas une blague. L'annonce a semble-t-il été publiée dans *Le Devoir*.

Un farceur, se faisant passer pour moi, a prétendu que je recevais des signaux de mon toaster. C'est faux donc. Par contre, j'ai parfois l'impression d'écrire cette chronique pour une bande de moules à gaufres. Eh oui,

je parle de vous, amis lecteurs. Je viens de passer la fin de semaine à lire les textes que vous m'avez envoyés pour le projet de livre fin de siècle et, mon Dieu, mon Dieu, me voilà bien embêté.

Vous relisant, je fais trois piles. La pile oui. La pile non. La pile « on va voir ». Pour l'instant la pile « on va voir » et la pile non sont à peu près égales. Et les oui font un tas tout petit tout petit.

C'est pas les chars, comme on dit. De l'opinion, de l'éditorial, du jugement global sur le siècle, du fond de tiroir, du vieux souvenir, du regard nostalgique. L'exercice de style pullule avec des bonheurs forcément divers et inégaux. C'est très embêtant. Je ne vous voulais pas écrivain. Je vous voulais journaliste. Je vous voulais en train de vivre cette fin de siècle. Pas en train de l'écrire avec des effets de plume.

Mais pour être tout à fait franc, ce qui me décourage plus encore, c'est Internet. J'ai découvert sur Internet — je n'étais pas branché quand j'ai lancé le projet — des dizaines de lieux où les gens témoignent du moment présent (1), dans des journaux personnels, exactement comme je souhaitais que ce livre le fasse. Cette fin de siècle s'écrit sur des billards virtuels et je suis en train de me demander pourquoi je devrais la recopier sur du papier.

Alors ? Alors je ne sais pas mon vieux. Je finis de monter mes trois piles et je vous en reparle.

LA MÉCANIQUE DE LA COMMUNICATION — Rien à voir avec ce qui précède. Depuis longtemps, je veux vous toucher un mot de vos lettres anonymes. Je ne vous ferai pas le coup « du courage de ses opinions » et même, je vais vous dire un truc, que vous si-



Pierre
FOGLIA

gniez ou pas une lettre d'insultes ne fait aucune différence.

Mais c'est quand vous élaborez un commentaire et que vous terminez votre lettre par : « Vous comprendrez que je ne m'identifie pas. » Non, je ne comprends pas. Vous ne souhaitez pas vous retrouver dans le journal ? C'est tout simple : spécifiez que votre lettre est confidentielle. Ça finit là.

Des fois, j'ai très envie de vous appeler juste pour comprendre comment la communication ne s'est pas faite ou s'est mal faite. C'est mon métier, la communication. Comment ça marche, les pannes, les distorsions. Si je répare des ordinateurs, j'irais voir dedans, je dirais ah tiens c'est ce circuit-là qu'est brûlé. Mais je ne répare pas des ordinateurs, je parle à du monde. Fait que laissez-moi une adresse que je puisse aller voir quel fil est fûcké dans votre petite tête de vache.

Marci bien.

BÉBÉS LALA — C'est pas pour me plaindre de la langue que l'on parle et que l'on écrit. C'est pas pour déplorer que les gens parlent mal. Et de un, je me fous de comment les gens parlent. Et de deux, le niveau monte quoi qu'on en dise, on écrit et parle bien mieux qu'il y a vingt ans. Et de trois, les pions de la langue m'ennuient, tout ce qu'ils savent faire avec la langue c'est des règles, lécher le cul des timbres et parfois écrire des chansons assommantes.

N'empêche que **ÇA LA PAS** d'allure. Je parle de cette fixation du langage, de ce « LA » superfétatoire, de ce phonème parasite qui fait actuellement « lalayer » toute la province.

Ça LA pris du temps.

Ça LA eu comme effet...

Ça LA cassé ici. Ça L'existe. Ça LA pas fonctionné. Ça LA rien donné.

Ça LA pu d'allure, à la fin !

Je n'en fais pas une susceptibilité grammaticale, mais un suprême agacement d'oreille.

Il y a de la fixation infantile et du « parler bébé » dans cette molle linguale : lalalala.

Cessez de vagir, vous être grands maintenant.

ENCORE UN PETIT COUP DE LANGUE — Doit-on dire la date butoir ou la date butoir ?

J'en parlais dimanche matin avec mon ami et collègue Robert Duguay. De retour de Terre-Neuve où il a couvert les Jeux du Canada, à peine ses valises posées, Robert m'a appelé de toute urgence pour avoir des nouvelles des Expos.

— Sais-tu si on a décidé d'une nouvelle date butoir ?

— Je crois qu'il faut dire butoir mon vieux Bob, et non butoir. Boutoir comme dans « Y'a tout de même bien un bout ! »

— Non non, insista mon collègue, il faut dire butoir comme dans but. Que serait l'Homme sans but, Foglia, je te le demande ?

— Je te renvoie la question : que serait l'Homme sans butte ?

Nous brisâmes là. Je partais pour la messe. Il allait promener son chien. Mais la question reste entière, et je vous la pose, ami lecteur dont je sais la grande sagesse : Est-ce la butte ou le but qui confronte l'Homme à ce qu'il est ?

Ah.

(1) Par exemple en anglais, www.opendiary.com. En français, Le cercle des jours écrits et imagés, www.colba.net/~micheles/cerclé

Le silence des agneaux

Agence France-Presse
ACCRA

La police ghanéenne qui traquait une bande de malfaiteurs est restée bouche bée lorsqu'elle a découvert 36 moutons et chèvres que leurs ravisseurs avaient empêchés de bêler en leur enduisant les mâchoires de colle forte instantanée. Selon une source du quartier général de la police à Accra, qui a révélé l'affaire, les trois malfrats, Kwabena Yeboah, Akwasi John et Ibrahim Banda, avaient stocké leurs prises dans un véhicule volé et étaient également en possession d'un pistolet de fabrication locale et de munitions. L'affaire s'est déroulée dans la région de Brong Ahafo, à 300 km au nord de la capitale, où les bandits, après avoir dérobé un taxi et un minibus, ont commencé à faire le tour de la ville pour voler moutons et chèvres. Ces animaux commencent à faire l'objet de spéculations à l'approche de la fête traditionnelle de la Tabaski, la fête du Sacrifice, dans moins de trois semaines.

Le doigt coincé dans un distributeur de préservatifs

Agence France-Presse
COPENHAGUE

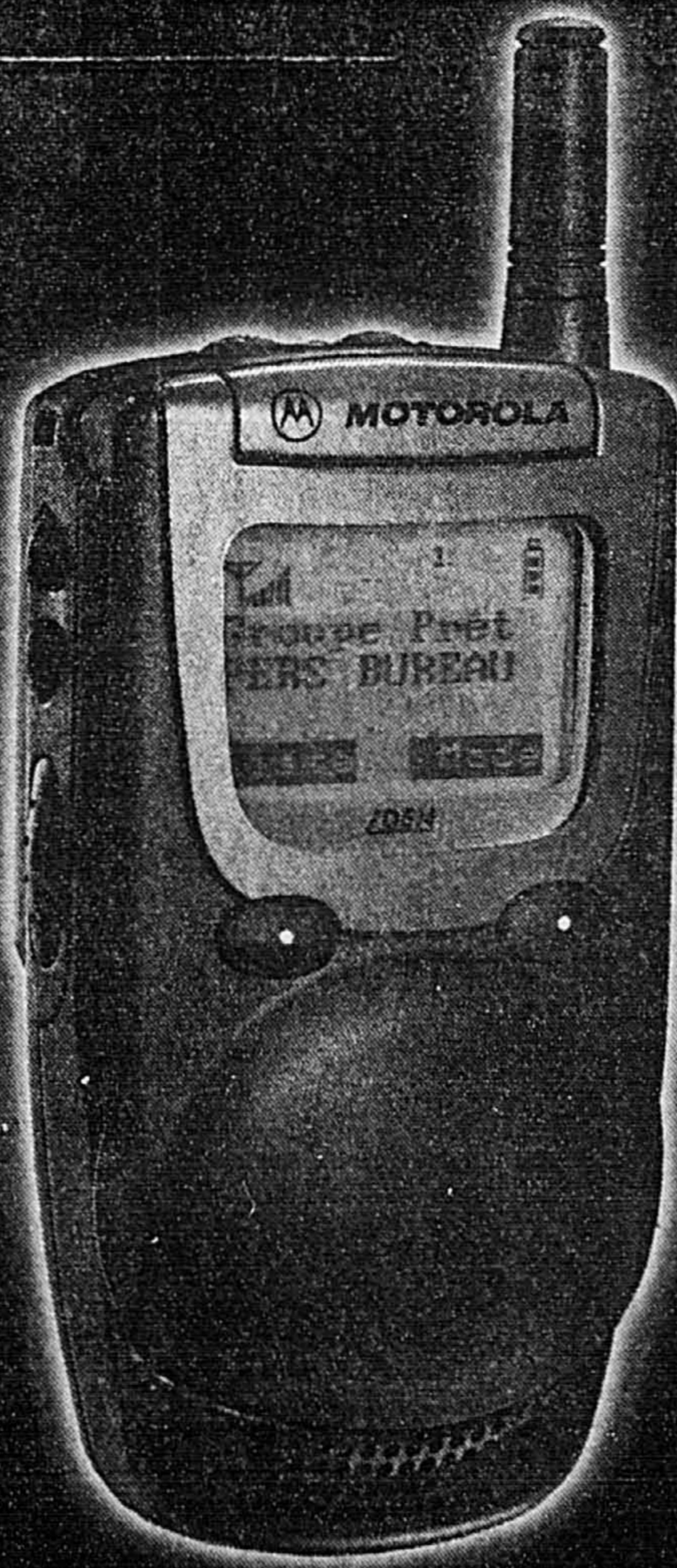
Un Danois de 20 ans a eu, samedi soir, son doigt coincé pendant plus de deux heures dans un distributeur de préservatifs d'un bar de Thisted avant d'être libéré par les services de dépannage de la Ville. Il avait voulu, vers 3 h, prendre un condom dans l'un des tiroirs du distributeur automatique qui s'était refermé soudainement sur son doigt. Des consommateurs ont tenté en vain de l'aider à se libérer. Il a fallu finalement transporter le jeune homme avec son doigt pris dans le distributeur au centre de secours et de dépannage pour parvenir à séparer l'infortuné de la machine. Le doigt n'a pas trop souffert de cet incident.

L'odeur du fric

Agence France-Presse
HANOVRE, Allemagne

L'argent n'a pas d'odeur, mais les policiers de Hanovre ont pu, grâce à leur flair, mettre la main sur quelque 20 000 dollars en liquide qu'un passager avait négligemment laissé partir par la cuvette des WC du train Hanovre-Brunswick. Les billets, minutieusement emballés dans du papier cellophane, ont été découverts sur la voie et rendus à leur propriétaire, a indiqué la police de Hanovre. Le passager distrait, un homme de 36 ans qui voulait s'acheter une voiture, avait cru bon, par peur des pickpockets, de voyager avec les liasses dissimulées dans son caleçon. Toutefois, ayant oublié son stratagème lors d'un petit tour aux toilettes, il avait laissé sa fortune partir par la trappe grande ouverte de la cuvette.

En Formule Mike, les trucs pour aller plus vite sont tous permis.



Pendant que votre concurrent parle encore à des boîtes vocales, vous êtes depuis longtemps en Contact Direct avec la personne qu'il faut.

- Contact Direct™ instantané sur simple pression d'un bouton
- Téléphone SCP entièrement numérique
- Téléphone mains libres
- Téléavertisseur alphanumérique
- Réception et réacheminement de télécopies
- Utilisation aux États-Unis au tarif de votre zone d'attache
- Option de temps d'antenne illimités les soirs et fins de semaine
- Facturation de tous les appels à la seconde, dès la première seconde

Disponible uniquement chez les détaillants Mike™ autorisés. Pour plus de renseignements, ou pour obtenir une démonstration en personne, communiquez avec nous au 1 888 779-MIKE (6453) ou visitez notre site au www.clearnet.com. Durabilité et fiabilité de Motorola™.

© 1999 Clearnet Inc.™ Marques de commerce utilisées avec l'autorisation de Clearnet Communications Inc. Motorola est une marque déposée de Motorola, Inc.



Passez voir un détaillant Mike près de chez vous:

Fabreville
SRAD Communications Inc.
340, boul. Curé-Labelle
(450) 622-1748

Laval
Digital Radiocommunication Inc.
1811, boul. Curé-Labelle
(450) 973-3443

Raytech Electronique Inc.
1451, boul. des Laurentides
(450) 975-1015

D.L. Communications
1521, Autoroute 440 Ouest
(450) 682-3888

Montréal
Action Télécom
1531, Notre-Dame Ouest
(514) 989-9952

Radio Service LCT Inc.
7537, Henri-Bourassa Est
(514) 953-4864

Boutique Clearnet
950, Ste-Catherine Ouest
(514) 871-1414

Instant Page
3962, Ontario
(514) 527-2550

St-Hyacinthe
Darsigny Communication
892, Des Cascades
(450) 773-1988

St-Laurent
Centre de communications
d'affaires Clearnet
440, rue Isabey
(514) 344-4200

CCEB INC.
7955, Trans-Canadienne
(514) 745-5555

St-Lazare
Les Services
Technologiques D.A.T.T.
2774 E, ch. St-Charles
(450) 458-7158

Dossier

Quand les bibliothèques n'ont plus les moyens d'acheter des livres

Voici la quatrième tranche de notre série sur le sous-financement des universités du Québec.



André Pratte

« **Q**uand quelqu'un voudra savoir pourquoi la structure acoustique d'un son est comme elle est, voici le livre qu'il consultera. Il n'existe absolument aucun ouvrage traitant de ce sujet avec autant de profondeur. »

Lorsque Paul Pupier, professeur de linguistique à l'UQAM, a lu ce commentaire d'un éminent linguiste au sujet d'une nouvelle parution de MIT Press, il s'est empressé de téléphoner à la bibliothèque centrale de l'Université pour suggérer qu'on se procure le titre en question. Il s'est fait répondre que le budget d'acquisition de la bibliothèque pour la linguistique était épuisé. « On m'a dit qu'on gardait les commandes pour l'année 1999-2000 », soupire le professeur.

M. Pupier devra aussi attendre pour un autre titre important, *Three Investigations in Extraction*, par le linguiste Paul M. Postal. « À très court terme, je ne suis pas sûr que ce sont des livres indispensables. Mais à un moment ou un autre, on réalisera qu'ils ont lancé des pistes de recherche. »

Le directeur général des bibliothèques de l'UQAM, Jean-Pierre Côté, explique qu'il reste à peine 45 000 \$ à la bibliothèque centrale pour l'acquisition de livres d'ici la fin de l'année. Certains secteurs, comme la linguistique, ont déjà crevé leur budget. Par conséquent, achat zéro d'ici mai. Les bibliothèques de l'UQAM auront acheté quelque 15 000 livres cette année, trois fois moins que les 44 000 ac-

quis en 1991-92.

Les compressions sont peut-être arrivées au pire moment pour les bibliothèques. Dans une décennie où le nombre de titres publiés grimpe en flèche et où leur coût explosait. Dans une période, aussi, où le dollar canadien somrait tel le *Titanic*. À un moment, enfin, où les bibliothèques devaient s'adapter à la révolution Internet.

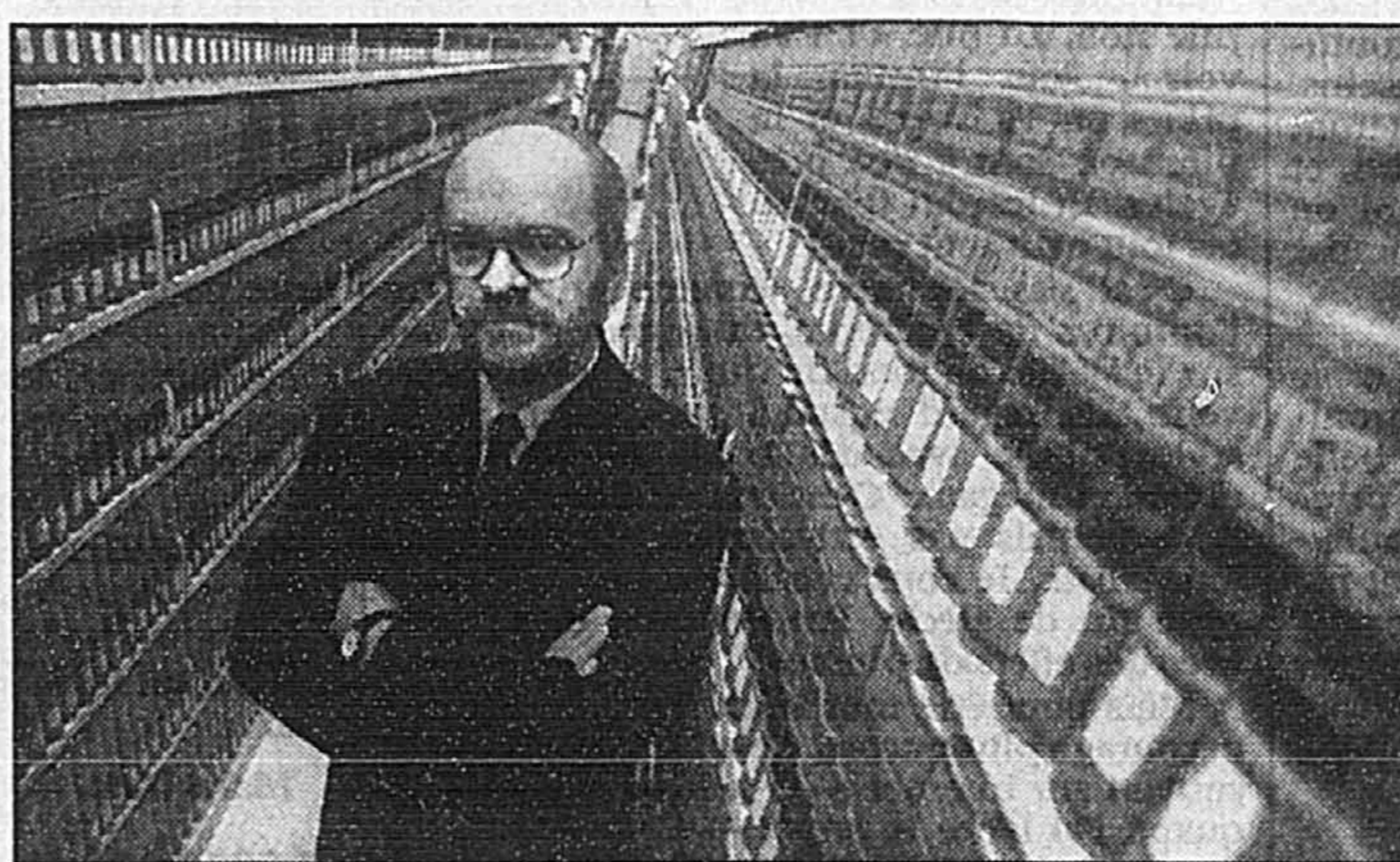
Les budgets d'acquisition des bibliothèques universitaires québécoises sont, en gros, plafonnés à 30 millions depuis cinq ans. Comme le prix des livres, et surtout celui des périodiques, a fortement augmenté au cours de cette période, et comme le dollar canadien s'est écroulé, les 30 millions d'aujourd'hui permettent beaucoup moins d'achats que ceux d'il y a cinq ans.

Publier ou périr

De nos jours, les chercheurs doivent publier pour que leur dossier soit considéré par les organismes subventionnaires. Les Américains résumant cette situation par la formule « Publish or Perish ». Cette pression a provoqué une multiplication du nombre de revues savantes dans le monde, celui-ci passant selon certaines données de 103 000 en 1986 à 165 000 en 1996. Durant la même période, quelques grands éditeurs se sont emparés des titres importants. La rentabilité passant avant la diffusion du savoir, ces éditeurs ont augmenté le prix.

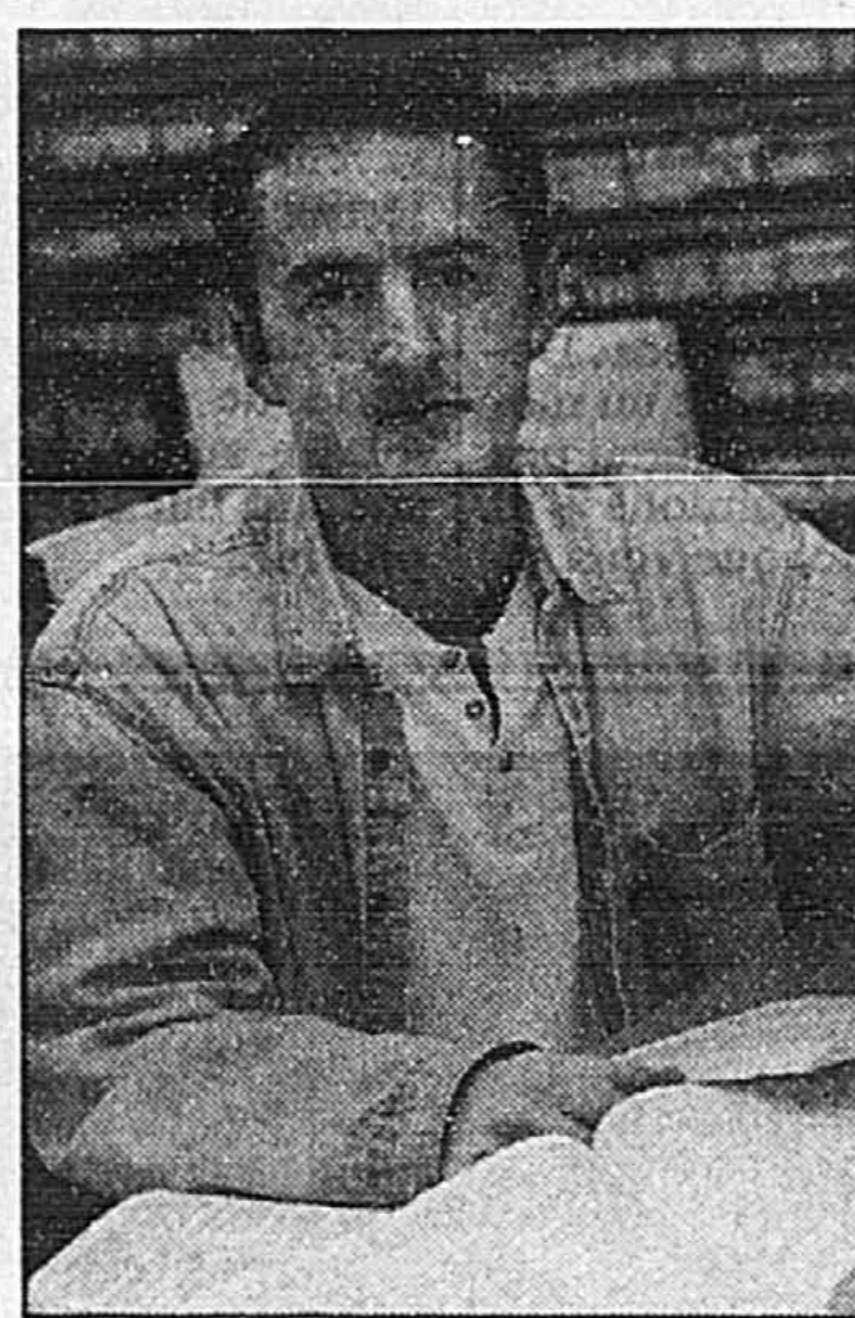
Michel Jacob, bibliothécaire à l'UQTR, consulte son ordinateur : « Tenez, l'abonnement pour les *Chemical Abstracts* est rendu à 20 709 dollars US. Ça veut dire presque 30 000 \$ canadiens ! » « Il faut se demander si nous ne sommes pas rendus à une situation de Publish AND Perish ! » lance le patron des bibliothèques de l'UQAM, Jean-Pierre Côté.

Les budgets n'augmentant pas, et même diminuant un peu, les bibliothécaires n'ont pas eu le choix, ils ont dû annuler des abonnements. À l'Université Laval, pour ne prendre que cet exemple, 2800 abonnements ont été annulés au cours des trois dernières années. La collection de *Behaviour*, que tient Laval depuis 1956, s'arrêtera donc à 1998. De même pour le *Engineering Journal*, auquel la bibliothèque était abonnée depuis 1964. Deux mille huit cents collections interrompues !



PHOTOS JOCELYN BERNIER, collaboration spéciale

Claude Bonnelly, directeur de la bibliothèque de l'Université Laval, a dû annuler 2800 abonnements de périodiques depuis deux ans.



Étudiant en philosophie à Laval, David Carrier s'inquiète de l'impact des compressions sur les bibliothèques : « En philosophie, on a réduit l'achat de livres pour pouvoir conserver les abonnements aux périodiques. »

Même scénario à l'UQAM, où le directeur général des bibliothèques convient cependant que les titres annulés étaient rarement consultés. « Nous avons annulé les cas pathologiques. Mais ça pourrait devenir catastrophique si nous sommes forcés d'annuler les abonnements à des périodiques consultés des dizaines ou des centaines de fois par an », dit Jean-Pierre Côté.

Malgré les annulations, les pé-

riodiques grugent une part de plus en plus grande des budgets d'acquisition. « À l'UQAM, il y a six ou sept ans, explique M. Côté, 55 % du budget était consacré aux abonnements. Aujourd'hui, c'est 82 %. » Ce qui veut dire moins d'argent pour les livres.

Une situation que déplore, parmi plusieurs autres, le linguiste Paul Pupier : « Les étudiants doivent avoir accès à des écrits qui ont eu le temps de mûrir, comme les monographies. »

D'ailleurs, il se publie toujours plus de livres. Une étude de l'UNESCO a estimé que durant la seule année 1994, 800 000 livres avaient été publiés. « Nous en avons peut-être acheté 30 000 cette année-là », estime la bibliothécaire en chef de McGill, Frances Groen. À l'Université du Québec à Trois-Rivières, c'était moins de 7000.

Autrement dit, les universités québécoises possèdent d'année en année une proportion toujours plus faible des publications scientifiques disponibles. « Ce n'est peut-être pas le Tiers-Monde, mais si ça continue... », laisse tomber Michel Jacob, de l'UQTR. Si ça continue, il arrivera de plus en plus souvent aux professeurs et aux étudiants de ne pas trouver à la bibliothèque le livre ou l'article qu'ils cherchent.

« Nous avons une grande bibliothèque, mais ils prennent leur temps pour commander les nouveautés que nous suggèrent nos professeurs », se plaint Caroline Martel, étudiante en science politique à l'Université de Montréal. « La bibliothèque a de moins en moins de livres, et les collections de certains périodiques s'arrêtent à telle ou telle année », déplore Marc Bellemarre, étudiant en économie à l'UdeM.

« Il y a quelqu'un ? »

En général, cependant, les étudiants que *La Presse* a rencontrés sur les campus au cours des dernières semaines ne se plaignent pas trop. Ni de la présumée pénurie de livres, ni des baisses de personnel.

Le nombre de cadres, le nombre de bibliothécaires et surtout le nombre de commis a pourtant beaucoup diminué depuis quelques années. Certains services ont été abolis. À l'UQAM, le Centre de documents en sciences humaines n'existe plus. À McGill, le nombre de bibliothécaires est passé de 24 à 16. À Laval, les heures d'ouverture ont été réduites pendant l'été.

Là encore, comme le dit Michel Jacob de l'UQTR, ce n'est pas le Tiers-Monde. Les problèmes des bibliothèques universitaires québécoises sont relatifs. « Le budget d'acquisition de l'Université de Toronto est de 15 millions », affirme Claude Bonnelly, de Laval. Quinze millions, c'est l'équivalent des budgets de McGill, Montréal et Laval combinés !

Et la situation s'aggrave. À Laval, M. Bonnelly doit maintenant songer à fermer la bibliothèque la fin de semaine, bien qu'on enregistre 65 000 entrées les samedis et dimanches de l'année académique.

Tous pour un

Pour pallier les trous dans leurs collections, les bibliothèques des universités ont entrepris il y a quelques années de coordonner leurs achats. Ainsi, un étudiant ne trouvant pas tel ouvrage dans son université peut toujours le faire venir par le prêt interbibliothèque. Cependant, cela exige quelques jours d'attente. En espérant que le volume en question n'ait pas déjà été emprunté.

Dans la région de Montréal, les étudiants peuvent se rendre dans une autre université de la métropole. Mais ce n'est pas une situation idéale, affirme l'historien Paul-André Linteau : « C'est une question d'accessibilité rapide. Si un livre n'est pas à l'UQAM, je peux aller à McGill. Mais je perds deux heures pour me rendre là alors que j'aurais pu simplement prendre l'ascenseur. Une fois, ce n'est pas grave, mais si je fais ça toute la session... »

En outre, ce « système D » sera lui-même menacé si les compressions se poursuivent, soutiennent les bibliothécaires. Dans la mesure où les ressources sont rares, les bibliothèques tendront toutes à n'acheter que les titres importants. Il y aura alors homogénéisation des collections, et moins de partage possible.

Universités



L'autre URGENCE

Entre Gutenberg et Gates

ANDRÉ PRATTE

Inaugurée l'automne dernier, la superbe bibliothèque Nahum Gelber de la Faculté de droit de l'Université McGill a un côté schizophrène qu'illustre bien sa salle des livres anciens. « Même la salle la plus conservatrice de la bibliothèque est équipée des prises permettant de brancher un ordinateur personnel sur l'Internet ! » souligne le bibliothécaire, Bob Clarke.

C'est qu'en concevant la bibliothèque, les responsables ne savaient trop jusqu'où ils devaient s'aventurer dans le futur, c'est-à-dire dans le monde de la bibliothèque virtuelle. Fallait-il réduire l'espace attribué aux rayons, sachant que, d'ici quelques années, la plupart des périodiques seront disponibles sur le Web ?

Deux écoles de pensée se sont affrontées, et la bibliothèque de rue Peel est le fruit d'un compromis. Le chercheur qui dispose de son ordinateur portable peut s'installer à n'importe quelle table de travail, se brancher sur Internet et consulter l'une des nombreuses publications électroniques auxquelles la bibliothèque est abonnée. De son côté, le nostalgique pourra continuer pendant encore plusieurs années à feuilleter les revues, les dernières parutions et les grands livres de loi des siècles passés.

« Nous croyons que dans 25 ans, la majeure partie de notre collection sera toujours constituée de livres, explique M. Clarke. Par contre, il est fort possible que nous disposions d'un moins grand nombre de bouquins qu'actuellement. C'est pourquoi nous avons demandé aux architectes de concevoir un bâtiment le plus polyvalent possible. » Un exemple parmi tant d'autres : une partie de l'éclairage est fixé aux rayons plutôt qu'au plafond. « Le jour où nous voudrions enlever les rayons, nous n'aurons pas à refaire tout l'éclairage », dit le bibliothécaire.

Cette incertitude quant à l'avenir, M. Clarke la partage avec tous les responsables des bibliothèques universitaires du Québec. En pleine période de compressions budgétaires, ils ont dû prévoir des investissements substantiels dans les nouvelles technologies. Dans les bibliothèques visitées par *La Presse*, le système informatique a été changé tout récemment, des PC branchés à l'Internet remplaçant les vieux terminaux. Des salles de cours permettant aux étudiants de se familiariser avec les nouveaux outils de recherche ont été aménagées, équipées des modèles d'ordinateurs les plus récents.

La révolution WWW nécessite l'embauche ou la formation de personnel spécialisé, au moment même où on se remet à peine de dizaines de mises à pied. « Il est beaucoup plus facile de trouver

une revue dans les rayons que d'y accéder sur l'Internet », souligne la bibliothécaire en chef de McGill, Frances Groen.

Nouvelles avenues, nouveaux coûts

On serait porté à croire que l'avènement de l'Internet arrive au meilleur moment pour les bibliothèques. Alors qu'elles doivent annuler des centaines d'abonnements aux revues savantes, voilà qu'elles peuvent y accéder par le Web. Alors qu'elles doivent réduire le personnel, il est plus facile que jamais pour les étudiants de trouver eux-mêmes les ouvrages qu'ils cherchent.

Si l'on en croit les bibliothécaires, les choses ne sont pas si simples. Prenons les périodiques. Plusieurs éditeurs lient les abonnements papier aux abonnements électroniques. Autrement dit, pour avoir accès au texte électronique, il faut être abonné à la revue papier.

Un éditeur important a déjà proposé aux universités québécoises un abonnement à la version électronique de toutes ses publications pour 3 800 000 \$, 800 000 \$ de plus que ce qu'elles paient présentement pour la version papier d'une partie de ces périodiques. Les bibliothèques y gagnaient quand au nombre de périodiques disponibles, mais n'économisaient pas un sou. « Mais surtout, poursuit M^{me} Groen, beaucoup de questions restent sans réponse. Par exemple, si nous prenons un abonnement électronique à un périodique et l'annulons au bout de dix ans. De ces dix années d'abonnement, il ne nous reste absolument rien ! »

M^{me} Groen aime bien citer cette phrase, tirée d'un magazine scientifique américain : « Comme des plaques tectoniques se dirigent l'une vers l'autre, le monde des revues savantes se dirige vers un séisme qui résultera nécessairement en des modifications importantes du paysage. »

Les bibliothèques universitaires cherchent donc à définir leur place dans le monde de Bill Gates sans trahir le gigantesque héritage Gutenberg. Lorsqu'on les visite, elles n'ont pas l'air si mal en point. Certaines sont toutes neuves, comme celle de M. Clarke, financée entièrement par des fonds privés, et celles des HEC et du pavillon des sciences de l'UQAM. Des édifices vastes, confortables, à la fine pointe de la technologie.

« On peut avoir une très belle bibliothèque, mais des collections qui diminuent, nous rappelle cependant le patron des bibliothèques de l'UQAM, Jean-Pierre Côté. La vraie bibliothèque, ce n'est pas un édifice, c'est d'abord le personnel et la documentation. »

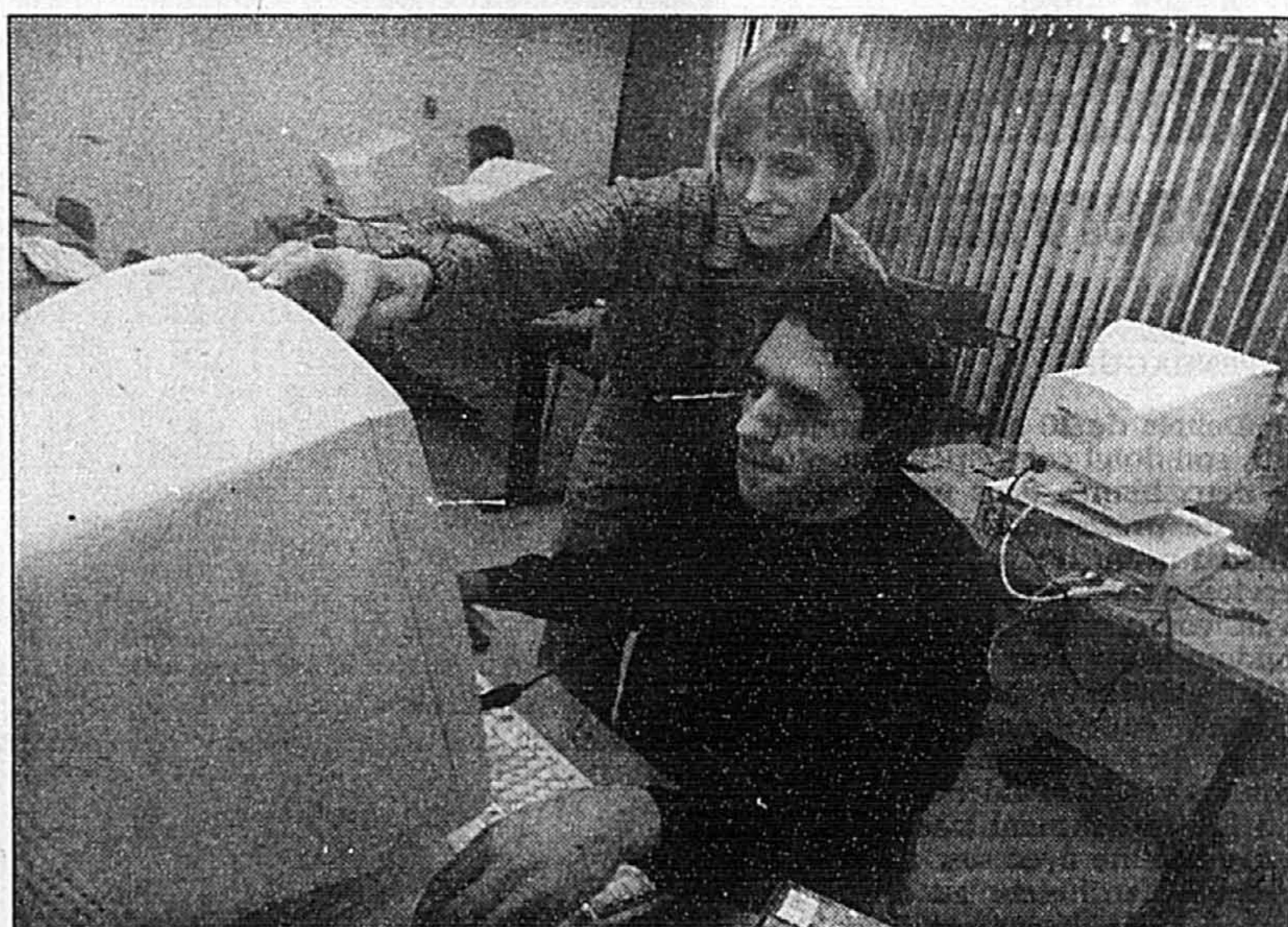


PHOTO JOCELYN BERNIER, collaboration spéciale

Valérie Garant conseille l'étudiant Tyouss Assou dans la salle multimédia de la bibliothèque de l'Université Laval.

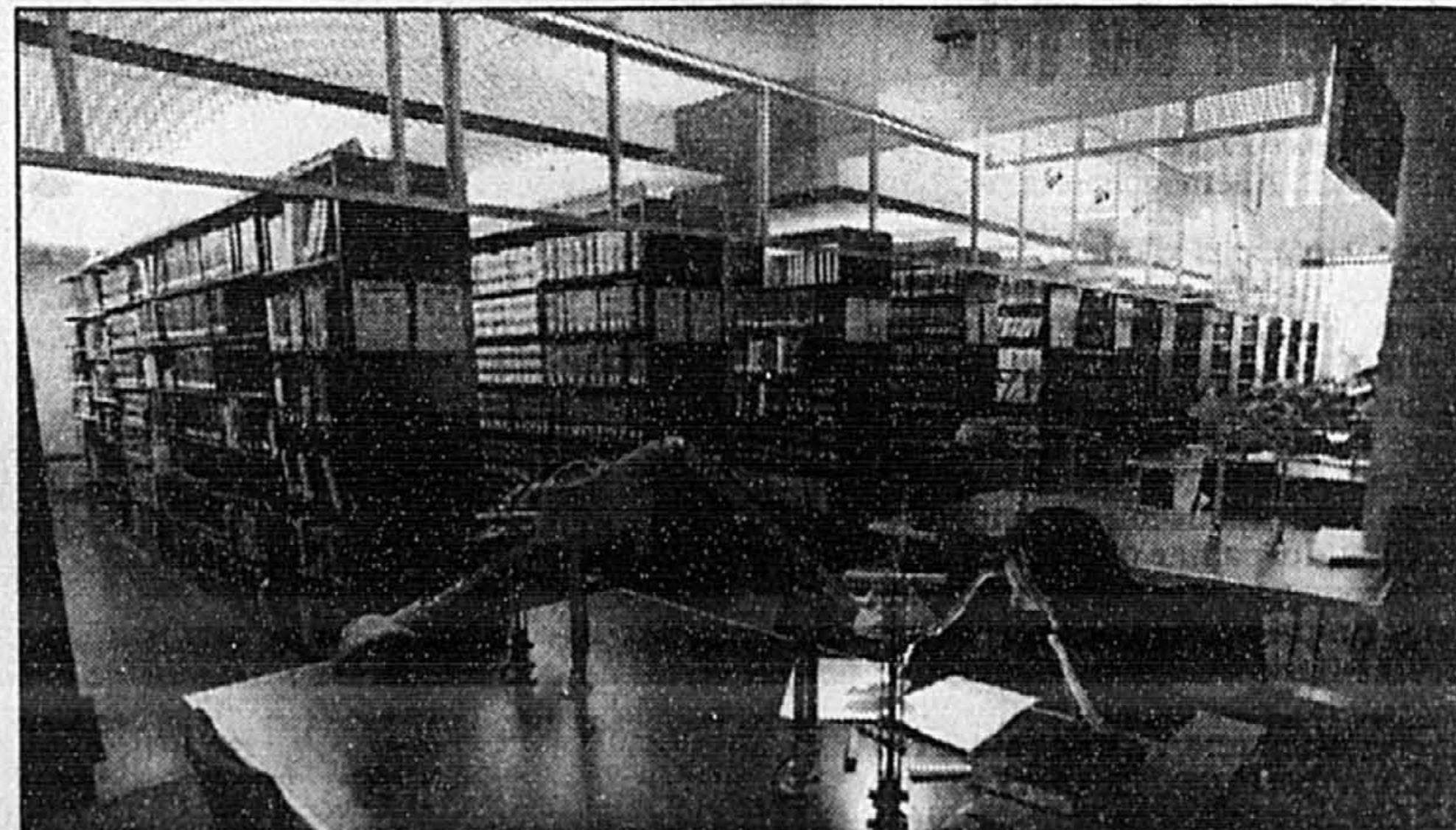


PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

La nouvelle bibliothèque de la faculté de droit de l'Université McGill : des prises Internet à chaque table et une précieuse collection de livres anciens.

Dossier

Les universités, c'est aussi du béton

ANDRÉ PRATTE

Encore une fois, un tuyau du système de chauffage de l'Université de Montréal a crevé. Une fois la fuite localisée, une excavatrice a creusé un grand trou derrière le pavillon principal, et le tuyau a été réparé. « Il faudrait tout refaire, ça brise à tout coup », affirme le directeur général des immeubles à l'UdeM, Russell Adams.

Tout refaire le système d'alimentation en eau chaude, qui est vieux de 25 ans, ça coûterait 22 millions. Comme l'Université n'a pas une telle somme dans ses coffres, elle répare les fuites à mesure qu'elles se produisent. « C'est de l'argent perdu ! » lance M. Adams.

Les universités, on a tendance à l'oublier, ce sont aussi d'immenses infrastructures. Des infrastructures qui, dans beaucoup de cas, vieillissent. Or, au cours des années, le vieillissement a pris le dessus sur les investissements, pourtant importants, consentis sur les campus par le gouvernement du Québec.

À l'Université de Montréal, outre le système de chauffage qui fuit, l'entretien des routes pose un problème particulier. Les chaussées de béton qui soutiennent le chemin passant entre le pavillon principal et l'École polytechnique se désagrègent tranquillement. « On peut vivre encore quelques années sans danger, mais il faudrait intervenir », affirme Russell Adams.

Le pavillon de l'administration, construit comme édifice temporaire il y a plusieurs années, est toujours là. Sur le point de s'effondrer, l'escalier menant à la porte d'entrée a dû être renforcé par des piliers de fer et de bois. Le terrain de football du CEPsum n'est plus utilisé depuis cinq ans, le tapis étant dans un tel état de détérioration qu'il y a risque de blessures. Enfin, d'importants ouvrages de maçonnerie seraient à faire au pavillon principal.

Il y a quelques années, l'Université avait évalué les travaux de restauration nécessaires à 225 millions. Depuis, Québec lui a versé 35 millions pour mener à bien divers travaux. Un montant qui reste, selon M. Adams, nettement insuffisant. « Nous avons pris beaucoup de retard », insiste-t-il. L'automne dernier, l'UdeM a remis aux fonctionnaires du ministère un catalogue de photos épaisses comme un bottin téléphonique, catalogue que le recteur Robert Lacroix a baptisé « le livre des horreurs ».

Les problèmes sont aussi graves, probablement plus, à l'Université McGill, où plusieurs bâtiments

sont centenaires. « Il faudrait un investissement gigantesque, mais nous n'en avons pas les moyens, dit le principal, Bernard Shapiro. Nous savons que le problème est là. Certains bâtiments sont littéralement en train de tomber en morceaux. »

Littéralement. L'automne dernier, le doyen de la faculté de génie, John Dealy, a apporté à une réunion du conseil des gouverneurs de McGill des morceaux de pierre qui s'étaient détachés de la façade du pavillon McDonald. « Je voulais leur montrer ce qui est en train d'arriver, a expliqué M. Dealy à *La Presse*. Les problèmes d'entretien, c'est caché, vous pouvez toujours continuer. Mais vous ne pouvez pas les négliger éternellement. Nous approchons du point où certains bâtiments seront trop dangereux. »

Présentement, les responsables des immeubles de McGill courent au plus pressant. Il leur a fallu attendre des années avant de réparer la toiture de la principale bibliothèque du campus, la Bibliothèque McLennan, qui coulait chaque fois qu'il pleuvait. Tous les usagers se souviennent d'avoir dû contourner les seaux qui étaient placés ces jours-là aux endroits stratégiques.

Seulement pour rendre les plus vieux édifices conformes aux nouvelles normes imposées par le Service de prévention des incendies, il faudrait investir 27 millions. « On ne voudrait pas qu'un malheur arrive, qu'un petit incendie provoque une perte de vie », souligne le responsable des immeubles, Réal Tessier.

En réalité, à l'Université McGill, un malheur est déjà arrivé. Le gérant du Faculty Club est mort l'été dernier lorsque le balcon de l'édifice s'est affaissé sous ses pieds.

McGill a reçu 14,7 millions sur deux ans pour procéder à diverses réparations. « Ce n'est pas des peanuts, mais c'est comme lancer un verre d'eau dans l'océan, vous ne monterez pas le niveau de l'océan avec ça », lance M. Tessier.

La valse des millions

Les problèmes sont donc nombreux. Pourtant, le gouvernement investit bon an mal an des millions de dollars dans les rénovations, réparations et réaménagements des infrastructures universitaires. En 1997-98 et 1998-99, les universités ont reçu 57 millions pour des réparations majeures, au-delà des 60 millions qu'elles reçoivent chaque année pour l'entretien habituel de leurs bâtiments.

D'ailleurs, lorsque *La Presse* a visité le vieux campus Loyola de l'Université Concordia, les respon-



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Au campus Loyola de l'Université Concordia, des éléments décoratifs de maçonnerie ont dû être enlevés parce qu'ils menaçaient de se détacher.



PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

Un ouvrier s'affaire à colmater une fuite dans le système de chauffage de l'Université de Montréal. La remise à neuf du système coûterait 22 millions.

sables ont consacré plus de temps à nous montrer les travaux de réparation récents que les travaux encore à faire. Certes, l'aréna est vieillot... mais le système d'éclairage vient d'être remis à neuf. La maçonnerie a vieilli... mais de grandes surfaces ont été refaites au cours des derniers mois. Le pavillon des sciences est isolé à l'amiante et chaque réparation coûte une fortune... mais Concordia est à préparer des plans d'édifices tout neufs au centre-ville.

Depuis 1994, Québec a aussi investi presque 300 millions pour des ajouts d'espace. C'est un des paradoxes de la crise actuelle : tandis que les réparations tardent pour certains vieux bâtiments, tandis qu'on pousse des centaines de professeurs à la retraite, de nouveaux pavillons ne cessent de sortir de terre.

Encore le mois dernier, l'UQAM inaugurerait en grande pompe le su-

perbe pavillon J.A. DeSève, qui a coûté 48 millions. L'an dernier, le complexe des Sciences ouvrait ses portes, rue Président-Kennedy. L'Université de Montréal a son nouveau pavillon André-Aisenstadt. L'UQTR vient d'inaugurer 1000 mètres carrés de nouveaux espaces qui sont venus remplacer des locaux préfabriqués.

« C'est trompeur de voir les nouveaux pavillons, estime la rectrice de l'UQAM, Paule Leduc. En même temps, nos laboratoires sont équipés avec des ordinateurs obsolètes et certains départements se vident de leurs professeurs ! » Il faut dire que la plupart des nouvelles constructions remplacent des édifices loués, des loyers qui coûtaient des millions au gouvernement, année après année.

Problème d'image

Il reste qu'il y a là, pour les uni-

versités, un problème d'image. « Ces nouvelles constructions donnent de l'extérieur une impression d'abondance relative, convient le recteur sortant de l'UQTR, Jacques Plamondon. Nos nouveaux locaux sont magnifiques ! Mais ce qui est autorisé au niveau des constructions et la situation de nos budgets de fonctionnement, ce sont deux réalités bien différentes. Ce ne sont pas des vases communicants. »

« Ça, c'est une question de comptabilité dont n'ont que faire bien des professeurs et étudiants, qui se demandent si ces millions sont investis à bon escient. Un scepticisme que résume bien Jeannot Fillion, étudiant en philosophie à l'Université Laval : « On voit de la construction un peu partout. Est-ce qu'on est en train de couper les professeurs et de mettre de l'argent dans les infrastructures ? Il y a peut-être une contradiction. »

Des universités en région, pour quoi faire?

ANDRÉ PRATTE

Un ressentiment frémît à la surface du milieu universitaire. Un ressentiment qu'on n'ose exprimer publiquement, mais qui se traduit par des expressions comme « la gang de l'Université du Québec ».

Bien des universitaires, en particulier à Montréal, croient en leur for intérieur qu'il y aurait beaucoup d'économies à faire en fermant certaines des cinq constituantes régionales de l'Université du Québec. Ou, à tout le moins, en les limitant aux cours de baccalauréat.

Pourtant, il suffit de visiter le campus de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) pour se convaincre du dynamisme particulier de ces établissements, et surtout de leur importance pour leur région respective.

Nadia Gauthier, étudiante en comptabilité à Rouyn-Noranda, a beaucoup hésité avant d'entreprendre des études universitaires. « S'il n'y avait pas eu d'université ici, je me serais posé de sérieuses questions », confiait-elle à *La Presse* récemment.

C'est pour les milliers de Nadia Gauthier du Québec que les universités régionales ont été créées, dans la foulée du rapport Parent. Il s'agissait d'encourager les jeunes des régions à faire des études supérieures. Dans quelle mesure cet objectif a-t-il été atteint ? Les statistiques ne fournissent pas de réponse. La proportion de diplômés universitaires a sensiblement augmenté dans toutes les régions concernées, mais elle a aussi augmenté à Montréal, de sorte que l'écart historique entre les régions et la métropole existe toujours.

Montréal fait peur

Même si les statistiques ne nous disent pas grand-chose, il est facile de supposer que bon nombre des 17 000 étudiants qu'accueillent aujourd'hui ces cinq universités auraient préféré le marché du travail à l'expatriation à Montréal ou à Québec. « Montréal me faisait peur, nous a dit Annie Joyal, originaire de Drummondville et étudiante à l'Université du Québec à Trois-Rivières. S'il y avait eu une université à Drummondville, je serais restée chez nous. Aller à l'université, ça fait assez de changements comme ça. »

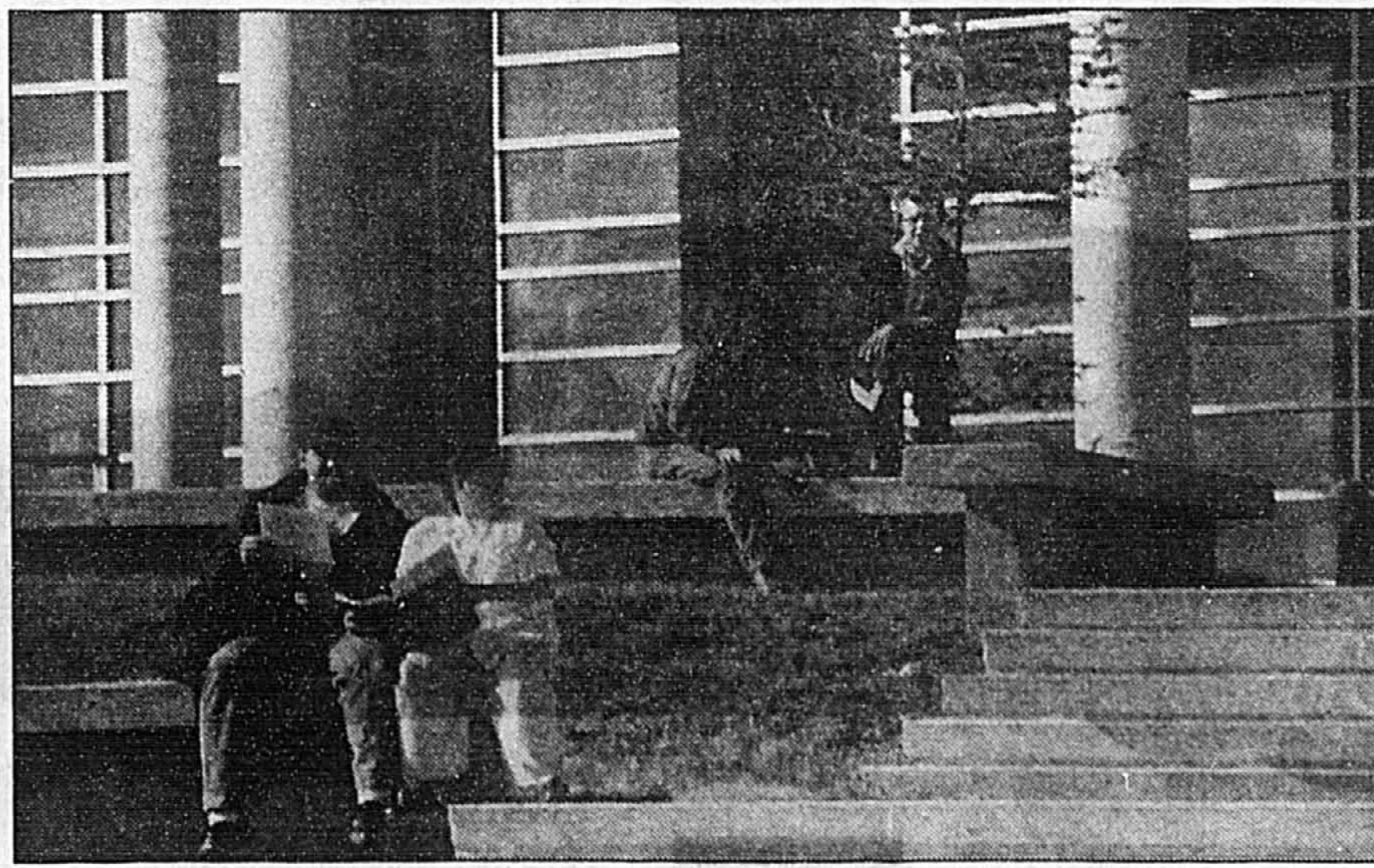


PHOTO UQAT

Bon nombre des 2300 étudiants de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue auraient préféré le marché du travail à des études universitaires à Montréal ou à Québec.

Par ailleurs, l'expérience montre que les jeunes qui se seraient expatriés ne seraient pas revenus. Le recteur de l'UQAT, Jules Arsenault, cite une recherche selon laquelle sur 100 jeunes qui quittent l'Abitibi pour étudier à l'extérieur, seulement 15 reviennent dans la région. À l'inverse, sur 100 jeunes formés à l'UQAT, 85 restent dans la région après leurs études. « Quelle serait la logique pour une région de se priver de sa plus grande richesse, de ses jeunes les mieux formés ? demande M. Arsenault. À la limite, fermons ça, l'Abitibi-Témiscamingue ! »

Les études qui ont tenté de mesurer l'impact économique des universités régionales sont rares. Un chercheur de l'Université du Québec à Rimouski a calculé que l'établissement amenait un revenu de 45 millions et plus de 700 emplois à l'économie de cette ville.

Économiste de l'éducation à l'UQAM, Clément Lemelin reste sceptique à cet égard :

« Vous avez deux universités bien établies à Sherbrooke et à Trois-Rivières, et on ne peut pas dire que ces deux régions sont des exemples à donner au point de vue du développement régional ! D'un point de vue global, l'établissement d'une université est-il le meilleur moyen de développer les régions ? »

Mais, disions-nous, il suffit de visiter l'UQAT pour se convaincre. De constater que le baccalauréat en génie électromécanique forme les ingénieurs que réclamaient depuis des années les entreprises du coin. « Elles faisaient venir des gens de l'extérieur, il y avait un taux de roulement très élevé et ça leur coûtait très cher », soutient le responsable du programme, François Godard.

Il suffit de discuter avec Serge Marchand, qui a mis sur pied à Rouyn-Noranda un centre de recherche sur la douleur. « J'ai eu une offre pour un poste à temps plein à McGill, ça ne m'intéresse pas du tout ! affirme M. Marchand, un neurophysiologiste qui se

plaît dans ce milieu petit et dynamique. Si je veux tester un médicament à Montréal, ça va prendre six mois. Ici, je peux le faire en moins d'un mois parce qu'on n'en a pas 500 par jour. »

Il suffit de visiter les installations de l'Unité de recherche en technologie minière, qui mène de nombreux projets avec les entreprises minières de la région et a établi des collaborations avec des chercheurs de la Bolivie et du Burkina. « Nous voulons faire de l'UQAT le MIT du nord ! » rigolent les chercheurs. N'empêche que chaque chercheur de l'UQAT va chercher en moyenne 90 000 \$ par année en subventions et en contrats.

Là pour rester

Les composantes de l'Université du Québec ne font pas que former les jeunes de leur région. Elles ont développé des axes de recherche qui n'auraient pas vu le jour ailleurs : les pâtes et papier à Trois-Rivières, les minéraux à Rouyn-Noranda, la mer à Rimouski. Vrai, ces cinq universités coûtent quelque 110 millions en subventions au gouvernement du Québec. Ces sommes seraient-elles mieux investies à Montréal ? La question est devenue théorique, car ces établissements sont là pour rester. « Politiquement, Québec ne pourrait pas toucher à ça », fait remarquer le recteur d'une université montréalaise.

D'ailleurs, n'en déplaise à leurs détracteurs, les constituantes régionales ont clairement manifesté l'intention de poursuivre leur développement. Partout, de nouveaux programmes voient le jour, que ce soit le baccalauréat en sciences humaines à l'UQTR ou le bac en génie informatique à Hull. « Une fois que tu as mis la main dans l'engrenage, que tu as mis des universités en région, il y a une logique interne qui pousse les professeurs et les administrateurs vers le développement. Et les élites régionales aussi vont porter cette logique-là », constate Mario Carrier, directeur de la chaire Desjardins en développement des petites collectivités, à l'UQAT.

Une chaire de recherche sur les petites collectivités ? Ce n'est pas à Montréal qu'on aurait pensé à ça !

DEMAIN Ordinateurs : miracle ou mirage ?

la Faculté de l'éducation permanente

Université de Montréal

Il est encore temps !

Commencez votre certificat dès le printemps

Communication appliquée
Créativité : applications professionnelles
Criminologie
Droit
Gérontologie
Gestion des services de santé
Gestion appliquée à la police et à la sécurité
Inhalothérapie
Intervention auprès des jeunes
Intervention dans les groupes et les organisations
Intervention en milieu multiethnique
Journalisme
Maintien à domicile

Micro-informatique
Petite enfance et famille
Publicité
Rédaction
Relations industrielles
Relations publiques
Santé communautaire
Santé et sécurité du travail
Santé mentale : fondements et pratiques d'intervention
Toxicomanies : prévention et réadaptation
Traduction I et II
Violence et société

Certificat d'études individualisées

Ce certificat, unique au Québec, vous permet de construire vous-même votre programme selon vos objectifs de formation professionnelle et vos attentes personnelles. Il s'élabore avec le responsable du programme. Prenez rendez-vous avant de déposer votre demande d'admission au Certificat d'études individualisées au 343-6111 poste 2916.

Conseil en formation
(sur rendez-vous, sans frais)

Téléphonez maintenant !

(514) 343-6090

info@fep.umontreal.ca

http://www.fep.umontreal.ca

la faculté d'évoluer !



Gérald Ponton



Michel Audet

Les gens d'affaires réclament de l'argent pour les universités

LIA LÉVESQUE
Presse Canadienne, MONTRÉAL

Le milieu des affaires a lancé un cri d'alarme hier, plaidant en faveur d'un réinvestissement dans les universités, particulièrement dans les programmes scientifiques et technologiques.

Et si l'on discute du financement des universités, il faut accepter de revoir le gel des frais de scolarité, croit le monde des affaires.

Les grandes associations — l'Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Québec, la Chambre de commerce du Québec, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et le Conseil du patronat — ont adopté une résolution en faveur d'un réinvestissement gouvernemental dans les universités, en plus d'adresser une lettre au ministre de l'Éducation François Legault.

Après des années de compressions budgétaires, jumelées à un gel des frais de scolarité, « la marge de manoeuvre (des universités) est pratiquement nulle », déplorait M. Michel Audet, président de la Chambre de commerce du Québec.

Les universités manquent d'argent pour investir dans les programmes où il y a des emplois à combler, comme l'informatique, le génie et les technologies du savoir. Ce sont ces secteurs qu'il faut développer, puisque le Québec y a déjà développé une expertise et qu'on y manque de diplômés.

« Montréal est à l'ensemble du Canada ce que Boston est aux États-Unis : la capitale de la matière grise », a lancé Jacques Gi-

rard, président-directeur général de Montréal International, dont le mandat est justement d'attirer à Montréal des entreprises de pointe.

Les quatre se défendent de demander qu'on retire de l'argent aux sciences humaines pour en donner davantage aux sciences et technologies.

Toutefois, M. Girard affirme du même souffle « qu'on ne peut pas tout faire à la fois » et qu'« il faut faire des choix ». « Ces choix-là doivent être faits par les universités, avec les entreprises, particulièrement les entreprises du savoir. »

Aussi, le PDG de l'Alliance des manufacturiers, Gérald Ponton, estime personnellement qu'il ne faut peut-être même pas plus de subventions dans les universités, mais « une réorganisation » du financement. « Il faut faire différemment. »

Part des entreprises

Les entreprises seraient prêtes à investir elles-mêmes à l'université, dépendamment de « la rentabilité de l'argent qu'on va y consentir », affirmait M. Ponton. De façon générale, les entreprises seraient prêtes à faire des dons aux universités, « dans la mesure où des crédits fiscaux pourraient adoucir la pilule », précisait-il.

Aussi, les entreprises voudraient que soit facilité le partenariat avec les centres de recherche universitaire, lorsque ceux-ci sont accrédités.

De même, elles souhaiteraient que soit raccourci le délai précédant la commercialisation d'une recherche.

CAVALIER « Édition spéciale »

1,9%
à la location**

« Édition spéciale 99 »

Régulateur de vitesse, verrouillage des portes à commande électrique et pare-boue, plus radiocassette AM/FM stéréo.



Évitez de perdre des plumes.
Dispositif antivol PASSLock,
sacs gonflables de nouvelle génération
côtés conducteur et passager.



Idéal pour une tonne de bagages.
Siège arrière à dossier rabattable
multipliant l'espace cargo.



Un poids de moins sur vos épaules.
Freins antiblocage aux 4 roues permettant de
contrôler vos freinages sur chaussée humide.

Un moteur qui fait le poids.
Moteur 2,2 L de 115 chevaux,
boîte manuelle à 5 vitesses.



Comptant	Mensualité
0 \$	243 \$
1 211 \$	208 \$
2 261 \$	178 \$

Parce que l'hiver est déjà assez lourd comme ça, nous avons doté la Cavalier berline de plus d'équipements de série que n'importe quelle autre voiture de sa catégorie pour que vous puissiez traverser la saison sans tracas. Maintenant offerte à un prix qui ne fait pas osciller la balance.

L'Association marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquent aux véhicules neufs 1999 en stock, comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif. * Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial (ou échange équivalent) (voir tableau). Transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité d'au plus 300 \$ et première mensualité exigés à la livraison. Sujet à l'approbation du crédit. Frais de 12 ¢ du km après 60 000 km. ** Taux de financement à la location applicable sur des termes allant jusqu'à 36 mois. Sujet à l'approbation du crédit. Rabais aux diplômés texable et accordé selon les critères établis par le manufacturier. Une commande (ou échange) du véhicule peut être requise. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant ou visitez www.gmcanada.com



178 \$ /mois*
location 36 mois

La Cavalier. Connue pour en prendre. Reconnue pour en donner.

Laval/Laurentides/Lanaudière

Trop populaire, l'accès au transport adapté serait plus restreint

La STL a pourtant déjà été rappelée à l'ordre

ISABELLE HACHEY

Pour réaliser des économies, la Société de transport de Laval (STL) songe à demander aux handicapés les motifs de leurs déplacements avant de leur accorder le transport qu'ils demandent et auquel ils ont droit.

Cette mesure, qui serait sur le point d'être adoptée, est discriminatoire et contraire à la Charte des droits et libertés. À ce sujet, la Commission des droits de la personne a d'ailleurs rappelé à l'ordre l'Agence métropolitaine de transport (AMT), l'an dernier.

Selon la directrice générale de l'Association lavalloise des usagers du transport adapté (ALTA), Judith Racine, la STL s'apprête à couper les services en n'offrant qu'un certain nombre de transports adaptés par jour aux handicapés. Après avoir atteint un quota, la STL évaluerait la pertinence des demandes de transport avant de donner son accord aux handicapés.

Les handicapés qui auraient à se déplacer pour aller à l'hôpital ou à leur travail seraient ainsi avantagés par rapport à ceux qui vou-

draient aller au cinéma ou au centre commercial, par exemple. Il ne viendrait pourtant jamais à l'esprit des dirigeants de la STL de demander les motifs de déplacements de ses passagers réguliers.

Les 2000 handicapés qui utilisent le transport adapté à Laval sont souvent captifs de ce service, puisqu'ils n'ont aucun moyen de se déplacer autrement, rappelle Mme Racine.

La STL a déjà réduit le service de transport adapté pendant deux jours, en février. Les protestations n'ont pas tardé. Dans une lettre adressée au président de la STL, Jean-Jacques Beldié, le 22 février, une quarantaine d'organismes affichent clairement leur position. « Nous n'acceptons pas les changements de service que vous nous proposez, ils vont à l'encontre de tous les principes d'autonomie et

d'intégration sociale », écrivent-ils.

La STL a fait volte-face, mais Mme Racine ne se fait pas d'illusions. « Pour eux, c'est une question de temps, dit-elle. M. Beldié nous a carrément dit qu'il va y avoir des coupes. »

À la STL, on affirme qu'il n'y a « pas lieu de paniquer », mais on n'écarte pas la possibilité de restreindre le service si la demande continue de s'accroître. « Toutes les autres sociétés de transport limitent quotidiennement leurs déplacements. Nous sommes les derniers au Québec à offrir un service illimité à nos clients », dit Richard Boyer, porte-parole de la STL.

Un argument que Mme Racine trouve bien faible, d'autant plus que la situation est « catastrophique », selon elle, à Montréal. Elle émet de sérieux doutes sur la façon dont les dirigeants de la STL ont géré ce dossier.

C'est que la STL consacre 1,9 million au transport adapté à Laval. Pas moins de 75 % de cette somme est remboursée par le ministère des Transports du Québec

(MTQ). Les usagers eux-mêmes paient 16 % de la note (300 000 \$), alors que la Ville de Laval ne fournit que 9 % (157 000 \$) — deux fois moins que la plupart des autres villes de la province.

Or, le budget total accordé à la STL par la Ville de Laval est de 35 millions. Ainsi, la STL n'a consacré que 0,44 % de ce budget au transport adapté, alors qu'elle savait qu'une augmentation des déplacements était prévisible puisque c'est le cas depuis trois ans, explique Mme Racine. Plutôt que de couper les services, la STL aurait donc pu gérer de façon plus équitable et réclamer davantage au MTQ.

La directrice générale de l'ALTA souhaite que les dirigeants de la STL révisent leur position et tiennent compte du fait que le virage ambulatoire a propulsé les handicapés hors des institutions. « On leur offre des services de loisirs pour favoriser leur intégration sociale, mais ils n'ont pas les moyens de s'y rendre ! » souligne-t-elle avec ironie.

Le monde scolaire réclame 50 millions

L'Association des commissions scolaires de la région Laval-Laurentides-Lanaudière (ACSRLLL) réclame du ministère des Finances, Bernard Landry, un réinvestissement parce qu'elle considère avoir un manque à gagner de 50 millions de dollars.

Le président de l'ACSRLLL, Michel Vallière, a indiqué que les commissions scolaires de cette vaste région avaient un urgent besoin de ce réinvestissement afin de permettre aux 162 000 élèves de traverser le troisième millénaire à l'abri de l'aggravation du phénomène du décrochage scolaire, et de pallier l'accroissement de la problématique de la pauvreté.

« Il est grand temps, poursuit-il, que les commissions scolaires de la région, comme d'ailleurs au Québec, puissent commencer à bénéficier d'une certaine formule de récupération, après avoir pratiqué, outre les compressions budgétaires imposées, de nombreux exercices de rationalisation dans les budgets d'exploitation. À défaut d'une telle dose d'oxygène budgétaire, les commissions scolaires de la région se verraient contraintes à faire des choix qui pourraient s'avérer douloureux. »



juste assez de choix

pour VOUS permettre de décider

avant l'atterrissage

à vous de créer le repas dont vous avez vraiment envie

la prochaine fois que vous voyagerez dans notre Classe Affaires.

laissez vos goûts vous guider et choisissez le plat et les garnitures qui vous font plaisir.

rehaussez le tout d'un excellent vin de notre sélection exclusive et savourez.



Canadianair
www.cdnair.ca



PHOTO ANDRÉ FORGET, La Presse ©

Quelque 200 personnes ont défilé hier au centre-ville de Montréal, en appui notamment aux Kurdes arrêtés à la suite d'une violente manifestation survenue en février, au cours de laquelle un policier a perdu un oeil.

Manifestation pacifique à Montréal en appui à la cause des Kurdes

LIA LÉVESQUE
Presse Canadienne

Environ 200 personnes, hommes, femmes et enfants, ont manifesté pacifiquement, hier à Montréal, en faveur de la cause des Kurdes.

Ces 200 manifestants ont également souligné leur appui aux 13 Kurdes qui sont emprisonnés, à Montréal, à la suite de la violente manifestation du 19 février devant le consulat d'Israël, au cours de laquelle un policier avait été gravement blessé à un oeil.

Les manifestants se sont réunis sur l'heure du midi, devant le Palais de justice et les bureaux du premier ministre Lucien Bou-

chard, à Montréal, surveillés de près par les policiers, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur.

En plus des slogans « libérez nos camarades » et « justice pour les Kurdes », ils ont brandi un drapeau et des pancartes, sur lesquelles on pouvait lire « Long Live Kurdistan » et « votre silence tue les Kurdes ».

Le groupe affirme aussi, dans son communiqué remis à la presse sur place, que « 150 commerces kurdes sont restés fermés », ce 8 mars, pour « protester contre la politique suivie par la police de la Communauté urbaine de Montréal » à l'endroit des manifestants kurdes.

Ces Kurdes réclament toujours la libération, par le gouvernement turc, de leur leader Abdullah Ocalan.

Ils rappellent que le Kurdistan est toujours écartelé entre plusieurs États, principalement l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie. Le peuple kurde n'est toujours pas constitué en État-nation, bien qu'il existe depuis plusieurs siècles.

« Ses droits fondamentaux sont bafoués sous les yeux de la communauté internationale », a déploré le groupe de manifestants.

Les Kurdes de Montréal souhaitent aussi se faire mieux connaître des Québécois, a expliqué leur porte-parole, Mme Eylem Demir.

Un sérieux coup de barre s'impose en éducation

HUGO DUMAS

Bibliothèques aux rayons dégarnis, manuels scolaires désuets, baisse constante du nombre de professionnels : la liste des doléances des acteurs du milieu scolaire québécois est très longue et un sérieux coup de barre s'impose dans les écoles de la province, selon eux.

La Presse révélait dans son édition d'hier matin que le Québec injectait beaucoup moins d'argent dans son réseau d'écoles primaires et secondaires que les États-Unis et le reste du Canada. En clair, les dépenses du gouvernement québécois se chiffrent à 5415 \$ par élève, tandis que la moyenne américaine se situe à 7654 \$.

« C'est vrai qu'il y a un problème chronique de financement. Le Québec est en train de prendre un retard considérable par rapport aux États-Unis et au reste du Canada », croit la présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), Lorraine Pagé, qui juge que la situation actuelle est plus dramatique que ne le laissent transparaître les statistiques.

« On est en train de creuser un écart qui va être difficile à combler si on ne donne pas un sérieux coup de barre maintenant », pense Mme Pagé.

Pour corriger le tir, la présidente de la CEQ croit qu'il faudrait que le gouvernement hausse respectivement de 675 \$, 1560 \$ et 1314 \$ les dépenses individuelles pour les élèves du primaire et secondaire, des cégeps et des universités. Des investissements dont le total dépasse le milliard, selon Mme Pagé.

« Pour nous, l'éducation est un investissement dans notre développement comme société », dit-elle.

Le président de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), André Caron, ne se contentera pas d'un « statu quo budgétaire » aujourd'hui, quand le ministre Bernard Landry dévoilera ses états financiers.

« Nous avons eu 1,2 milliard de compressions dans les quatre dernières années. Nous réclamons un investissement de 400 millions d'argent neuf », précise-t-il, en ajoutant qu'il faut arrêter de remplir les factures aux parents.

La présidente de la Commission scolaire de Montréal (CSDM), Diane De Courcy, fonde elle aussi beaucoup d'espoir sur le dépôt du budget d'aujourd'hui.

« Un sérieux coup de barre s'impose. Sinon, il va falloir se mettre au travail, car nous avons atteint le point limite au niveau des compressions », souligne-t-elle.

40 cm de neige en Gaspésie

Presse Canadienne
GASPÉ

L'extrémité orientale de la péninsule gaspésienne a connu hier sa pire tempête de l'hiver. Vers 19 h, le secteur de Gaspé avait reçu plus de 44 cm de neige. Et les services météorologiques prévoient encore 30 cm pour aujourd'hui.

Cette tempête, qui était accompagnée de vents soufflant de 60 à 100 km/h, a paralysé l'ensemble des activités de la région.

Près de 6000 élèves des commissions scolaires René-Lévesque et Chic-Chocs ont vu leur semaine de relâche se prolonger d'une journée — elle se prolongera peut-être de deux jours si les chutes de neige se poursuivent comme prévu. Toutes les écoles primaires et les polyvalentes de la région sont demeurées fermées.

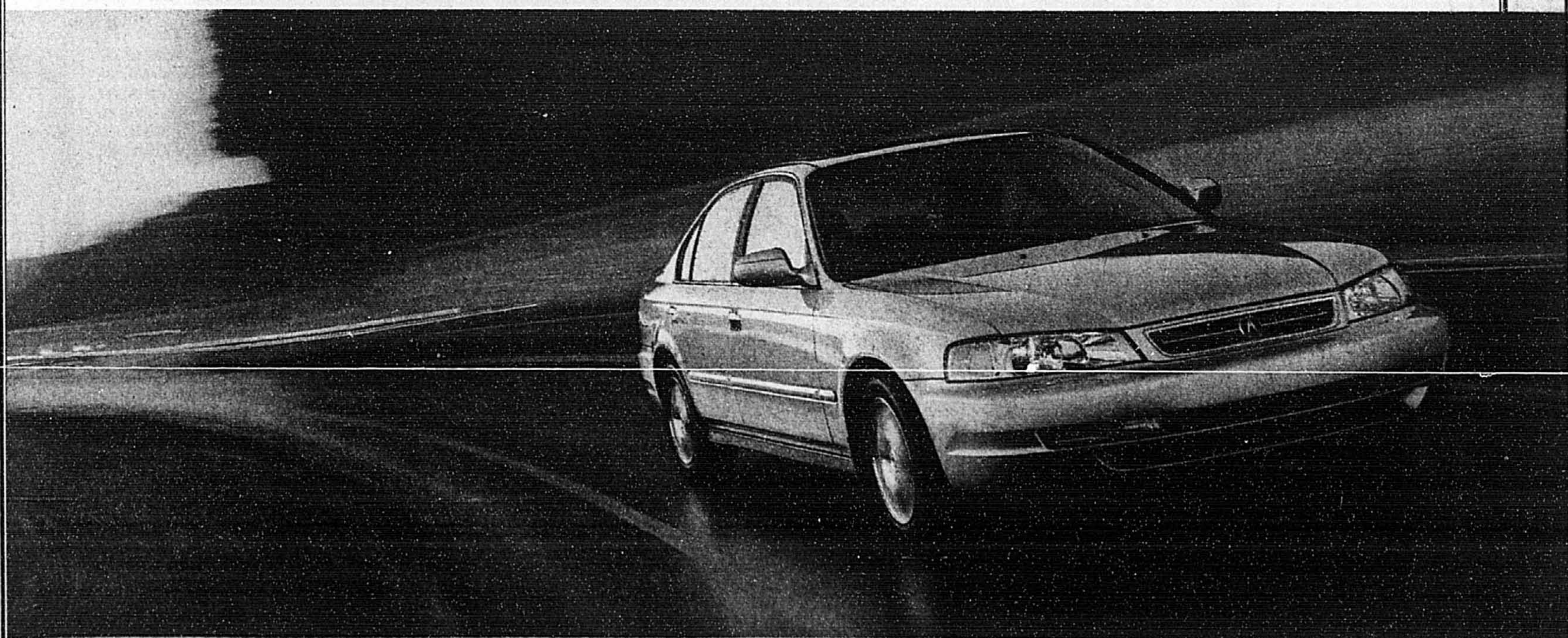
Même scénario pour le palais de justice de Percé, où devaient comparaître hier les 42 pêcheurs du groupe Forillon. La quasi-totalité des services gouvernementaux étaient paralysés.

Quelques rares commerçants ont ouvert leurs portes à Gaspé et Percé. De toute façon, en raison de la mauvaise visibilité, la Sûreté du Québec demandait aux automobilistes de demeurer à la maison à moins d'une véritable urgence.

La route 132 entre Percé et Saint-Godéfrois a été fermée à la circulation une bonne partie de la journée. En soirée, le secteur Chandler-Percé était toujours fermé, la visibilité étant nulle. Même chose pour la route 132 ceinturant le parc Forillon, qui est restée fermée toute la journée.

Bien installé au volant de votre Acura EL Édition Spéciale 1999, vous prenez plaisir à négocier les courbes de la vie. Parce que vous pouvez compter sur son puissant moteur VTEC dérivé de la Formule Un et sur sa suspension indépendante à double fourchette aux quatre roues. De plus, vous goûtez ses performances en tout confort, grâce à des équipements tels le climatiseur, le lecteur CD, le système d'entrée sans clé et le régulateur de vitesse. Pour plus d'information, consultez votre concessionnaire Acura ou composez le 1 888 9-ACURA-9.

Allez jouer dans les courbes.



La EL Édition Spéciale 1999 à compter de 19 800 \$*

Une vision qui inspire un élan de passion. ACURA



* P.D.S.F. de la nouvelle Acura EL SE 1999 (modèle MB454X) ; transport et préparation (850 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. Le prix de vente du concessionnaire peut être inférieur. Pour plus d'information, consultez votre concessionnaire.

Île de Montréal

Le projet Lépine: Louise Harel s'inquiète

Bourque conseille à la ministre d'aller visiter le site du projet

MICHÈLE OUMET

La ministre d'État à la Métropole, Louise Harel, a manifesté des inquiétudes vis-à-vis le projet de construction de condominiums sur le flanc du mont Royal par le Groupe Lépine.

C'est du moins ce qu'a laissé entendre le maire Pierre Bourque, hier soir, lors d'un point de presse juste avant la séance du conseil municipal.

M. Bourque a conseillé à Mme Harel d'aller faire un tour sur le terrain convoité par M. Lépine.

Est-ce qu'elle s'inquiète? lui ont demandé les journalistes.

« Elle va aller visiter le site », a-t-il répondu.

M. Bourque a aussi rencontré la ministre de la Culture, Agnès Maltais, hier, pour la première fois, mais la question controversée du développement domiciliaire sur le mont Royal n'a pas été évoquée. Par contre, M. Bourque en a discuté avec les sous-ministres.

« Ils suivent la situation », a-t-il précisé.

Le président de la Commission des biens culturels du Québec, Marcel Masse, était

d'ailleurs à Montréal hier et il a rencontré les responsables du ministère de la Culture pour discuter du projet de René Lépine.

« On a fait le point et on va faire des recommandations à la ministre », a dit M. Masse avant de s'engouffrer dans un ascenseur. La vice-présidente de la Commission, Louise Brunelle-Lavoie, a été plus loquace.

« La question qui était devant nous était la suivante: est-ce que la ministre doit intervenir ou laisser aller la ville? »

La Ville de Montréal a juridiction sur le site patrimonial où le Groupe Lépine veut construire ses condominiums. Devant les vagues soulevées par le projet, le gouvernement songe à intervenir. La ministre, qui s'est envolée pour Paris hier soir, devrait prendre une décision d'ici une dizaine de jours.

En attendant, le conseil municipal s'apprête à adopter aujourd'hui le changement



Louise Harel, ministre d'État à la Métropole, a discuté avec Pierre Bourque du projet du Groupe Lépine.

de zonage qui donnera le feu vert au projet de M. Lépine. Mais la Ville a décidé d'en diminuer l'ampleur. Ce ne seront plus 69 unités, mais plutôt 55 qui seront construites sur le terrain, a affirmé hier soir, le responsable du dossier au comité exécutif, Saulie Zajdel.

Pierre Bourque a aussi évoqué le dossier des Expos. Même si l'avenir de l'équipe ne tient plus qu'à un fil, le maire reste optimiste.

« Le porte-parole des actionnaires, Jacques Ménard, est revenu à Montréal et on va reprendre les discussions, a-t-il expliqué. Je sens de plus en plus la volonté des Montréalais de garder les Expos. Il faut mobiliser les gens. »

La semaine passée, le maire a envoyé une lettre au grand patron du baseball, Bud Selig, pour lui demander un délai supplémentaire de quatre mois. M. Bourque a ajouté que les actionnaires allaient peut-être conclure une entente cette semaine avec le président du club, Claude Brochu, pour lui racheter ses actions.

« Après ça, a-t-il conclu, on verra plus clair. »

Verdun: les cols bleus prêts à tenir tête un an de plus

CLAUDE-V. MARSOLAIS

« Le refus de la Ville de Verdun d'accepter le protocole de retour au travail proposé par le médiateur Fernand Matteau risque de prolonger le conflit de travail avec ses cols bleus d'au moins un an », a déclaré hier le directeur adjoint du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), Claude Héту.

En effet, le conseil municipal de Verdun a adopté le 10 février une résolution selon laquelle il acceptait les recommandations du médiateur en ce qui concerne l'ensemble de la convention collective, mais qu'il rejetait sa proposition de n'intenter aucune procédure disciplinaire, civile ou pénale contre des cols bleus.

Le conseil rejette une autre recommandation du médiateur en refusant de payer aux cols bleus les avantages sociaux pour la période de l'arrêt de travail, lesquels sont évalués à 200 000 \$.

Le médiateur Fernand Matteau a interprété la position de la Ville comme un rejet de son rapport lors d'une rencontre avec la partie syndicale le 27 février.

Par la suite, le syndicat a demandé une rencontre avec les représentants de la partie patronale pour obtenir des explications sur le refus de la Ville d'accepter le protocole de retour au travail et d'obtenir des éclaircissements sur la mobilité de la main-d'oeuvre proposée par le médiateur.

Or, la Ville a exigé comme préalable le rejet du protocole de retour au travail avant d'entamer des discussions.

À la connaissance du syndicat, la Ville n'a entamé qu'une seule poursuite contre le syndicat depuis le début de la grève: l'installation sans permis d'un abri de grève devant le garage municipal. Cependant, il soupçonne Verdun de vouloir poursuivre certains cols bleus, car elle a installé des caméras vidéo un peu partout près des immeubles de la Ville.

Le directeur général de la ville, Gaétan Laberge, soutient que Verdun a déposé 60 avis d'outrage au tribunal pour ne pas avoir obéi à une ordonnance du Conseil des services essentiels. De plus, il signale que d'autres poursuites pour vandalisme pourraient éventuellement être intentées.

M. Héту a indiqué que le SCFP entend intensifier les moyens de pression et les étendre aux autres municipalités. Ainsi, il annonce que des piquets de grève seront installés à tour de rôle devant les hôtels de ville des autres municipalités afin de sensibiliser les autres travailleurs municipaux.

De plus, toutes les sections locales du SCFP du Québec et du Canada seront mises à contribution afin d'aider les 134 employés en grève à recevoir de meilleures allocations de grève, 250 \$ au lieu de 200 \$ par semaine.

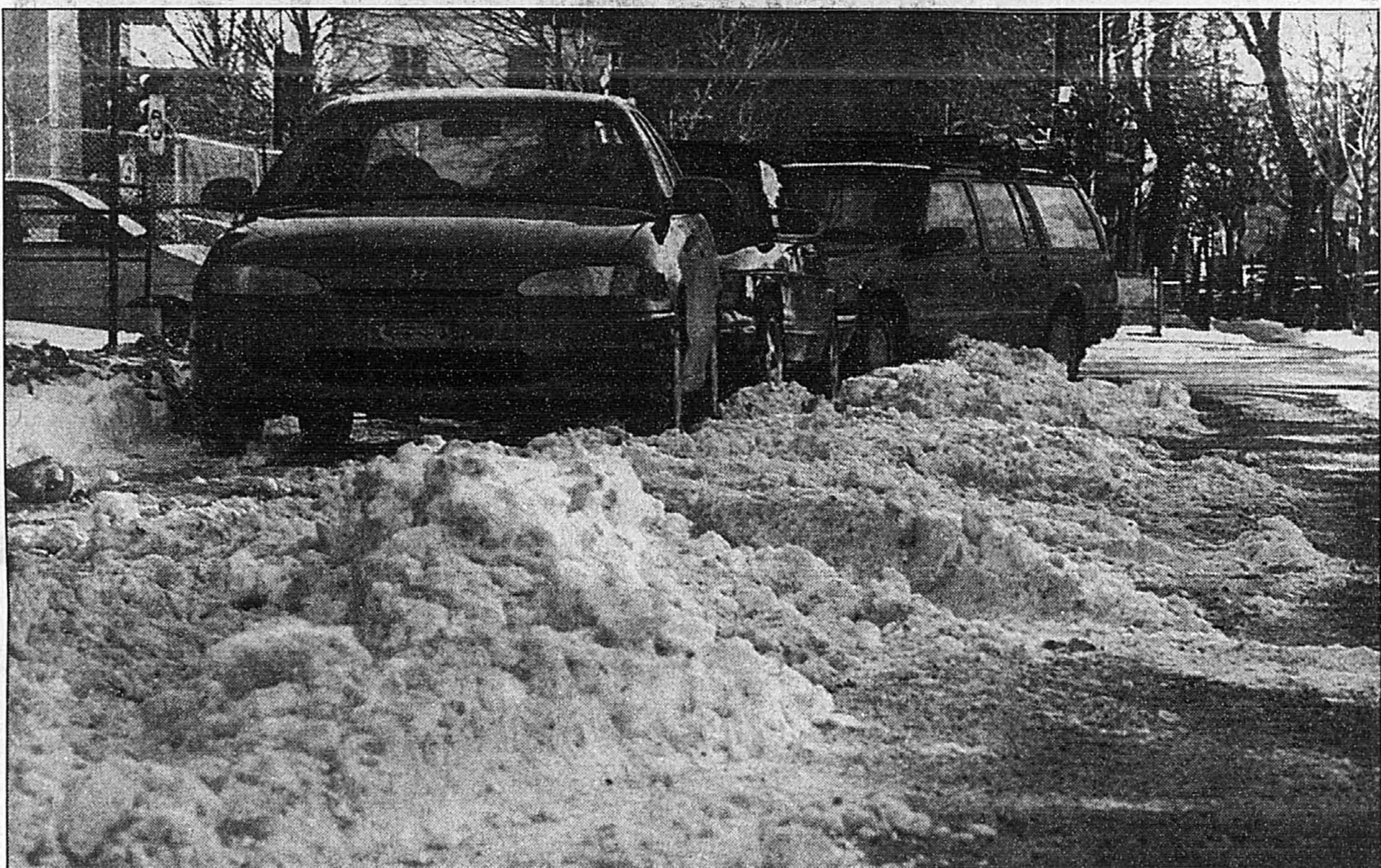


PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse

La neige tassée, quelle saleté!

Lorsqu'il tombe moins de dix centimètres de neige, comme ce fut le cas samedi, la Ville de Montréal ne ramasse pas la neige, elle la tasse. Résultat: les rues de Montréal sont bordées de cordons de neige sale qui rendent la vie dure aux automobilistes. Ici, un bel exemple de neige tassée, rue Berri, entre Roy et Cherrier. Le tassement de la neige coûte un million, alors que le chargement, avec souffleuses et camions, va chercher entre cinq et sept millions.

Têtes d'affiche

■ Monique Leroux, première vice-présidente et directrice générale pour le Québec de la Banque Royale, est aujourd'hui la conférencière du déjeuner-causerie de l'Association des professionnels et gens d'affaires italo-canadiens. En ce lendemain de la Journée de la femme, elle traitera de l'émergence des femmes entrepreneurs. Le tout a lieu ce midi, au Holliday Inn du centre-ville (420, rue Sherbrooke Ouest). Coût: 40 \$. Renseignements: 254-4929.

■ Souper offert par le restaurant Piazza Romana (339, Lakeshore, Pointe-Claire), le lundi 22 mars, au profit de l'Hôpital Général du Lakeshore. Renseignements: 697-3594.

■ Citoyens et autorités municipales de Saint-Laurent ont contribué pour 6325 \$ à une collecte pour les sinistrés de l'ouragan Mitch. Ce sont le maire de Saint-Laurent, Bernard Paquet, et le conseiller Maurice Cohen, qui ont remis le don à Thérèse Drollet de la Croix-Rouge, en présence des consuls Sofia Cerna, du Honduras, et Noël Lacaya, du Nicaragua.

■ La fondation Richelieu international vient de remettre 25 000 \$ à l'oeuvre du père Emmett Johns, Le Bon Dieu dans la rue, qui vient en aide aux jeunes sans-abri. C'est Marcel Lanoue, président de la fondation, qui a remis le don en compagnie de René Pitre, Claude Poirier et Yvon Fortin, administrateurs de cette oeuvre.

■ Aujourd'hui, les clients de la pâtisserie Saint-Hubert du 2901, rue Sherbrooke Est, seront accueillis par Guy Mongrain, porte-parole de la campagne de financement qui se déroulera toute la journée dans l'ensemble des pâtisseries Saint-Hubert. Pierre Bruneau sera sur place. Les fonds (1 \$ pour chaque repas vendu dans toutes les succursales) recueillis seront remis à la fondation Charles-Bruneau quilutte contre le cancer chez les enfants.

■ Le Conseil des relations internationales de Montréal reçoit à sa tribune l'ambassadeur d'Indonésie, Budiman Darmosutanto. Il traitera, en anglais, des meilleures occasions d'affaires qui s'offrent malgré la crise majeure que traverse l'Indonésie. Le tout a lieu demain à midi, à l'hôtel Omni (1050, rue Sherbrooke Ouest). Coût: 60 \$. Renseignements: 340-9622.

■ Le 12^e gala du Cercle des 100 associés, qui s'est tenu sous la présidence d'honneur de Guy Dufresne (compagnie minière Québec Cartier), a permis de distribuer 12 000 \$ en bourses à de jeunes artistes lyriques montréalais. Le grand prix (6000 \$) est allé à Marie-Nicole Lemieux, du Conservatoire de musique, les 2^e et 3^e prix ont été remis respectivement à Christina Tannous et Kimy McLaren (égale-ment du conservatoire), ainsi que, ex aequo, à Caroline Ménard, de la faculté de musique de l'Université de Montréal. Le Cercle des 100 associés est un regroupement de gens d'affaires formé par Kuno Fasel, alors qu'il dirigeait l'hôtel Mont-

Royal (Westin) devenu l'hôtel Omni.

■ Le directeur de la région Montréal centre-ouest du Trust Royal, Tony Bellini, a remis un don de 2500 \$ à l'Alliance pour les malades mentaux, un organisme de soutien des parents et amis de personnes mentalement handicapées. Le Trust Royal est particulièrement sensible à cette oeuvre humanitaire, ayant publié un guide financier pour les parents d'enfants mentalement handicapés, guide offert gratuitement. Renseignements: 1-800-668-1990.

■ Gala de la Fondation du centre hospitalier Fleury, sous la présidence d'honneur de Joe Silla (G. H. communications), le vendredi 30 avril, au buffet Durante. Coût: 60 \$. Renseignements: 383-5083. Les fonds amassés serviront à l'achat d'équipements médicaux.

■ Adressez vos communications à: Têtes d'affiche, La Presse, 7, rue St-Jacques, Montréal H2Y 1K9



Marcel Lanoue



Sofia Cerna



Marie-Nicole Lemieux



Tony Bellini



Joe Silla

Île de Montréal

Montréal, capitale de la gastronomie au Canada

Dans tout le pays, le Mobil Travel Guide n'accorde cinq étoiles qu'à deux restaurants montréalais

Presse Canadienne

Parmi toutes les villes canadiennes, c'est à Montréal qu'un repas au restaurant risque le plus de se transformer en expérience gastronomique. La métropole du Québec est en fait la capitale gastronomique du Canada, selon le Mobil Travel Guide.

De tous les restaurants recensés dans ce guide, à travers le pays, deux seulement ont réussi à décrocher cinq étoiles, soit la plus haute cote. Et les deux sont situés à Montréal.

Il s'agit du Beaver Club, le restaurant de l'Hôtel Reine-Elizabeth, et d'un des restaurants du Casino de Montréal, Nuances, qui reçoit cet honneur pour la quatrième année consécutive.

« Les cinq étoiles sont pratiquement impossibles à obtenir », a déclaré un porte-parole de Mobil, Mark Jacobson, pour montrer à quel point ces restaurants se démarquent des autres.

Comme à chaque année, une équipe d'inspecteurs a ratissé quelque 22 000 établissements de toute l'Amérique du Nord pour en venir à la conclusion que seulement 18 restaurants et 26 hôtels pouvaient faire partie du club très sélect des cinq étoiles.

Mais aucun hôtel situé au Canada n'a réussi à faire partie de cette classe à part. « Nous continuons à chercher un hôtel de catégorie cinq étoiles au Canada, mais aucun jusqu'à maintenant n'a pu répondre à nos critères », a ajouté M. Jacobson.

Cependant, 13 hôtels et cinq restaurants du pays, des établissements « qui valent le détour », sont quand même parvenus à voir qua-



Le chef Jean-Pierre Curtat au restaurant Nuances, situé dans le Casino de Montréal.



Aperçu du Beaver Club, le restaurant de l'Hôtel Reine-Elizabeth qui a aussi décroché cinq étoiles.

tre étoiles inscrites à côté de leur nom dans le guide.

De ces 13 hôtels quatre étoiles, Montréal en abrite deux : le Ritz-Carlton et le Loews Vogue. Et la métropole possède aussi un des restos quatre étoiles du pays : La Marée.

Le restaurant Beaver Club du Reine-Elizabeth, dont le chef est Alain Pignard, est considéré par les auteurs du guide comme « l'une des plus inhabituelles et des meilleures tables de toute l'Amérique du Nord ».

Les inspecteurs du guide ont été impressionnés par la grande cuisine de facture classique du Beaver Club, et par sa cave à vins « extraordinaire ».

Au 19^e siècle, le Beaver Club était un club social pour l'élite montréalaise. C'est devenu en 1958 un restaurant haut de gamme, dont les murs sont tapissés de peaux d'ours, de castors et de bisons.

Les amateurs de fine gastronomie y apprécient le foie gras de canard, le homard des Îles-de-la-Madeleine ou la côte de boeuf. Un plat principal peut coûter entre 19 \$ et 32 \$.

Quant au restaurant Nuances, situé au 5^e étage du Casino de Montréal, il est l'un des meilleurs restaurants de la ville, selon les auteurs du guide.

La cuisine française, la liste des vins, le service impeccable, le tout dans une salle à manger élégante aux plafonds hauts qui offre une vue spectaculaire, voilà qui a conquis les inspecteurs du Mobil Travel Guide.

Le chef de Nuances, Jean-Pierre Curtat, a déclaré que la cote « cinq étoiles » tenait à « quelques détails ». Les clients de l'établissement peuvent s'y régaler de rôti de chevreuil, de mérou poché ou de foie gras de canard. L'addition pour un plat principal atteindra un maximum de 39,75 \$, et une table d'hôte peut coûter moins de 50 \$.

Les victimes de la pyrite dans l'est de Montréal se regroupent

MARTHA GAGNON

Après la Rive-Sud, les victimes de la pyrite de Pointe-aux-Trembles et de Rivière-des-Prairies se regroupent à leur tour pour s'entraider et mieux s'informer.

Suzanne Tremblay, dont la résidence de Pointe-aux-Trembles est grandement affectée par le gonflement de la pyrite, explique que les victimes de ces quartiers de Montréal se sentent isolées et délaissées.

« On croit, à tort, que le problème existe uniquement sur la Rive-Sud, alors qu'il y a plusieurs cas dans notre secteur, dit-elle. Il faut absolument se regrouper pour réveiller le gouvernement et lui faire savoir que le problème s'étend aussi à Montréal. »

Le regroupement espère pouvoir tenir prochainement une assemblée d'information grâce à l'appui de l'Association des consommateurs pour la qualité dans la construction. Mme Tremblay invite d'ailleurs les citoyens ayant des problèmes de pyrite à contacter l'ACQC (514-384-2013) qui tente de répertorier les cas pour évaluer l'ampleur du problème.

« Nous allons inviter le maire de Montréal et les députés à assister à cette assemblée », précise Mme Tremblay.

Martine Bossé et son mari, propriétaires d'une maison à Pointe-aux-Trembles construite en 1982, font partie des victimes qui croient en la nécessité d'un regroupement. « C'est tellement démoralisant, expli-

que-t-elle. On a besoin d'être bien conseillé et supporté. »

En juin 97, le couple a dépensé 8000 \$ pour refaire le garage à cause de la présence de pyrite et c'est maintenant le sous-sol de la maison qui nécessite des travaux majeurs de plus de 20 000 \$. « Nous qui rêvions d'une retraite paisible, c'est un gros trou dans notre budget », dit Mme Bossé.

À son avis, il y a encore plusieurs personnes qui ignorent ce qu'est la pyrite. « Plus il y aura de regroupements de victimes et plus le problème sera connu », pense-t-elle. Comme d'autres, elle espère que le gouvernement mettra sur pied un programme de compensation.

« Je ne crois pas aux recours judiciaires, mais davantage en l'ACQC qui peut exercer des pressions auprès des autorités concernées, ajoute-t-elle. Car il faut prendre tous les moyens pour protéger les nouvelles constructions et éviter que le problème ne se répète. »

L'ACQC a déjà demandé au gouverne-

ment d'instaurer un programme d'aide financière semblable à celui établi dans le cas des maisons lézardées en raison de l'argile et de la sécheresse. La pyrite est ce minéral présent dans les remblais granulaires qui, dans certaines conditions, peut provoquer des gonflements de la dalle du garage et du sous-sol.

« On croit, à tort, que le problème existe uniquement sur la Rive-Sud. Il faut absolument se regrouper pour réveiller le gouvernement et lui faire savoir que le problème s'étend aussi à Montréal. »

Plusieurs laboratoires d'analyse des matériaux procèdent actuellement à des essais pour évaluer la norme provisoire qui sera mise en vigueur bientôt afin de déterminer le potentiel de gonflement de la pyrite dans la pierre granulaire. La liste des laboratoires reconnus pour effectuer les tests devrait être disponible à partir du 15 avril.

Volte-face et règlement à l'usine d'Easterntube

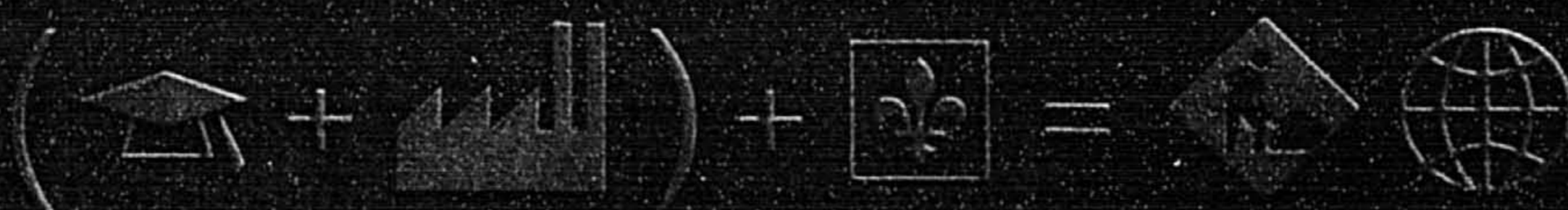
CLAUDE-V. MARSOLAIS

Après avoir fermé en sourdine son usine de Pointe-aux-Trembles au cours du week-end du 27 février et avoir déménagé ses équipements de production à Fort Frances, en Ontario, la compagnie Les Produits Easterntube a « retourné sa chemise » en quelque sorte en négociant les 6 et 7 mars une première convention collective avec la section locale 106 du Syndicat des Teamsters.

Le règlement qui a été entériné par les 20 employés de l'usine permettra la reprise des opérations lundi prochain, une fois que les équipements auront été remis en place.

Les employés recevront des hausses de salaire variant de 2 \$ à 5 \$ l'heure pour les trois années du contrat, une amélioration des conditions de travail et divers avantages sociaux. Les échelles salariales des employés varieront de 11,50 \$ à 16,50 \$ l'heure.

André Paquin, conseiller syndical des Teamsters, croit que la compagnie avait déménagé sa machinerie en Ontario afin de contourner la loi anti-briseurs de grève du Québec. Selon lui, le changement d'attitude de la compagnie peut s'expliquer par le fait que ses clients industriels ont craint une pénurie de tubes en carton et qu'ils ont fait des pressions pour une reprise des opérations à Pointe-aux-Trembles.



PROGRAMME QUEBEC-MONDE

Vous voulez demeurer dans la course. Maintenir votre longueur d'avance. Vous êtes à l'affût de nouvelles façons de faire. À la recherche de moyens novateurs pour conquérir des marchés cibles. Québec-Monde vous propose de miser sur l'audace, le dynamisme et la détermination. Mettez sur un nouveau diplôme, qu'il soit déjà à votre emploi ou non!

Pour en savoir plus au sujet du programme Québec-Monde, visitez le site Internet du ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, à l'adresse suivante : www.mic.gouv.qc.ca

ou appelez au (418) 691-5981 ou au (514) 499-2159, si vous êtes dirigeant d'entreprise, ou au (418) 691-5950 ou au (514) 499-2168, si vous êtes un nouveau diplômé.

Ministère de l'Industrie et du Commerce



Il y a 15 ans, François Girard débutait sa carrière de cinéaste à Montréal. Ses films ont remporté plus de 60 récompenses internationales, notamment un Grammy, un Emmy international et 12 Génies, et sont aujourd'hui projetés dans le monde entier. Ses œuvres, telles que *Trente-deux films brefs sur Glenn Gould*, *Le Violon Rouge*, *Le Dortoir* et *Peter Gabriel's Secret World*, contribuent à donner une envergure mondiale au cinéma canadien.

François Girard doit son succès grandissant non seulement à sa vision cinématographique unique et à son talent inné de réalisateur mais également aux années qu'il a dévouées à son art.

François Girard, actionnaire de la Catégorie croissance Canada AIM GT*

Les offres de Bell soumise à un vote

Ottawa force la main au syndicat des téléphonistes et des techniciens

Le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) a ordonné hier au Syndicat des communications, de l'énergie et du papier (SCEP), qui représente les téléphonistes et les techniciens de Bell Canada, de tenir un vote sur les dernières offres de la compagnie déposées le 1er mars.

Jeudi dernier, le caucus des sections locales représentant les téléphonistes et les techniciens avait décidé de ne pas procéder au vote, ce qui avait provoqué les protestations de nombreux employés mécontents et amené Bell à s'adresser au Conseil canadien des relations industrielles.

Selon les informations qui circulent au sein du SCEP, ce sont les sections locales ontariennes qui seraient à l'origine du refus d'organiser le vote, car elles estimaient que les offres de la compagnie étaient insuffisantes.

Le nombre de techniciens et de téléphonistes s'élève à 6000 en Ontario alors qu'on en dénombre 4000 au Québec.

Selon René Roy, secrétaire de la FTQ et ex-directeur du SCEP-FTQ, le Conseil a décidé qu'il n'y aurait qu'un seul vote pour les deux unités d'accréditation, de sorte qu'une pluralité de voix en faveur de l'entente scellera en quelque sorte le sort des 2300 téléphonistes. Toutefois, le Conseil s'est engagé à organiser des auditions accélérées afin de reconnaître le nouveau syndicat chez NEWCO, l'entreprise formé par Bell et Excell Global Services où oeuvreront les téléphonistes.

Les résultats du vote devraient être connus au plus tard le 6 avril.

Dans son offre, Bell prévoit garder 900 téléphonistes à son service pour une période de cinq ans en maintenant leurs salaires et leurs conditions de travail actuels. D'autre part, 875 autres téléphonistes sont éligibles à la préretraite. Une personne qui a 19 ans de service recevra le 1er avril 2000 une indemnité de départ de 41 000 \$, plus une compensation de 22 000 \$ d'ici la fin de 2001 si elle décide de rejoindre la nouvelle compagnie.

L'offre de Bell à ses techniciens comprend une hausse du taux horaire de 12,6 % (techniciens de classe I) sur cinq ans, le reclassement de 600 techniciens classe II à une désignation d'emploi commandant un salaire plus élevé et une prime de 5500 \$ par année pour 5 % des techniciens de classe I qui terminent un certificat dans un domaine de haute technologie.

Au SCEP-FTQ, on se dit peu enclin à prédire l'issue du vote car les employés ontariens sont nettement défavorables à l'entente. « Il y a une nette division entre le Québec et l'Ontario comme s'il s'agissait de deux pays différents », souligne René Roy.

Un autre québécois choisit AIM.

Chez AIM, nous comprenons cette discipline. Nous l'appliquons tous les jours.

Avec un actif de 423 milliards de dollars et le bilan mondial et une discipline de placement qui a fait ses preuves depuis plus de 65 ans, nous sommes devenus l'une des sociétés de gestion d'actifs les plus importantes et les plus fiables au monde. Nos 300 gestionnaires de portefeuille répartis dans 20 pays investissent avec discipline pour vous.

Votre conseiller financier connaît bien AIM. Demandez-lui de vous en parler ou appelez-nous sans frais.

1 800 588-5689 www.aimfunds.ca

Invest with DISCIPLINE



Des renseignements importants sur les fonds communs AIM, y compris les frais, les dépenses et les risques associés au placement, sont contenus dans le prospectus simplifié que vous pouvez vous procurer auprès de votre conseiller financier ou auprès de Gestion de Fonds AIM Inc. en composant le 1 800 588-5689. Lisez-le attentivement avant d'investir. La valeur des actions et le rendement des placements sont appelés à fluctuer. Actif au 31 décembre 1998. MD/MC marque déposée et marque de commerce de Groupe de gestion AIM Inc. *Fait partie du Fonds canadien AIM GT Inc.

Escort SE 99
berline ou familiale

239 \$/mois

LOCATION 36 MOIS
TRANSPORT INCLUS
AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ REQUIS

OPTION **0 \$** COMPTANT DISPONIBLE

Inclut climatiseur et
transmission automatique
valeur de 2 100 \$

OBJECTIF
6000
VÉHICULES EN
60
JOURS
FORD ET MERCURY

**100 VÉHICULES PAR JOUR !
6000 EN 60 JOURS !
LOUEZ SANS DÉPÔT DE SÉCURITÉ,
TRANSPORT INCLUS !
VENEZ FAIRE UNE OFFRE AVANT
QUE LA COUR NE SOIT VIDE !**

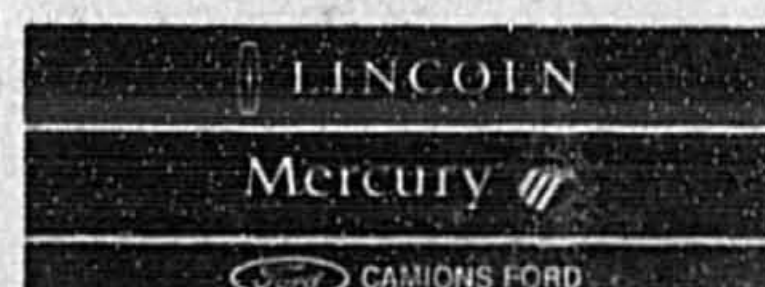


- Direction assistée
- Deux rétroviseurs à réglage électrique
- Entrée sans clé à télécommande

JUSQU'À **1000 \$!**
DE RÉBÂIS AUX **DIPLÔMÉS!**



**Vos concessionnaires Ford et vos
concessionnaires Lincoln Mercury**
www.acfmq.qc.ca



Photos à titre indicatif seulement. Transport inclus. Aucun dépôt de sécurité requis. Mise de fonds de 1995 \$ et première mensualité exigées. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Des frais de 0,08 \$ du kilomètre après 60 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. Sujet à l'approbation du crédit. Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails.

Rive-Sud / Montérégie

Pas moins de 26 jours requis pour la conciliation dans le dossier de Chambly

Presse Canadienne

Les 76 policiers de la Sûreté du Québec à l'égard desquels des plaintes en déontologie ont été portées par des policiers de Chambly, à la suite de l'opération policière menée à cet endroit le 1^{er} septembre 1994, tenteront de s'entendre à l'amiable avec les plaignants au cours des 26 séances de conciliation prévues ce printemps.

Ces séances dirigées par Me Serge Fortin, du bureau du Commissaire à la déontologie policière, se tiendront à Montréal du 19 avril au 28 mai, à huis clos.

Le nombre élevé de policiers de la SQ s'explique par le fait que les policiers de Chambly ont visé dans leurs plaintes non seulement les policiers exécutants mais également les décideurs à l'origine de leur arrestation, fouille et détention.

Parmi les 76 policiers de la SQ, les plus connus sont sans contredit le président de l'Association des policiers provinciaux du Québec, Antonio Cannavino, et Jean Bourdeau, directeur général adjoint aux enquêtes criminelles depuis mars 1998.

Si le conciliateur n'arrive pas à une entente, le dossier retournera à un comité de déontologie, dont les audiences sont publiques. Il y a fort à parier que d'importants efforts seront faits du côté de la SQ pour éviter cette situation.

Il importe de savoir que non seulement le processus de conciliation est confidentiel mais également le résultat. S'il y a entente, le dossier personnel des policiers demeurera vierge car ni la plainte ni les termes du règlement n'y figureront.

Ce sont les syndicats représentant les policiers de Chambly et ceux de la SQ qui ont demandé en septembre dernier, au moment où devait s'amorcer l'audition des plaintes déontologiques devant un comité de discipline, de suspendre ces audiences publiques afin de donner une chance à la conciliation.

Il a été impossible de savoir si les dirigeants de la Fédération des policiers du Québec, qui représente les policiers de Chambly, ont eu du mal ou non à convaincre ceux-ci d'accepter individuellement la conciliation.

À plusieurs reprises, la fédération a reproché à la SQ d'avoir mis le corps de police de Chambly en tutelle.

La SQ soupçonnait que des policiers municipaux s'adonnaient au trafic de la drogue. Après enquête et mises en accusation, un seul policier a été reconnu coupable d'avoir eu en sa possession des amphétamines.

Mandaté par le ministre de la Sécurité publique, le juge Verdon avait mené une enquête. Il avait conclu que la décision des policiers de la SQ d'intervenir à Chambly comme ils l'ont fait n'était pas justifiée et que les informations transmises à cette occasion aux journalistes cherchaient à aviver la réprobation publique à l'endroit des policiers de Chambly.

Les grandes villes canadiennes sont plus sûres que les petites

Presse Canadienne
TORONTO

Les grandes villes canadiennes sont, per capita, plus sûres que les petites, principalement parce qu'il s'y produit moins de morts accidentelles, démontre une étude publiée ce mois-ci dans la version anglaise du magazine *Châtelaine*.

Toronto, Ottawa, Montréal et Halifax se classent parmi les villes les plus sûres quand on mesure le taux per capita des morts non naturelles — intentionnelles ou accidentelles — survenues entre 1994 et 1996 dans 24 centres urbains.

La ville canadienne la plus sûre entre toutes est Saint-Jean, Terre-Neuve. Elle arrive au premier rang pour son plus bas taux annuel de morts accidentelles, soit huit par 100 000 habitants.

Toronto arrive en deuxième place, suivie de Kitchener (Ontario), Ottawa, Halifax et Montréal (6^e). Calgary se classe neuvième, Vancouver 11^e tandis qu'Edmonton vient au 19^e rang.

La dernière place revient à la ville ontarienne de Sudbury, en raison de son haut taux d'accidents de la circulation.

Selon l'auteur de l'étude, le Dr Evelyn Vingilis, de l'Université Western, en Ontario, ce sont les accidents d'automobiles et non les crimes qui mettent le plus la vie des Canadiens en danger.

Mme Vingilis a en outre signalé que le nombre de crimes per capita est en baisse depuis un bon moment au pays.

Certaines villes qui se retrouvent aux derniers rangs le sont, notamment, parce que le taux de suicides est y particulièrement élevé. C'est le cas des villes de Trois-Rivières et de Chicoutimi-Jonquière, signale l'étude.

Au total l'an dernier, dans l'ensemble du Canada, 500 homicides ont été enregistrés, un nombre moindre que celui observé dans certaines villes américaines.

Vareennes retire un règlement d'emprunt contesté

MARTHA GAGNON

Le conseil municipal de Vareennes a finalement décidé de retirer le règlement d'emprunt de 455 000\$ pour des travaux d'infrastructures qui avait suscité l'opposition de 800 citoyens en janvier.

« Comme il n'était pas question d'aller en référendum et encore moins de retarder le développement, la Ville a décidé de retirer le règlement. À la demande des citoyens, nous allons donc changer nos façons de faire et appliquer entièrement le principe de l'utilisateur-payeur », a expliqué hier le maire, Jean Robert.

Ainsi, le règlement d'emprunt sera scindé en deux. Au lieu d'être imposé à l'ensemble des contribuables, le coût des travaux de réhabilitation de l'égout sanitaire du boulevard industriel Lionel-Boulet évalués à 200 000\$, sera payé grâce à la taxe de mutation provenant de la vente d'une entreprise.

Quant aux autres travaux de 255 000\$

relatifs au déplacement d'un cours d'eau, au surdimensionnement de l'égout pluvial et à l'aménagement d'un bassin de rétention dans un secteur résidentiel en développement, ils seront entièrement à la charge des futurs résidents.

Rémi Bergeron, l'ex-candidat à la mairie à l'origine du mouvement de contestation, est évidemment satisfait que le règlement d'emprunt ait été retiré. Selon lui, « la population n'a pas à payer pour les promoteurs immobiliers et les propriétaires de terrains industriels, surtout avec une augmentation de la taxe foncière de 15% ». M. Bergeron considérait ce règlement comme une « subvention déguisée tout à fait inacceptable ».

Le maire précise, pour sa part, que le conseil municipal s'était donné comme orientation, au cours des dernières années, de faire payer à l'ensemble des contribuables certains travaux d'infrastructures qui bénéficiaient à plus d'un secteur.

« On pensait qu'il valait mieux appli-

quer progressivement le principe de l'utilisateur-payeur, explique M. Robert. Dans le Vieux-Vareennes, on a, par exemple, construit deux ponceaux et la facture de 300 000 \$ a été payée par tous. La même chose s'est produite pour l'aménagement de la rue Quévillon dans le secteur de la nouvelle école. Le partage représente une façon de vivre en communauté. J'espère que les citoyens sont conscients que la bouchée sera désormais difficile à avaler dans certains cas. »

Le maire ajoute que la Ville croyait que les travaux du développement résidentiel du secteur Ouest pouvaient être payés à même le fonds général parce qu'ils bénéficiaient à un ensemble de citoyens plus grand, dont les résidents des premières phases, ainsi que les zones agricoles et industrielles longeant le boulevard Lionel-Boulet.

M. Robert affirme, par ailleurs, que la contestation entourant ce règlement a permis à certains de « jouer une petite game politique ».



C'est fou! C'est «cool»! C'est complètement sauté!!!...

L'été est déjà commencé! Venez vous «saucer» dans notre piscine extérieure

et courez la chance de

gagner une piscine

hors-terre de 21 pieds chaque jour!

Ce matin, entre 6 h 30 et 9 h 30, venez nous rejoindre avec votre maillot, mouillez-vous et devenez admissibles au tirage le jour même!

Nous serons aujourd'hui au 8705, boul. Taschereau, Brossard.

Un endroit différent à chaque matin! Pour les détails du concours, écoutez «Les Matins de Paul Houde» dès 5 h 30.

Une piscine par jour à gagner du 8 au 12 mars 1999.

Trévi
LE N°1 DE LA PISCINE
MEUBLES • SPAS • SOLARIUMS

105.7
Rythme FM

Règlements disponibles à
105.7 Rythme FM.

Internet Affaires Vidéotron



LES AFFAIRES COMME VOUS LES VOYEZ

Transigez à la Vitesse de la lumière

Les marchés explosent. Votre entreprise grandit. Et pour surfer sur le raz-de-marée de la mondialisation, Vidéotron vous offre bien plus qu'une avance technologique. Services d'accès, création de sites, hébergement, service de sécurité et tout le support nécessaire pour conquérir le monde. Internet Affaires Vidéotron. Plus vite en affaires.

**INSTALLATION
GRATUITE**

**12^e MOIS
GRATUIT***

**JUSQU'À 1395\$
D'ÉCONOMIES
SELON LE
SERVICE**

Pour profiter de cette offre, composez le

1 877 380-4666

www.affaires.videotron.com



Vidéotron
Réseau d'affaires

Windows 98 peut vous retrouver

MARIE-ANDRÉE AMIOT

Les consommateurs qui ont Windows 98 dans leur ordinateur ne le savent peut-être pas, mais le jour où ils l'ont installé, ils ont déclenché un processus complexe permettant à Microsoft de ramasser une foule d'informations sur le contenu de leur ordinateur.

Le bogue — c'est ainsi que l'entreprise nomme le nouveau problème — est plutôt un mouchard ou un délateur, selon Robert M. Smith, un programmeur de Cambridge au Massachusetts qui a découvert le problème et qui en a avisé Microsoft vendredi.

Quand l'utilisateur inscrit son système d'exploitation auprès de Microsoft, Windows 98 génère, à son insu, un numéro d'identification personnel qui s'installe sur le disque dur. Cela fait partie du processus d'installation obligatoire.

En principe, seuls les utilisateurs qui choisissent de dévoiler le contenu matériel de leur ordinateur lors de l'inscription devraient faire parvenir ce numéro aux techniciens du support technique. Le numéro accompagne toutes les descriptions des accessoires matériels tels les cartes de son, les cartes vidéo, le type d'écran, etc. Ceci, afin qu'un technicien au soutien technique qui reçoit un appel de la part du consommateur puisse identifier l'ordinateur et les travaux qui ont été effectués antérieurement. Certains utilisateurs préfèrent garder cette information confidentielle.

Or, avec Windows 98, qu'ils le choisissent ou non, tous envoient leur numéro d'identification à leur insu.

Selon M. Smith, le logiciel crée une empreinte digitale numérique qui pourrait être utilisée pour relier l'information obtenue à un document généré par un traitement de texte ou par un tableur. Cela signifie que des pirates ou autres personnes mal intentionnées pourraient repérer des utilisateurs ainsi que leurs travaux.

Microsoft a commencé par défendre sa position en alléguant que cette empreinte servait au service de soutien technique à distance. « Nous sommes très sensibles à toutes les questions reliées à la vie privée, a dit Robert Bennett au *New York Times*. Le logiciel n'était pas conçu pour envoyer des informations à moins que l'utilisateur ne coche une option spécifique. »

Neil Fraggatt, directeur des produits Windows pour Microsoft Canada, a déclaré à *La Presse* que cette option avait été ajoutée pour permettre aux techniciens en soutien technique d'aider plus efficacement les consommateurs à diagnostiquer les problèmes. « Cette fonction n'a jamais été conçue pour retracer les consommateurs et leurs habitudes. On n'a jamais eu l'intention de tracer leur profil ou le vendre au meilleur acheteur ! »

Mais les associations de protection de la vie privée sont sceptiques.

À la suite du tollé soulevé récemment par des associations de protection de la vie privée contre les numéros d'identification placés sur les processeurs Intel des Pentium III, Microsoft a réagi rapidement. Pour montrer sa bonne foi, l'entreprise a immédiatement annoncé qu'elle remédiait à la situation et a accepté de changer son processus d'identification. « Nous travaillons déjà sur une rustine, a confirmé Neil Fraggatt. Elle devrait être disponible d'ici deux semaines sur le site Web de l'entreprise. À l'été, nous lancerons une seconde version de Windows 98 qui ne contiendra plus cette option. »

Microsoft a promis d'explorer tous les moyens afin d'extirper et de détruire les informations recueillies dans les premières versions. La rustine permettra d'éliminer le numéro d'identification personnel qui fait partie de la mémoire liée à la configuration de l'appareil.

Lors du lancement du Pentium III, le groupe Intel avait modifié son mouchard qui se déclenchait automatiquement et à l'insu de l'utilisateur.

Les groupes de protection de la vie privée avaient mené une campagne de boycottage des produits Intel et le fabricant de puces avait reculé. Maintenant, l'activation du code d'identification se fait par l'utilisateur.

UN MARIAGE SUR DEUX SE TERMINE PAR UN DIVORCE.



demain VOTRE FAMILLE

Pile, le mariage, ses règles de validité, ses différents contrats... Face, la séparation, son partage du patrimoine familial et sa garde des enfants... Sans oublier les droits et les obligations des parents envers les enfants, et l'adoption. Bref, tout ce qu'il faut pour vivre heureux en famille.



samedi VOS OBLIGATIONS

Vous saurez tout sur les fondements de la responsabilité, les nombreux contrats qui régissent plusieurs aspects de votre vie, vos engagements en cas d'accident... sans oublier les documents liés aux achats importants. Tout ce qu'il faut pour éviter les mauvaises surprises.

LES FASCICULES « J'AI LE DROIT ! »

La Presse vous présente sa nouvelle série de guides pratiques sur le droit. Huit fascicules pour vous aider à régler les problèmes juridiques que vous pourriez rencontrer au quotidien.

Les quantités étant limitées, composez le (514) 285-6911 pour vous abonner ou réservez dès maintenant votre exemplaire de *La Presse* auprès de votre marchand de journaux.

C'est gratuit dans *La Presse* les samedis et mercredis jusqu'au 31 mars.

La Presse

en collaboration avec le



Pour une consultation GRATUITE

NE MANQUEZ PAS LE CAHIER

Santé

CHAQUE DIMANCHE DANS

La Presse



Heure de vérité !

Les parents de Pascal apprennent que leur belle-fille s'appelle... **Bernard !**

Denis peut-il se passer de sexe pendant une **semaine ?**

HISTOIRES DE FILLES

KMH



ce soir 20h



ce soir 20h 30



Le réseau d'ici

271778

271786

Journée internationale des femmes

EN BREF

Les roses de la solidarité

La lutte des femmes se poursuit aussi dans les garderies et les hôpitaux, les caisses et les banques, et chez Bell

LILIANNE LACROIX

Profitant de la journée internationale des femmes, des responsables de la CSN ont organisé, en compagnie de féministes connues pour leur implication dans la lutte menée par les femmes, une tournée pour encourager des travailleuses éprouvant des problèmes particuliers et dénoncer des situations jugées inacceptables : travailleuses de garderies sous-payées, professionnelles de la santé surmenées, téléphonistes de Bell « vendues » aux Américains, employées de la Banque Nationale qui éprouvent des difficultés à se syndiquer ou des caisses pop menacées par la restructuration, toutes ont reçu une rose rouge remise en signe de solidarité.

Accompagnée de la comédienne Sylvie Legault, d'Hélène David, professeure à l'Université de Montréal et première présidente, en 1973, du Comité national de la condition féminine de la CSN, et de Lise Moisan, membre fondatrice et journaliste à la revue féministe *La Vie en Rose* durant ses sept ans d'existence, la vice-présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, a rappelé que l'égalité n'était pas encore chose faite pour toutes. « Malgré une scolarité de niveau collégial et plus, les femmes travaillant en garderie gagnent moins de 20 000 \$ par année. En fin de semaine dernière, un vote de grève a été pris à 90 % par les syndiquées des garderies pour forcer le gouvernement à réagir. C'en est assez de faire vœu de pauvreté pour permettre à d'autres femmes d'aller travailler », a souligné Mme Carbonneau.

Bas salaires, précarité des emplois, surmenage, les difficultés sont multiples. « Dans le réseau de la santé, 54 % des emplois sont précaires. Ça fait dix ans que les salaires stagnent et on a même fait face à des diminutions. On se



PHOTO LA PRESSE, Robert Nadeau ©
Jacqueline Hekpazo a déploré que la tâche des travailleuses en garderie ne soit pas reconnue à sa pleine valeur.

rapproche de plus en plus du modèle MacDonald », rappelle Mme Carbonneau.

À Sainte-Justine, l'infirmière qui devait prendre la parole au nom de ses collègues et confrères du secteur public n'était pas au rendez-vous. En raison des besoins pressants, sa présence avait été requise de toute urgence et son congé syndical annulé. « Dans un milieu où l'empathie est de rigueur, les travailleurs sont à bout de souffle », souligne Mme Carbonneau.

Aux Caisses populaires Desjardins, où bien peu de femmes ont jamais atteint les sommets,

près du tiers des emplois sont menacés par la réorganisation et les fusions, sont venues rappeler deux employées, Sylvie Janson et Sylvie Labrie.

Le jardin n'est guère plus vert du côté des banques. À preuve l'expérience des travailleuses de télécommercialisation, de recouvrement et de téléphonie qui luttent pour le droit d'association et de négociation. C'est avec des yeux ahuris qu'elles voyaient la troupe de féministes débarquer dans les bureaux de la Tour du centre-ville, panier de roses au bras.

Sur le trottoir d'en face, des téléphonistes de Bell, syndiquées FTQ et à l'emploi de la compagnie dans bien des cas depuis plus de 20 ans, étaient toujours aussi outrées de l'attitude de l'employeur. « Ils vont seulement en garder 700 sur 2700. Les autres se voient offrir un emploi à 10 \$ l'heure dans la nouvelle compagnie », soulignait l'une d'entre elles. Elles exigent de la ministre du Travail, Diane Lemieux, une modification à la loi pour forcer leur nouvel employeur à respecter leur convention.

Toutes se sont ensuite massées devant le palais de justice pour dénoncer la pauvreté et la violence faite aux femmes. Tombant au beau milieu d'une manifestation de Kurdes réclamant justice et paix pour les leurs, les femmes ont toutefois dû attendre une bonne demi-heure pour s'exprimer.

« Malgré nos luttes, les inégalités entre hommes et femmes persistent et s'aggravent, nous sommes ici pour témoigner de l'urgence de corriger ces inégalités », disait notamment la manifestante lu par la comédienne et chanteuse France Castel.

À Montréal seulement, les femmes ne touchent que 64 % du revenu moyen des hommes. Les deux tiers de celles qui travaillent occupent un emploi à temps partiel.

Les Chinoises après Mao

Les Chinoises, propulsées au statut de « moitié du ciel » par Mao Tsé-toung, paient aujourd'hui un lourd tribut aux réformes économiques de ses successeurs, avec un taux de chômage nettement supérieur à celui des hommes et des difficultés plus grandes pour retrouver un emploi. Les femmes représentent actuellement 65 % des ouvriers licenciés. Selon une étude, 71,6 % des dirigeants d'entreprises n'engageraient pas une femme, même si elle était plus qualifiée qu'un homme pour un emploi donné. Alors que les filles sont déjà majoritaires aujourd'hui dans bon nombre d'universités, la plupart d'entre elles ont du mal à trouver des emplois à la sortie. La politique d'un enfant par famille suivie depuis une vingtaine d'années, est venue aggraver la préférence traditionnelle pour les garçons, avec un déséquilibre des naissances de plus en plus marqué au détriment des filles (118 garçons nés contre 100 filles).

Elles votent enfin !

Les femmes ont voté pour la première fois lundi au Qatar pour élire un conseil municipal où six candidates briguent des sièges, alors que peu d'entre elles conduisent une voiture ou se découvrent le visage en public dans ce petit émirat du Golfe. « Nous sommes dans une société misogyne jusqu'à la moëlle », a affirmé Mouza al-Malki, candidate. Pour la première fois, des photos de candidates, portant le voile mais le visage découvert, ont paru dans les journaux à la faveur de la « noce électorale », comme la presse appelle le scrutin. Selon plusieurs, même si le nombre d'élues devait être peu élevé, la participation au scrutin est en soi une victoire. « Cette expérience est à ses débuts. Il est encore difficile de porter un jugement », a souligné devant une délégation de parlementaires l'épouse de l'émir du Qatar, cheikha Mouza Al-Mesned, qui prône une large participation des femmes à la vie politique.

La fête tourne mal

Une violente polémique a éclaté lundi au Parlement israélien lors d'une réunion spéciale consacrée à la Journée mondiale des femmes. Le premier ministre Benjamin Netanyahu venait juste de quitter la rencontre après avoir adressé quelques mots aux femmes présentes lorsqu'une adversaire politique, Yaël Dayan, fille du célèbre Moshé Dayan, s'en est pris à lui, l'accusant de ne pas vouloir écouter ce que les femmes avaient à lui dire. Des femmes proches du Likoud, le parti du premier ministre ont accusé bruyamment Mme Dayan de partisanerie. « Vous avez gâché la fête en provoquant délibérément un scandale », a lancé une députée. « Ceux qui pensent que la lutte des femmes pour obtenir des droits égaux n'est pas politique se font des illusions », a répliqué Mme Dayan.

Le nouveau Portugal

La place de la femme dans la société portugaise a évolué très rapidement depuis le début de la décennie, indigne, unanime, la presse portugaise. Des indices : les femmes n'hésitent plus à déposer plainte en cas de violence familiale ; depuis 1990, trois fois plus de femmes que d'hommes ont été diplômées ; les hommes occupent toujours les principaux postes dans la hiérarchie sociale, mais la différence tend à s'atténuer. Cependant, cette amélioration n'est pas accompagnée par une reconnaissance salariale et le chômage chez les femmes reste encore plus élevé que chez les hommes. Dans leur vie personnelle, les Portugaises s'émancipent également : le pourcentage de femmes divorcées a presque doublé en 1997 et le mariage est célébré de plus en plus tardivement. Les femmes retardent leur grossesse et contrôlent le nombre d'enfants.

Punir la violence

Le ministre brésilien de la Justice a annoncé la création d'un comité technique destiné à élaborer des peines plus sévères pour punir les cas de violence contre les femmes. Au Brésil, où une femme est battue toutes les deux minutes, la violence contre les femmes est considérée comme un délit de lésion corporelle pour lequel l'homme est rarement condamné à des peines de prison. L'élaboration d'une loi punissant la violence contre les femmes par des peines plus sévères est une façon de tenter de la réduire d'ici l'an 2000. Par ailleurs, la première dame du Brésil, l'anthropologue Ruth Cardoso, a critiqué les salaires payés aux femmes brésiliennes, souvent la moitié de ceux versés aux hommes pour le même travail. Selon elle, il existe une « tolérance énorme » de la société brésilienne par rapport à la violence contre les femmes. « Si nous percevions des salaires inférieurs et de surcroît, sommes victimes de la violence, nous ne sommes pas égales aux hommes », a déploré Mme Cardoso qui a défendu l'élaboration de politiques publiques bénéficiant aux femmes.

Petites et grandes, toutes chez le PM



PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse ©
Esmé Tardif, cinq ans, et Catherine Dea, trois ans, étaient au nombre des filles, grandes et petites, à avoir rendu visite au premier ministre Lucien Bouchard, hier, fleurs à la main.

LIA LÉVESQUE
Presse Canadienne

Ce 8 mars, Journée internationale des femmes, a été l'occasion au Québec d'aborder différentes revendications des femmes, touchant entre autres les garderies, l'équité salariale et la pauvreté.

Partout au Québec, surtout devant les centres de décisions politiques et juridiques, ont eu lieu des marches et des rassemblements. Nombreuses aussi sont celles qui ont choisi la voie de causeries, de spectacles, de gestes symboliques destinés à souligner un aspect particulier des besoins des femmes en 1999.

Le bureau du premier ministre Lucien Bouchard, à Montréal, a reçu la visite de quelques mères et fillettes, venues lui porter des roses.

Ces roses sont devenues le symbole, avec le pain, des revendications des femmes ; les roses signifiant la non-violence et le pain, le partage de la richesse.

C'est une employée du bureau du premier ministre qui est venue cueillir l'énorme bouquet et entendre les revendications touchant les garderies.

Au nom de cette petite coalition de parents et professionnels, Mme Teresa Kozina a demandé plus d'espace dans les garderies, un nombre d'enfants moindre pour chaque travailleuse et des normes limitant le bruit.

Lucien Bouchard

Depuis Québec, le premier ministre Lucien Bouchard a transmis son traditionnel message, rappelant aussi qu'il n'y a jamais eu autant de femmes élues à l'Assemblée nationale, soit 29 sur 125 députés.

« La place occupée par les femmes dans les domaines sociaux, économiques, culturels et politiques, aujourd'hui, constitue une force exceptionnelle pour le modèle québécois. La présence de celles-ci au centre des décisions est un apport incontestable à la qualité des débats qui façonnent l'avenir

du Québec », a déclaré le premier ministre du Québec.

La ministre responsable de la Condition féminine au Québec, Linda Goupil, juge « impératif » que des ponts soient établis entre les générations afin de créer la solidarité nécessaire à l'avènement d'une plus grande justice sociale et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Programme de promotion

La ministre Goupil a profité de la Journée du 8 mars pour annoncer qu'elle implanterait, dès avril prochain, un programme visant à promouvoir la présence des femmes à des postes décisionnels aux paliers local et régional.

Intitulé « A égalité pour décider », ce programme d'aide financière sera doté d'un budget de 1 million de dollars par année. Il permettra de soutenir, dans toutes les régions du Québec, des projets encourageant les candidatures féminines à des postes décisionnels.

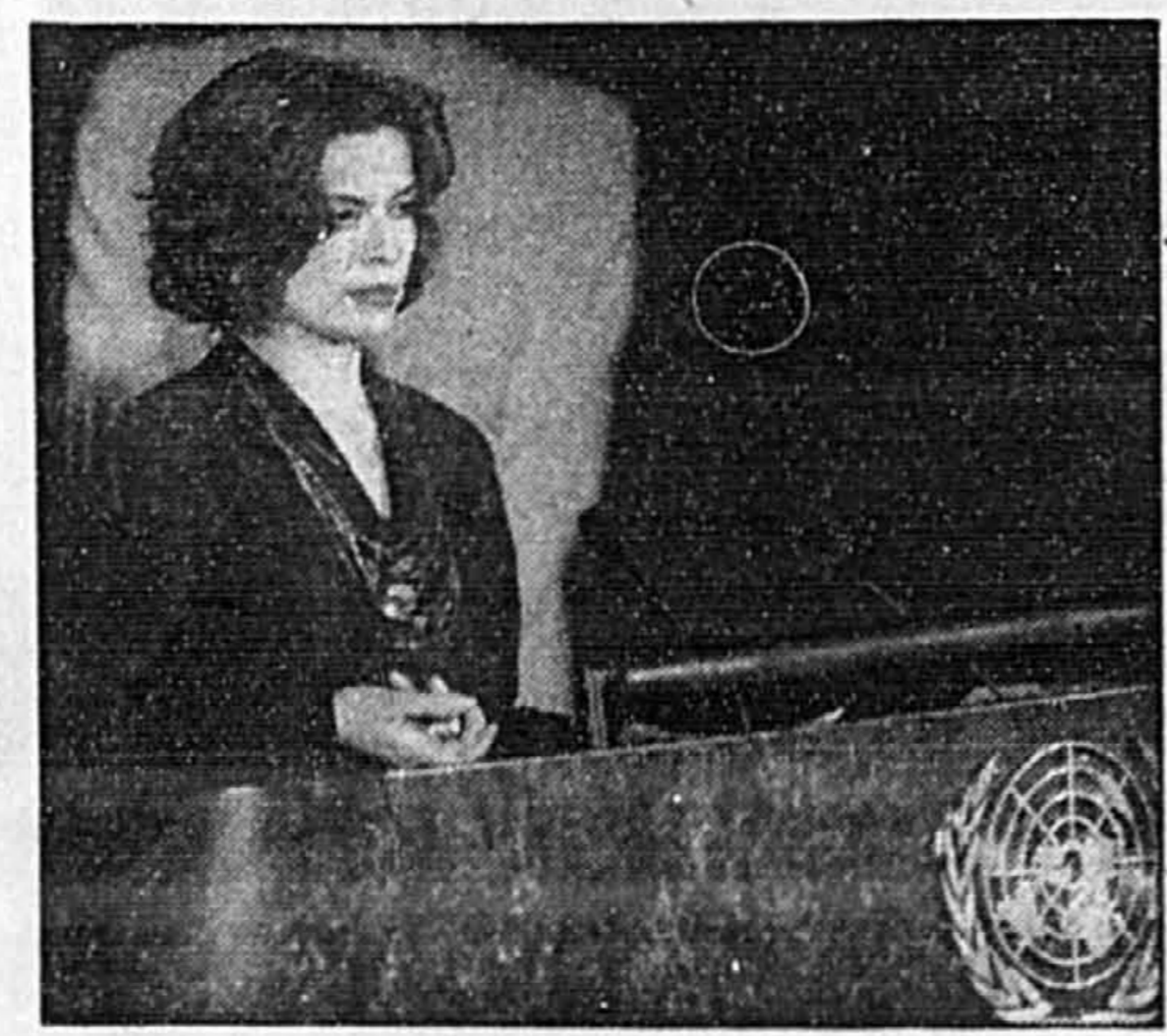
Centrales syndicales

Du côté des centrales syndicales, les dirigeants ont rappelé les principales luttes d'actualité des travailleuses, notamment celle sur l'équité salariale, celle des téléphonistes de Bell Canada et des travailleuses en garderie.

À la CEQ, la présidente, Lorraine Pagé, a plaidé en faveur de l'équité salariale, autant pour le personnel féminin de la fonction publique fédérale et provinciale que pour les femmes qui travaillent dans l'entreprise privée et les travailleuses en garderie. Les professeurs de la CEQ, majoritairement des femmes, négocient présentement l'équité salariale avec le gouvernement Bouchard.

À la CSN, la première vice-présidente, Claudette Carbonneau, a noté que « des milliers de travailleuses sont à nouveau au front cette année, reprenant le flambeau de celles qui, avant elles, l'ont fait pour la reconnaissance de la valeur du travail des femmes ».

C'est au tour des hommes d'agir



PHOTO, AP
Bianca Jagger était au nombre des militantes féministes et des célébrités à avoir accepté de participer à la vidéoconférence organisée par l'ONU.

Associated Press
NATIONS UNIES

À l'occasion de la Journée internationale des femmes, une vidéoconférence organisée par l'ONU a réuni pendant trois heures des victimes, des militantes, des responsables politiques et des célébrités comme Julie Andrews et Bianca Jagger.

Tous les intervenants ont tenté d'imaginer un monde délivré de la violence contre les femmes, que le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a qualifiée de « violation la plus honteuse des droits de l'homme ».

Même si les participants, qui s'exprimaient depuis New York, Nairobi, New Delhi et Strasbourg, ont reconnu que des progrès avaient été constatés ces dernières années, ils ont été unanimes pour estimer que beaucoup reste à faire, en particulier par les hommes.

« La pandémie de violence contre les femmes et les filles ne pourra pas être arrêtée sans un activisme concentré et déterminé de la part des hommes », a souligné Noeleen Heyzer, directeur exécutif du Fonds de développement des Na-

tions unies pour les femmes, organisateur de la vidéoconférence.

Selon une étude de la Banque mondiale, entre un quart et la moitié des femmes ont déjà été battues par leur partenaire. Aux États-Unis, une femme est victime de la violence conjugale toutes les 15 secondes, selon les chiffres du FBI.

Exemple des souffrances endurées par les femmes, Athanasie, une Rwandaise mère de quatre enfants, a raconté qu'elle avait été violée tous les jours pendant des mois par des militaires hutus pendant le génocide de 1994. « Ma plus grande souffrance était d'entendre les pleurs de ma fille de 12 ans quand elle était violée derrière notre maison », a-t-elle expliqué.

D'autres intervenants ont délivré un message d'espoir. Alpana Chandola, une jeune Indienne, a été privée de nourriture, violée et rejetée du domicile de son mari parce que sa famille ne pouvait pas financer sa dot.

Malgré les menaces, elle poursuit ses bourreaux en justice. « Mon conseil aux jeunes filles est de rester financièrement indépendantes », a souligné Alpana Chandola.

Arts et spectacles

Des Jutra qui ne feront pas vendre le cinéma québécois

TÉLÉVISION



Louise Cousineau

Un gala télévisé passe mieux quand la remise de prix est enrobée d'une fête pour le public. Les Jutra, qui ont fait leur entrée dimanche soir à TVA, n'avaient pas grand chose de la fête. Sauf pour François Girard qui en est reparti couvert de prix pour *Le Violon rouge*.

Il y avait un problème de concept et d'animation. Or, Rémy Girard était aux deux postes. Un excellent acteur qu'on a toujours vu bien jouer, même dans des textes imbuables comme *Maman chérie*. Mais comme animateur de gala et concepteur — il partageait la tâche avec José Fortier — il faudra passer.

Pour son numéro du début, on a manifestement plus travaillé sur le costume représentant tous les films que sur les textes. Le reste des enchaînements a été quelconque : on voulait nous faire connaître la tyrannie des différents corps de métier du cinéma. Ce fut très ordinaire.

Il y a une vieille inimitié chez nous entre le cinéma et la télévision, le premier méprisant la seconde. Si on veut continuer à nous offrir des galas de cinéma, qu'on laisse donc les gens de télévision faire l'organisation et le concept du spectacle. Depuis le temps qu'elle

en diffuse, notre télé commence à savoir faire des galas qui se tiennent.

À part le discours de remerciement de Marcel Sabourin, à qui on a rendu hommage, on n'a ressenti aucun plaisir particulier à regarder cette longue émission. Les Césars français samedi soir avaient beaucoup plus d'allure et d'esprit. L'animateur, Antoine de Caunes, qui était en nomination comme meilleur acteur, a livré quand même le discours qu'il avait préparé même s'il n'a pas gagné. Et les robes des femmes étaient nettement plus belles. Jacques Villeret, par contre, aurait eu avantage à avoir un « infirmier » comme Robert Charlebois pour lui aider à monter les marches.

Bref, les Jutra ont du chemin à faire pour nous persuader que notre cinéma vaut la peine d'être fréquenté. En bout de ligne, c'est de cela qu'il s'agit. Autrement, on va se remettre à penser que le cinéma québécois est inféquentable.



PHOTO DENIS COURVILLE, La Presse

Le président de l'ANEL, Pascal Assathiany, et la ministre des Relations internationales du Québec, Louise Beaudoin, assistaient hier soir au lancement de l'expédition culturelle en terre française.

Salon du livre de Paris: pas sorti du bois...

MARIO ROY

Les Français y tenaient absolument : une reconstitution de... forêt québécoise accueillera les 220 000 visiteurs attendus au Salon du livre de Paris, la semaine prochaine, où le Québec est l'invité d'honneur. Cette forêt sera garnie d'originaux et de castors empaillés — on a cependant échappé, sans doute de justesse, à la *shed* en bois rond !

Dans la même veine, les éditeurs d'ici ont cru bon de publier un *Petit lexique d'expressions québécoises* (54 pages), sans doute destiné à leurs interlocuteurs parisiens, à l'aide duquel ceux-ci pourront justement informer ceux-ci que « Tsu va toute trouver ça dans' shède » signifie : « Tu vas trouver tout ce qu'il te faut dans la remise. »

Ces initiatives, disons... folkloriques, présentent un étonnant contraste avec le design nettement plus moderne des deux stands que le Québec occupera au Salon. Les maquettes de ces stands ont été présentées, hier, lors d'un événement destiné à lancer officiellement cette exceptionnelle expédition culturelle en terre française, en présence d'une bonne partie des quelque 400 personnes, surtout éditeurs et auteurs, qui seront du voyage. Le stand thématique, en particulier, haut en couleurs, meuble un espace de 250 mètres carrés de présentoirs, de murs à projection et de bornes interactives — ayant plus ou moins la forme de pylônes, une autre de nos spécialités ! — destinées à présenter la culture, la géographie, l'histoire, la technologie et la so-

ciété québécoises. Le stand librairie occupe quant à lui 300 mètres carrés et offrira 4000 titres aux visiteurs.

La ministre française de la Culture, Catherine Trautman, ainsi que le président du Syndicat national de l'édition, Serge Eyrolles, se sont adressés à l'assemblée par la voie d'un enregistrement magnéto-

scopique. Le président de l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL), Pascal Assathiany, a pour sa part, rappelé qu'il serait nécessaire, à Paris, de sensibiliser les éditeurs français à la question des droits territoriaux, le milieu local du livre se sentant parfois envahi par la puissante machine de l'édition hexagonale. En terme de ventes, on sait que le Québec compte à plus ou moins long terme doubler ses exportations en France, qui ne sont actuellement que de 11 millions annuellement (par rapport à des importations de près de 80 millions).

Enfin, la ministre des Relations internationales du Québec (et ex-ministre de la Culture), Louise Beaudoin, a dit estimer que l'un des principaux mandats qui lui échoit dans ses nouvelles fonctions est précisément de promouvoir la culture à l'étranger. Si cette présence au Salon parisien s'avère fructueuse, comme on peut le prévoir, « nous penserons à récidiver dans d'autres pays amis, peut-être même au Canada, sait-on jamais... »

Stanley Kubrick est mort de cause naturelle, selon l'autopsie

Agence France-Presse LONDRES

L'autopsie du corps du réalisateur américain Stanley Kubrick, décédé dimanche en Angleterre à l'âge de 70 ans, a révélé une mort de cause naturelle, a indiqué hier la police britannique.

Aucune autre précision n'a toutefois été apportée sur les raisons du décès. La décision de pratiquer une autopsie répondait à une pro-

cédures de routine dans les cas de mort subite. « Les circonstances ne sont pas suspectes et il n'y aura pas d'enquête », a précisé le porte-parole de la police.

La famille de l'auteur de *2001, l'Odyssée de l'espace* et *Orange mécanique*, avait annoncé le décès brutal du réalisateur à son domicile anglais du Hertfordshire, au nord de Londres, sans préciser les circonstances de sa mort.

La France s'intéresse au JourNul de François Pérusse

L'humoriste François Pérusse a une marque de commerce : il parle plus vite que tout le monde depuis neuf ans. Voilà que depuis le 8 février, sa nouvelle série *Le JourNul* qui passe quotidiennement à TVA, est le dessin animé le plus rapide au monde. Une première dans le monde de la télé. Une minute d'animation révolutionnaire.

Ses textes partent à minuit de Saint-Bruno via l'ordinateur. Le CD des voix aussi. À 4 h, le réalisateur Normand Rompré commence à penser à son scénario. À 8 h, chez KliK Animation, une équipe d'une quinzaine de jeunes cracks de l'ordinateur sont à l'oeuvre. La capsule d'une minute est livrée en après-midi à TVA, qui la diffusera à 18 h 29 après le 18 heures. Avec reprises après le 22 h et le lendemain à LCN.

La rapidité d'exécution, c'est grâce à un acteur, que vous ne verrez jamais en ondes. Karl-Patrice Dupuis — il a fait des publicités, notamment celle des préhistoriques qui découvrent le fromage — fait les mouvements des trois journalistes du *JourNul*. Il a 17 sens sur lui et plein de fils qui captent ses gestes de la tête et des bras. Plus besoin de dessiner chaque mouvement, ce qui prendrait une semaine. Ils sont filmés et les cracks de l'ordinateur feront le reste, depuis les expressions des visages jusqu'aux vêtements, en insérant en plus des photos des vedettes de l'actualité. Et en synchronisant le son de François Pérusse.

KliK, qui a développé le procédé, a pour président Yves St-Gelais, qui fut, il y a quelques années, l'homme en jaune et à grosses moustaches qui animait *SOS Télé* à TQS. Une sorte de bon samaritain qui dépannait les gens en difficulté.

François Pérusse, 37 ans, est un drôle de numéro. Après avoir triomphé ici avec son invention radiophonique *Les Deux minutes du peuple*, il fait depuis deux ans carrière à la radio en France et en Belgique. Tout ça depuis Saint-Bruno.

Le JourNul met en scène trois personnages : le lecteur de nouvelles Sébastien Tobin, le correspondant toujours perdu Tristan Direct et le chroniqueur sportif Oscar Aubut. L'actualité quotidienne est la source d'inspiration, depuis le Brochu de Notre-Dame jusqu'aux lamentables performances du Canadien. Sans oublier les faits et gestes de nos politiciens.

Pas de gros mots. Pas de vulgarité. Mais un regard incisif et plein de jeux de mots.

L'humour radiophonique de Pérusse s'étant magnifiquement exporté, on peut supposer que *Le JourNul* le sera aussi. Hier, son agent Pierre Dumont confirmait que la France est intéressée et que plein de pays ont l'oeil sur la nouvelle technologie.

François Pérusse, qui travaille déjà très fort, pourrait



François Pérusse et son lecteur de nouvelles Sébastien Tobin.

peut-être faire une édition française.

Le contrat avec TVA va jusqu'en juin. Coûts et profits ? Grand silence. François Pérusse, qui a décidé d'essayer la télévision pour retrouver l'excitation de ses débuts à la radio, finit par admettre que ses radios en Europe sont plus payantes que ses télévisions ici.

Pour l'instant.

Lifschitz et Niquet, en attendant Manon

MUSIQUE



Claude Gingras

L'Orchestre Symphonique de Montréal ne donne pas de concerts cette semaine. Il répète *Manon*, de Massenet, qui prend l'affiche de l'Opéra de Montréal samedi soir, 20 h, salle Wilfrid-Pelletier de la Place des Arts.

L'ouvrage le plus célèbre de Massenet sera présenté dans une nouvelle production — scénographie de Michel Beaulac et Bernard Uzan, mise en scène de Bernard Uzan — dévoilée en avril dernier à Detroit mais non encore vue à Montréal.

Deux chanteurs français dans la distribution : Maria d'Aragnès en frivole Manon et Didier Henry en Lescaut, son cousin et complice. En chevalier des Grieux, l'amant de Manon, on retrouvera le ténor mexicain Fernando de la Mora, qui était Alfredo dans *La Traviata* plus tôt cette saison. L'OSM accompagnera le spectacle, sous la direction de David Agler, dont on se rappelle la participation à *Jenufa*, de Janáček.

L'OSM reprend ses concerts mardi et mercredi prochains, avec *Das Lied von der Erde*, de Mahler. Le mardi, l'Opéra de Montréal annoncera la programmation de sa prochaine saison, qui sera au 20^e. Le lendemain, ce sera au tour de l'OSM de dévoiler les détails de sa saison 1999-2000 ainsi que le nom du nouveau « commanditaire en titre » de l'orchestre.

Concours de composition

La finale du 13^e Concours national des Jeunes Compositeurs, organisé par Radio-Canada, se déroule demain et jeudi soir, 20 h, à la salle Pierre-Mercure, et sera diffusée en direct les deux soirs aux réseaux français et anglais.



Constantin Lifschitz en récital vendredi soir.

Le programme de demain soir est consacré à l'électroacoustique et groupera des travaux de Hugo Arsenault, Gordon Fitzell et Pierre Alexandre Tremblay. Le programme de jeudi réunit six oeuvres de musique de chambre jouées par l'Ensemble de la Société de Musique contemporaine du Québec, dir. Walter Boudreau. Les auteurs : Scott Edward Godin, J. Peter Koene, Éric Morin, Justin Mariner,

Yannick Plamondon et Ana Sokolovic.

Lifschitz et Niquet vendredi

Retour du jeune pianiste russe Constantin Lifschitz vendredi soir, 20 h, salle Pierre-Mercure. Et, comme lors de son précédent récital, en 1997, enregistrement de l'événement par la marque Palexa, qui en tirera un disque. Le programme : *Concerto italien* de Bach, *Rondos op. 51* et *Sonate op. 28 (Pastorale)* de Beethoven, *Carnaval* de Schumann et groupe d'oeuvres de William Byrd.

Les Russes semblent donner dans la musique ancienne depuis quelque temps. Grigory Sokolov, qui jouera au LMMC le 21 mars, a aussi inscrit du Byrd à son programme.

Vendredi soir également, 20 h, ainsi que le lendemain, même heure, à Redpath Hall, et dimanche, 14 h, au Centre canadien d'Architecture, l'Ensemble Arion augmenté d'instrumentistes et de chanteurs présente un programme Bach dirigé par Hervé Niquet, le chef du Concert Spirituel, de Paris.

Programme : Messes BWV 234 et 236 et Cantate no 73.

Départ de Vernon

Timothy Vernon prendra un congé d'un an de son poste de chef de l'Orchestre symphonique des étudiants de McGill. Son concert de départ aura lieu le jeudi 8 avril, à l'église Saint-Jean-Baptiste, et comprendra la quatrième Symphonie de Mahler et, de Richard Strauss, les *Vier letzte Lieder* et le deuxième Concerto pour cor. Solistes : les sopranos Leslie Michaels (Mahler) et Ann Rowe (Strauss) et le corniste Louis-Philippe Marsolais.

Le « Met » à la radio

Khovanchchina, de Moussorgsky, est l'opéra à l'affiche de la radiodiffusion en direct du Metropolitan de New York samedi, 13 h 30, CBF-FM. Dans les principaux rôles : Paata Burchuladze, Dolora Zajick, Vladimir Bogachov et Nikolai Putin. Au pupitre : Louis Bilodeau et jeu-questionnaire.

SPECTACLES

Salles de répertoire

APRIL
Cinémathèque québécoise (salle Claude-Jutra): 19h.
COULEURS DE L'AMOUR (LES)
Cinémathèque québécoise (salle Fernand-Séguin): 20h.

THÉÂTRE DU RIDEAU VERT
(4664, St-Denis)
Le vrai monde?, de Michel Tremblay. Mise en scène de Martin Beaulieu. Avec Steve Gagné, Linda Sogini, Raymond Legault, Christiane Pasquier, Isabel Richer, Serge Mandeville et Maude Guérin.

Montréal Polychrome : nos musiques du monde passées en revue

ALAIN BRUNET

Yves Bernard récidive avec Montréal Polychrome. Le pionnier montréalais des émissions radiophoniques consacrées aux musiques du monde termine le millénaire en proposant 50 épisodes traitant des musiques d'ici. Celles issues de l'immigration. Celles qui battent quotidiennement sur cette île.

Yves Bernard a amorcé cette série d'émission dans les studios de CIBL (101,5 FM) pour ensuite se déplacer au Zest, au 2100 de la rue Bennett. Chaque mardi, un thème y est abordé devant public, des musiciens s'y produisent, des personnes ressources s'y prononcent et on diffuse le contenu de Montréal Polychrome le dimanche suivant sur les ondes de CIBL — de 19 h à 20 h 30.

depuis les débuts de la colonisation. Je me suis ensuite rapproché de la période actuelle », explique Bernard.

« Ce soir, on mettra en valeur la musique celtique d'ici. Les invités seront le chanteur et guitariste Kirk MacGeachy, la harpiste Johanne Saint-Laurent, Allan Jones à la cornemuse. Stéphanie Shine, qui anime elle-même une émission celtique à la station universitaire CKUT, sera invitée comme personne ressource.

Montréal Polychrome est un projet parainé conjointement par CIBL et l'organisme Faïves de la musique, à qui l'on doit notamment les Francouvertes et Forum des musiques amplifiées.

Concert... en note
CONSEIL QUÉBÉCOIS DE LA MUSIQUE
En collaboration avec La Presse

10 mars 1999
BRETT POLEGATO, baryton et MICHAEL MCMAHON, piano
Mélodies de Poulenc, Vaughan Williams, John Ireland, Debussy et Britten

10 et 11 mars 1999
SMCQ - 13e concours national des jeunes compositeurs de Radio-Canada
Lise Beauchamp, hautbois, Marc Couroux, piano

Samedi 13 mars
CONCERT FAMILIAL DE L'OSCM
directeur artistique : Daniel Constantineau
La Symphonie des Jouets de Léopold Mozart

Prenez bonne note !
Réservé aux membres du CONSEIL QUÉBÉCOIS DE LA MUSIQUE
Dates de parution : tous les mardis

IMAX

IMAX (Vieux-Port)
SUR LA PISTE DES ÉLÉPHANTS D'AFRIQUE - L'AUTRE DIMENSION: 10h15, 12h15, 16h15, 21h15

Danse

PISCINE-THÉÂTRE DU DÉPARTEMENT DE DANSE DE L'UQAM (840, Cherrier E.)
Mardi Gras, de Marie-Julie Asselin, French Kiss, d'Isabelle Chevrier, et Aide-mémoire pour le prochain millénaire, de Dave St-Pierre.

Musique

CHAPELLE HISTORIQUE DU BON-PASTEUR
Ensemble du Conservatoire: 20h.

Théâtre

PLACE DES ARTS (Cinquième salle)
L'Asile, de Dominic Champagne. Avec Monique Mercure, Marie Brassard, Julie Castonguay, André Barnard: 20h.

THÉÂTRE DES VARIÉTÉS

(4530, Papineau)
Le Système Ribadier, de Georges Feydeau. Mise en scène de Janine Sutto. Avec Dorothee Beryman, Vincent Bilodeau, Gilles Latulippe, Jean-Guy Vliet, Yvan Benoit et Manon Milette.

THÉÂTRE DE LA VILLE

(180, de Gentilly E., Longueuil)
Madame Blavatsky, spiritie, de Jovette Marchessault. Avec Catherine Bégin, Anouk Simard, Robert Lavoie, Paul Dion et Michel André Cardin.

THÉÂTRE DE L'ESQUISSE

(1650, Marie-Anne)
L'Enfant des Étoiles, d'Antoine de Saint-Exupéry. Mise en scène de Gerardo Sanchez. Avec Sylvie Belleau, Mireille Lévesque et Serge Pilotte.

CABARET

(2111, St-Laurent)
Cabaret: dès 21h.

CAFÉ SARAJEVO

(2080, Clark)
Thomas Hellman et Noloud: 20h.

FOLIES SARAJEVO

(2074, Clark)
Swing Our Soul: 21h.

CAFÉ CHAOS

(1637, St-Denis)
DJX. Caisne: 22h.

KOJI'S KAIZEN

(4120, Ste-Catherine O.)
Greg Clayton et Glenn Bradley: dès 21h.

WAX

(3481, St-Laurent)
Vincent Potel: 22h.

À L'ÉCART

(245, St-Jean, Longueuil)
Eva: 20h.

CAFÉ SARAJEVO

(2080, Clark)
Thomas Hellman et Noloud: 20h.

FOLIES SARAJEVO

(2074, Clark)
Swing Our Soul: 21h.

CAFÉ CHAOS

(1637, St-Denis)
DJX. Caisne: 22h.

KOJI'S KAIZEN

(4120, Ste-Catherine O.)
Greg Clayton et Glenn Bradley: dès 21h.

WAX

(3481, St-Laurent)
Vincent Potel: 22h.

À L'ÉCART

(245, St-Jean, Longueuil)
Eva: 20h.

29E SALON INTERNATIONAL DE 'ÉSOTÉRISME DE MONTRÉAL
LIVRES, MEDIUMS, ASTROLOGIE, SANTE, HEALING, AURAS
Prix d'entrée : 12 mars 16h - 23h Adultes : 7,50 \$ 13 mars 11h - 22h

MARDI & MERCREDI 5
CINÉMAS GUZZO
REPRÉSENTATION AVANT 18H00
PRIX RÉDUIT DANS TOUS NOS CINÉMAS

Le PARADIS 514-354-3110
MEGA-PLIX TASCHEREAU 18 450-923-5566
MEGA-PLIX PONT-VAIU 16 450-967-4455

STE-THERÈSE 450-979-4444
LACORDAIRE 11 514-354-3000
TERREBONNE 8 450-471-6644

Toutes les 7 minutes, quelq'un meurt d'une maladie cardiovasculaire ou d'un accident vasculaire cérébral.
FONDATION DES MALADES DU COEUR
Donnez. (514) 871-1551 ou 1 800 567-8563

VOTRE SOIRÉE DE TÉLÉVISION

par Louise Cousineau

16:00 (2) - Budget provincial
Le ministre Bernard Landry annonce combien il viendra chercher dans nos poches. Achetez vos cigarettes cet avant-midi.
19:00 (2) - Virginie
L'abominable Bazinet (Pierre Curzi) sera humilié dans les douches.
19:30 (2) - La Facture
Oublié, le rabais d'Hydro pour la thermopompe; racket de fauteuils roulants: usagés vendus comme neufs.
20:00 (17) - Parfum de femme
L'original avec Vittorio Gassman, pas le remake avec Al Pacino qui était par ailleurs excellent.
20:00 (RDI) - Grands reportages
Visite chez la poupée Barbie et sa créatrice Ruth Handler.
20:30 (65) - Black-out
Les films pornos québécois et les nouvelles possibilités offertes sur Internet.
21:00 (2) - Enjeux
Sujet: le don d'organes. Les dirigeants d'hôpitaux manquent de formation pour récupérer les organes des cadavres. Les conséquences.
21:00 (CJ) - Biographies
Celle de la comédienne et metteure en scène Janine Sutto.
22:30 (10) - Le Poing J
Invités: Michel Tremblay, Claude - Dieu reçoit - Legault, Pascal Forget, des Sceptiques du Québec et l'ex-ténacière de bordel Georgette Lord, 85 ans.
23:30 (17) - Corpus Christi
Premier d'une série de 12 documentaires sur Jésus et les origines du christianisme. Plain d'experts confrontent leur point de vue.

Table with 14 columns: Time slot, Channel, Program Name, Description, and CF/VD ratings. Rows include programs like 'Ce soir', 'Le TVA', 'Macaroni tout garni', 'La fin du monde', 'Pulse', 'News', 'Newswatch', 'M*A*S*H', 'News', 'Newshour', 'Northern Exposure', 'The Mt Jazz Festival', 'Express...', 'Contact Animal', 'CNN WorldView', 'Power Hour', 'Little Lulu Show', 'Home Improv.', 'Global News', 'Way We Were', 'Gentle Doctor', 'Pop-up Video', 'Interfax', 'Musimax Collection', 'News', 'Budget Qc', 'Chall. Kanada', 'Party of Five', 'Télétoon', 'Off the Record', 'Voilà Paris', 'Êtes-vous libre?', 'Addams Family'.



Barbie

CÂBLE: A & E = ARTS AND ENTERTAINMENT - CÂBLE 9 V = CÂBLE 9 VIDÉOTRON - CNN = NOUVELLES - DISC = DISCOVERY - MM = MUCH MUSIC - MP = MUSIQUE PLUS - MMAX = MUSIMAX - NW = NEWSWORLD - RDI = RÉSEAU DE L'INFORMATION - RDS = RÉSEAU DES SPORTS - TLC = THE LEARNING CHANNEL - TSN = THE SPORT NETWORK - TV5 = TÉLÉVISION INTERNATIONALE - YTV = YOUTH TV

Arrangé par e gars des vues?

Au départ, la soirée des Jutra se voulait une sorte de déclaration d'indépendance. Une façon de dire aux organisateurs des Genies de Toronto: « Puisque vous n'êtes pas capables d'apprécier nos films à leur juste valeur, puisque vous ne comprenez pas ce nous sommes, on prend nos cliques et nos claques et on s'en va. Faites vos affaires de votre côté, nous désormais on fait les nôtres chez nous. »

En bout de piste pourtant, la déclaration d'indépendance s'est muée en réplique redondante, voire en remake québécois d'un film canadien. En effet, à Toronto comme à Montréal, le *Red Violin* de François Girard a presque tout raflé: huit trophées aux Genies et neuf aux Jutra.

Les honneurs étaient mérités, cela ne fait aucun doute. À partir d'un petit bout de bois, François Girard a fait un travail colossal et accouché d'un film touchant et maîtrisé qui mérite toute notre admiration.

N'empêche. Le fait que deux industries, pour ne pas dire deux cultures, s'entendent pour couronner un même film indique deux choses. D'abord qu'en matière de goûts et d'attentes cinématographiques, le Canada et le Québec ne sont pas si distincts que cela. Deuxièmement, s'ils s'entendent à ce point, pourquoi dépenser des milliers de dollars supplémentaires pour faire double emploi? Avait-on vraiment besoin de deux soirées de gala avec le gros orchestre, les paillettes et les noeuds papillons, pour nous répéter à quel point le *Red Violin* est bon et bien fait?

J'entends Roger Frappier, l'instigateur des Jutra, répliquer qu'une fois n'est pas coutume. Ce n'est pas parce que le Québec et le

Canada étaient sur la même longueur d'ondes cette année qu'ils le seront à l'avenir. Pour peu qu'il y ait l'année prochaine aux Genies un film canadien anglais de qualité, le vote majoritairement anglophone éclipsera d'office toutes les productions québécoises, aussi excellentes soient-elles.

Je connais la chanson. Je suis même prête à convenir qu'elle distille une part de vérité. Reste qu'il n'est pas arrivé souvent dans l'histoire des Genies que Toronto ignore les grands crus québécois. Notez que je parle de GRANDS CRUS et non de films ordinaires ou moyens. *Le Déclin*, *Les Bons Débaras*, *Jésus de Montréal*, *Mon oncle Antoine* et *Un zoo*, la nuit, ont tous connu leur heure de gloire à Toronto. Bien sûr, il y a eu des ratés, des injustices, un vent de chauvinisme qui a parfois soufflé à la faveur des Egoyan, Kronenberg ou Rozema. Mais est-ce une justification suffisante pour tenir deux galas séparés? Et surtout, que feront les organisateurs des Jutra l'année où les films québécois seront tous unilatéralement moyens? Couronneront-ils le moins moyen des cinq ou annuleront-ils la soirée, faute de compétition?

La question est hypothétique. Reste qu'avec une production familiale de seulement vingt longs métrages par année et un passé pas toujours glorieux, la question se pose.



Nathalie PETROWSKI

Mais soyons honnêtes. Jusqu'à dimanche soir, j'étais prête à jouer le jeu des Jutra, rebaptisés les Roger en hommage ironique à son président. Jusqu'à dimanche soir, j'étais convaincue qu'une fête en famille serait un excellent tremplin publicitaire pour le cinéma québécois. Que le public y découvrirait les arcanes d'un milieu mal connu. Et surtout qu'il y attraperait la piqûre du cinéma québécois.

Malheureusement, au bout d'une heure de Jutra, je n'avais plus le goût de jouer le jeu tellement je cognais des clous. Quant au public québécois, j'imagine qu'il a suffi qu'il entende le premier monologue long et plat, livré nerveusement par Rémy Girard, pour qu'il déserte massivement TVA.

Dieu qu'on s'est pris au sérieux pendant cette interminable soirée placée sous le signe de la lourdeur, de la gravité et du deuil des grands disparus du cinéma québécois. J'ai rarement vu un gala télévisé manquer à ce point d'énergie, d'humour, de pep et de fantaisie. Étaient-ils tous sur le prozak pour arborer, sur scène comme dans la salle, une telle tête d'enterrement, une telle absence de plaisir et d'émotion?

À croire que faire du cinéma au Québec n'est pas un art, un métier ou un bonheur. C'est un long chemin de croix, un tunnel sans fin qui ne débouche jamais sur la lumière mais plus souvent qu'autrement sur un cimetière.

N'eût été des incantations de Marcel Sabourin, le seul être vivant et allumé de la soirée, les Jutra auraient pu se dérouler dans un salon funéraire qu'on n'aurait pas vu la différence.

Pour mesurer l'ampleur du désastre, il suffisait de zapper à CBC où les Junos cassaient la baraque dans une atmosphère survoltée. Pour une fois, les Canadiens anglais, eux, l'avaient, l'affaire.

Le phénomène est d'autant plus étonnant que l'équipe de production des Jutra réunissait les mêmes gens qui habituellement produisent les galas de l'ADISQ, des Géméaux ou des MétroStar.

Comment expliquer un tel décalage entre les galas sympathiques et rigolos qu'ils ont déjà signés et l'ennui généralisé des Jutra. Est-ce parce qu'ils ne savaient pas comment rendre la magie du cinéma à la télé? Parce qu'ils étaient fatigués et en panne d'inspiration? Parce que le gars des vues leur a fait faux bond?

Nous ne connaissons sans doute jamais la vraie réponse. Chose certaine, si les Jutra doivent vivre et prospérer, il va falloir à tout prix dynamiser l'entreprise, couper les commentaires insipides des commanditaires, cesser de pleurer nos chers disparus et commencer à célébrer un art qui, jusqu'à preuve du contraire, est encore vivant. Mais avant cela, il va surtout falloir continuer à produire de grands films comme *Le Violon rouge*. Autrement, la soirée des Jutra sera moins un gala qu'une société d'adoration mutuelle où le passeport québécois comptera plus que la qualité du cinéma.

La plainte contre le film *Tueurs nés* jugée valable

Associated Press WASHINGTON

Dans un jugement qui pourrait faire date dans le domaine de la liberté d'expression, la Cour suprême des États-Unis a autorisé hier la plainte contre le film *Tueurs nés* (*Natural Born Killers*) d'Oliver Stone.

La justice de l'État de Louisiane va donc pouvoir instruire la plainte de la famille de Patsy Byers, une vendeuse grièvement blessée le 8 mars 1995 au cours du braquage de son magasin par deux tueurs qui

ont avoué avoir été inspirés par le scénario du film. Laisée tétraplégique, la vendeuse est décédée peu de temps après d'un cancer.

Soutenus par une vingtaine d'associations professionnelles, Oliver Stone et Time Warner avaient déposé un recours devant la Cour suprême au nom de la liberté d'expression.

Sorti en 1994 aux États-Unis, *Tueurs nés* raconte l'histoire d'un couple entraîné dans une spirale de violence et qui tue des dizaines de personnes.

LES CINÉMAS FAMOUS PLAYERS
ÉCRAN GÉANT QUALITÉ DU SON GRANDE DIFFÉRENCE

REPRÉSENTATIONS AVANT 19H00
5.00 LUN. à VEN. • 6.50 SAM. - DIM.
5.00 CIGARETTES (G) 12.50 3.45 6.40 9.40

MARDI 5.00 TOUTE LA JOURNÉE
MERCREDI 5.00 TOUTE LA JOURNÉE
F.R.B. POINTE-CLAIRE, VERSAILLES, LAVAL
ANGRIGNON et F.R.B. GREENFIELD PARK

HORAIRES DU 7 au 11 MARS • INFO-FILM: 866-0111 • www.famousplayersmovies.com

CENTRE LAVAL 12 1600 La Corbuserie
Tél: (450) 668-7776

SHAKESPEARE IN LOVE (G) dim, mar, mer 12:00-4:00 / 7:00-9:35 lun, jeu 7:00-9:35
SHE'S ALL THAT (G) dim, mar, mer 1:05-3:15-6:50 / 9:05 lun, jeu 9:00-9:50
BABAR: LE ROI DES ÉLÉPHANTS (G) dim, mar, mer 12:45-2:45-4:55
UNE VIE DE BESTIOLE (G) dim, mar, mer 12:30-2:30-4:30-6:30-8:30-10:30
L'AUTRE SOEUR (G) dim, mar, mer 12:50-1:30-3:35-4:10-6:45-7:10-9:25-9:45 lun, jeu 7:25-9:45

GREENFIELD PARK FAMOUS PLAYERS 8 5000 boul. Taschereau 672-2229

BABAR: LE ROI DES ÉLÉPHANTS (G) dim, mar 12:30-1:00-2:30-5:10
RUSHMORE (G) 9:30
MY FAVORITE MARTIAN (G) dim, mar 12:50-2:50-5:00-7:25 lun, jeu 5:00-7:25
THE OTHER SISTER (G) dim, mar 1:10-4:05-7:05-9:40 lun, jeu 7:05-9:40
ELIZABETH V.F. (13+) 7:15-9:55
PAYBACK (16+) dim, mar 1:40-3:50-7:20-9:40 lun, mer 7:20-9:40
LE RÉGLEMENT (16+) dim, mar 4:50-7:10-9:25 lun, mer, jeu 7:10-9:25
MESSAGE IN A BOTTLE (G) dim, mar 12:00-4:10-6:55-9:45 lun, mer, jeu 6:55-9:45
ANALYZE THIS (G) dim, mar 1:20-2:00-3:45-4:45-7:00-7:30-9:10 lun, mer, jeu 7:00-7:30-9:30-10:00

POINTE-CLAIRE FAMOUS PLAYERS 8 185 boul. Hymus 697-8095

SHAKESPEARE IN LOVE (G) dim, mar, mer 12:30-3:15-7:00-9:35 lun, jeu 7:00-9:35
BLAST FROM THE PAST (G) dim, mar, mer 12:00-2:40-4:45-7:10-9:45
BABAR: LE ROI DES ÉLÉPHANTS (G) dim, mar, mer 12:50-2:30-4:45-7:10-9:45
L'AUTRE SOEUR (G) dim, mar, mer 1:15-4:05-7:05-9:55 lun, jeu 7:05-9:55
JAWB & MONSTERS (13+) dim, mar, mer 1:00-3:30-7:15-9:40 lun, jeu 7:15-9:40
SAVING PRIVATE RYAN (13+) dim, mar, mer 4:30-9:30 lun, jeu 9:00
RUGRATS: LE MOVIE (G) dim, mar, mer 12:10-10:00 lun, jeu 7:40-10:00
200 CIGARETTES (G) dim, mar, mer 12:40-3:00-5:20-7:35-9:50 lun, jeu 7:35-9:50

DORVAL 260, ave. Dorval 631-8586

Entrée générale: 6\$ MARDI et MERCREDI EN TOUT TEMPS 4\$ Enfants et Age d'Or 4\$ Matinées 4\$

BABAR: LE ROI DES ÉLÉPHANTS (G) dim, mar 12:00-4:00-6:50-9:40 lun, mer 7:20-9:40
BM (16+) dim 2:15-4:45-7:20-9:50 lun-jeu 7:20-9:50
CRUEL INTENTIONS (13+) dim 1:20-4:15-7:00-9:20 lun-jeu 9:00-9:20
SAVING PRIVATE RYAN (13+) (no ang) (G) (13 ans) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 12:40-2:40-5:10-7:40-9:40
200 CIGARETTES (no ang) (G) (13 ans) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 12:40-2:40-5:10-7:40-9:40
BABAR: LE ROI DES ÉLÉPHANTS (no ang) (G) (13 ans) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 12:40-2:40-5:10-7:40-9:40
L'ÉCRIVAIN (16+) dim, mar 1:40-3:50-7:20-9:40 lun, mer, jeu 7:20-9:40
LE RÉGLEMENT (16+) dim, mar 2:15-4:50-7:20-9:40 lun, mer, jeu 7:20-9:40
MESSAGE IN A BOTTLE (G) (13 ans) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:30-7:15-9:50 lun, mer, jeu 7:10-9:50
ANALYZE THIS (G) dim, mar 1:00-1:30-3:50-4:40-7:00-7:30-9:10 lun, mer, jeu 7:00-7:30-9:30-10:00

A l'affiche! F.R.B. POINTE-CLAIRE seulement **Pizza FAMOUS**

PARISIEN 866-3856
480, rue Ste-Catherine O

DOCTEUR AGAKI (13+) 12:30 3:30 7:00 9:30
UNE VIE DE BESTIOLE (G) 12:40
L'AUTRE SOEUR (13+) 12:40 2:30 4:40 7:10 9:40
EMPORTE-MOI (13+) 12:30 2:30 4:40 7:10 9:40
LA CLASSE DE NEIGE (13+) 2:50 5:00 7:30 9:50
LE VIOLON ROUGE (G) 1:10-4:00-6:50-9:20
MIL MILIMÈTRES (13+) 12:05 2:35 5:00 7:40 10:05
BILLETTS POUR DEUX (G) 1:30-4:10-6:20-9:10
LE RÉGLEMENT (16+) 1:20-3:50-6:40-9:10

ANGRIGNON 7077, boul. Newman 366-2463

SHAKESPEARE IN LOVE (G) 7:15-9:55
BABAR: LE ROI DES ÉLÉPHANTS (G) dim, mar 12:45-2:45-4:55
UNE VIE DE BESTIOLE (G) dim, mar 12:00-2:30-4:45-6:55-9:15 lun, mer, jeu 6:55-9:15
MY FAVORITE MARTIAN (G) dim, mar 1:15-4:05-7:05-9:40 lun, mer, jeu 7:05-9:40
THE OTHER SISTER (G) dim, mar 1:15-4:05-7:05-9:40 lun, mer, jeu 7:05-9:40
L'AUTRE SOEUR (G) dim, mar 12:40-3:30-7:00-9:45 lun, mer, jeu 7:00-9:45
OFFICE SPACE (no ang) (G) (13 ans) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 12:50-3:00-5:10-7:10-9:20
L'ÉCRIVAIN (16+) dim, mar 1:40-3:50-7:20-9:40 lun, mer, jeu 7:20-9:40
MESSAGE IN A BOTTLE (G) (13 ans) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:30-7:15-9:50 lun, mer, jeu 7:10-9:50
ANALYZE THIS (G) dim, mar 1:00-1:30-3:50-4:40-7:00-7:30-9:10 lun, mer, jeu 7:00-7:30-9:30-10:00

CENTRE EATON 705, Ste-Catherine O (Se étage) 985-5730

RED VIOLIN (G) dim-mar, jeu 1:00-3:50-6:30-9:30 mer 1:00-3:50-9:30
SHE'S ALL THAT (G) 12:15-2:30-4:40-7:00
TANGOS (Sous-titres anglais) (SAC) 12:40-3:20-7:10-9:50
GODS & MONSTERS (13+) 12:00-2:20-4:50-7:20-10:00
SAVING PRIVATE RYAN (13+) 9:15
JUST THE TICKET (G) 12:50-3:40-6:40-9:20
MESSAGE IN A BOTTLE (G) 12:30-6:50

VERSAILLES Place Versailles 363-7880

ELLE A TOUT POUR ELLE (G) dim, mar, mer 12:40-3:10-6:20-9:40 lun, mer, jeu 7:10-9:40
LA VIE EST BELLE (G) dim, mar, mer 1:15-4:15-7:10-9:35 lun, mer, jeu 7:10-9:35
INTRA-TERRISTRE (G) dim, mar, mer 1:30-4:30-7:30-10:30
SHE'S ALL THAT (G) 12:15-2:30-4:40-7:00-9:20
BABAR: LE ROI DES ÉLÉPHANTS (G) dim, mar, mer 12:30-3:30-6:30-9:30
LE PUISSANT JOE YOUNG (G) dim, mar, mer 12:15-3:15-6:15-9:15
L'AUTRE SOEUR (G) dim, mar, mer 1:00-4:00-7:00-9:30 lun, jeu 7:30-9:30
LE RÉGLEMENT (16+) dim, mar, mer 2:45-5:00-7:30-9:40 lun, jeu 7:30-9:40

LOEWS 954, rue Ste-Catherine O 861-7437

CELEBRATION (Sous-titres anglais) (13+) 12:20-2:40-4:40-7:00
CENTRAL STATION (Sous-titres anglais) (G) 4:30-6:30-8:30
RUSHMORE (G) dim-mar, jeu 12:15-2:25-6:00-7:40-9:50
THE OTHER SISTER (G) 12:30-2:40-6:50-9:35
PAYBACK (16+) 12:10-2:40-5:50-7:15-9:40
ANALYZE THIS (G) 12:00-2:20-4:50-7:30-10:00

SON DIGITAL

AMERICAN HISTORY X (16+) 12:50 3:30 6:50 9:50
THE FACILITY (13+) 12:20 2:40 5:10 7:30 9:50
WATER BOY (G) 12:20 2:40 4:40 7:20 9:40
ENEMY OF THE STATE (G) 12:40 3:20 6:40 9:30
VERY BAD THINGS (13+) 12:05 2:35 5:00 7:40 10:05
VIRUS (13+) 12:15 2:30 4:50 7:10 9:20

GUIDE HORAIRE CINÉPLEX ODEON
Prévisions de billetterie et informations (514) 849-8122

CINÉ-RABAIS MARDI ET MERCREDI 5.25\$ * 5.00\$ DANS CERTAINS CINÉMAS
Veillez prendre note que le guide horaire est sujet à changements sans préavis.

ACCÈS GRATUIT EN TOUT TEMPS
café BAR pizzeria

RÉSERVEZ NOTRE BAR L'Entracte & Révolution
jeux électroniques
TÉLÉPHONEZ-NOUS AU (514) 849-4422

NE MANQUEZ PAS LA SOIRÉE DES OSCARS SUR ÉCRAN GÉANT LE DIMANCHE 21 MARS DÈS 19H30 * AU BAR L'ENTRACTE DU QUARTIER LATIN
★★★ CONCOURS / PRIX DE PRÉSENCE / RÉSERVEZ TÔT (514) 849-8080 POSTE 333 ★★★

QUARTIER LATIN 350 rue Emery, coin St-Denis 849-FILM-111

PARI CRUEL (UNI) (v. française) (13 ans) / À L'AFFICHE SUR 2 ÉCRANS 12:20-1:10-2:40-3:30-5:10-6:15-7:35-8:45-9:55
Couche-tard: Ven. et Sam.: 11:55
ELLE A TOUT POUR ELLE (v. française) (G) / 12:30-2:45-5:05-7:20-9:35
Couche-tard: Ven. et Sam.: 11:55
HISTOIRES D'HIVER (v. française) (G) / 12:10-2:35-5:00-7:30-10:00
FÊTE DE FAMILLE (v. française) (13 ans) / 1:05-4:15-7:15-9:45
ELIZABETH (v. française) (13 ans) / 11:25-3:20-6:10-9:10
Couche-tard: Ven. et Sam.: 11:50
DINER DE COUS (LE) (v. française) (G) 12:00-2:10-4:25-6:55-9:20 Couche-tard: Ven. et Sam.: 11:30
VIE EST BELLE (LA) (v. française) (G) / 1:15-4:10-7:10-9:40

ANALYSE-MOI ÇA (v. française) (G) / 12:05-2:30-5:15-7:45-10:10
BOYS 2 (LES) (v. française) (G) / 9:25
BABAR: LE ROI DES ÉLÉPHANTS (v. française) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:20-2:25-4:20-6:55-9:25
BOUTEILLE À LA MER (UNE) (v. française) (G) / 12:50-3:40-7:05-9:50
PRINCE D'ÉGYPTE (LE) (v. française) (G) / 12:00
MINCE LIGNE ROUGE (LA) (v. française) (13 ans) / 1:15-5:45-9:15
INTRA-TERRISTRE (v. française) (G) / 12:40-2:45-6:55-9:25
SHAKESPEARE ET JULIETTE (v. française) (G) / À L'AFFICHE SUR 2 ÉCRANS 1:05-4:05-7:00-1:10-4:15-7:10-9:15-11:20-1:05-4:05-7:00-9:45-9:55
8 MILLIMÈTRES (v. française) (18 ans) / À L'AFFICHE SUR 2 ÉCRANS 1:00-1:30-4:00-6:30-9:10-9:40-10:00

DU 5 AU 11 MARS 1999

CENTRE-VILLE OUEST FAUBOURG PV (1616, rue Ste-Catherine - 849-FILM-127) 8 MILLIMÈTRES (no ang) (18 ans) / 1:55-2:45-7:30-9:45 CRUEL INTENTIONS (no ang) (13 ans) / 12:50-2:50-6:10-7:30-9:30 LIFE IS BEAUTIFUL (no. 9-titres anglais) (G) / 1:15-4:00-6:45-9:15 THEY RESIDE HERE (no ang) (13 ans) / 1:20-4:10-7:00-9:40 CAVENDISH (no ang) (G) / 1:15-4:00-6:45-9:15 MESSAGE IN A BOTTLE (no ang) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:40-7:20-9:20 SHAKESPEARE IN LOVE (no ang) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:40-7:20-9:20 CHOCOLAT (no ang) (G) / 1:15-4:00-6:45-9:15 CRUEL INTENTIONS (no ang) (13 ans) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:40-7:20-9:20 LE RÉGLEMENT (16+) (no ang) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:40-7:20-9:20 OCTOBER SKY (no ang) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:40-7:20-9:20 HILARY AND JACQUE (no ang) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:40-7:20-9:20 BABAR: LE ROI DES ÉLÉPHANTS (no ang) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:40-7:20-9:20 ANALYZE THIS (no ang) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:40-7:20-9:20 THE OTHER SISTER (no ang) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:40-7:20-9:20 LIFE IS BEAUTIFUL (no. 9-titres anglais) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:40-7:20-9:20 LE RÉGLEMENT (16+) (no ang) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:40-7:20-9:20	CENTRE-VILLE OUEST (SUITE) ATWATER PV (Place Alex-Nipon - 849-FILM-126) ELIZABETH (v. française) (13 ans) / 1:15-4:00-6:45-9:15 OFFICE SPACE (no ang) (G) / 12:10-2:35-5:00-7:30-10:00 BABAR: LE ROI DES ÉLÉPHANTS (no ang) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:40-7:20-9:20 BLAST FROM THE PAST (no ang) (G) / 1:30-7:00 OCTOBER SKY (no ang) (G) / 1:30-7:00 CENTRE-VILLE PV (2001, Université Mary McGill - 849-FILM-127) ADMISSION 5.00 partage de collations (après 17 ans) 3.00 partage de collations (après 17 ans) 2.00 partage de collations (après 17 ans) 1.75 partage de collations (après 17 ans) 1.50 partage de collations (après 17 ans) 1.25 OCTOBER SKY (no ang) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:40-7:20-9:20 HILARY AND JACQUE (no ang) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:40-7:20-9:20 BABAR: LE ROI DES ÉLÉPHANTS (no ang) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:40-7:20-9:20 ANALYZE THIS (no ang) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:40-7:20-9:20 THE OTHER SISTER (no ang) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:40-7:20-9:20 LIFE IS BEAUTIFUL (no. 9-titres anglais) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:40-7:20-9:20 LE RÉGLEMENT (16+) (no ang) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:25-4:40-7:20-9:20	RIVE SUD DINER DE COUS (LE) (v. française) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:30-2:25-5:20-7:30-9:15 / Lun, Mer, Jeu 7:15-9:50 AU COEUR DU MENSONGE (v. française) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:30-2:25-5:20-7:30-9:15 / Lun, Mer, Jeu 7:15-9:50 SHAKESPEARE IN LOVE (no ang) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:30-2:25-5:20-7:30-9:15 / Lun, Mer, Jeu 7:15-9:50 HISTOIRES D'HIVER (v. française) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:30-2:25-5:20-7:30-9:15 / Lun, Mer, Jeu 7:15-9:50 VIOLON ROUGE (LE) (v. 9-titres français) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:30-2:25-5:20-7:30-9:15 / Lun, Mer, Jeu 7:15-9:50 INTRA-TERRISTRE (v. française) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:30-2:25-5:20-7:30-9:15 / Lun, Mer, Jeu 7:15-9:50 VIE EST BELLE (LA) (v. française) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:30-2:25-5:20-7:30-9:15 / Lun, Mer, Jeu 7:15-9:50 PARI CRUEL (UNI) (no ang) (18 ans) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:30-2:25-5:20-7:30-9:15 / Lun, Mer, Jeu 7:15-9:50 ANALYSE-MOI ÇA (v. française) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:30-2:25-5:20-7:30-9:15 / Lun, Mer, Jeu 7:15-9:50 BOUTEILLE À LA MER (UNE) (v. française) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:30-2:25-5:20-7:30-9:15 / Lun, Mer, Jeu 7:15-9:50 8 MILLIMÈTRES (v. française) (18 ans) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:30-2:25-5:20-7:30-9:15 / Lun, Mer, Jeu 7:15-9:50 HISTOIRES D'HIVER (v. française) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:30-2:25-5:20-7:30-9:15 / Lun, Mer, Jeu 7:15-9:50 VIOLON ROUGE (LE) (v. 9-titres français) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:30-2:25-5:20-7:30-9:15 / Lun, Mer, Jeu 7:15-9:50 CRUEL INTENTIONS (no ang) (13 ans) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:30-2:25-5:20-7:30-9:15 / Lun, Mer, Jeu 7:15-9:50 BABAR: LE ROI DES ÉLÉPHANTS (v. française) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:30-2:25-5:20-7:30-9:15 / Lun, Mer, Jeu 7:15-9:50 VIOLON ROUGE (LE) (v. 9-titres français) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:30-2:25-5:20-7:30-9:15 / Lun, Mer, Jeu 7:15-9:50 CRUEL INTENTIONS (no ang) (13 ans) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:30-2:25-5:20-7:30-9:15 / Lun, Mer, Jeu 7:15-9:50 BABAR: LE ROI DES ÉLÉPHANTS (v. française) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:30-2:25-5:20-7:30-9:15 / Lun, Mer, Jeu 7:15-9:50 VIOLON ROUGE (LE) (v. 9-titres français) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:30-2:25-5:20-7:30-9:15 / Lun, Mer, Jeu 7:15-9:50	BOUCHERVILLE SUITE... L'AUTRE SOEUR (v. française) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:40-4:10-6:50-9:25 / Lun, Mer, Jeu 7:10-9:45 BABAR: LE ROI DES ÉLÉPHANTS (v. française) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:40-4:10-6:50-9:25 / Lun, Mer, Jeu 7:10-9:45 VIOLON ROUGE (LE) (v. 9-titres français) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:40-4:10-6:50-9:25 / Lun, Mer, Jeu 7:10-9:45 HISTOIRES D'HIVER (v. française) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:40-4:10-6:50-9:25 / Lun, Mer, Jeu 7:10-9:45 INTRA-TERRISTRE (v. française) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:40-4:10-6:50-9:25 / Lun, Mer, Jeu 7:10-9:45 VIE EST BELLE (LA) (v. française) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:40-4:10-6:50-9:25 / Lun, Mer, Jeu 7:10-9:45 PARI CRUEL (UNI) (no ang) (18 ans) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:40-4:10-6:50-9:25 / Lun, Mer, Jeu 7:10-9:45 ANALYSE-MOI ÇA (v. française) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:40-4:10-6:50-9:25 / Lun, Mer, Jeu 7:10-9:45 BOUTEILLE À LA MER (UNE) (v. française) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:40-4:10-6:50-9:25 / Lun, Mer, Jeu 7:10-9:45 8 MILLIMÈTRES (v. française) (18 ans) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:40-4:10-6:50-9:25 / Lun, Mer, Jeu 7:10-9:45 HISTOIRES D'HIVER (v. française) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:40-4:10-6:50-9:25 / Lun, Mer, Jeu 7:10-9:45 VIOLON ROUGE (LE) (v. 9-titres français) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:40-4:10-6:50-9:25 / Lun, Mer, Jeu 7:10-9:45 CRUEL INTENTIONS (no ang) (13 ans) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:40-4:10-6:50-9:25 / Lun, Mer, Jeu 7:10-9:45 BABAR: LE ROI DES ÉLÉPHANTS (v. française) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:40-4:10-6:50-9:25 / Lun, Mer, Jeu 7:10-9:45 VIOLON ROUGE (LE) (v. 9-titres français) (G) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:40-4:10-6:50-9:25 / Lun, Mer, Jeu 7:10-9:45 CRUEL INTENTIONS (no ang) (13 ans) / Ven, Sam, Dim, Mar, Mer 1:40-4:10-6:50-9:25 / Lun, Mer, Jeu 7:10-9:45	RIVE NORD LAVAL (Galerias) PV (1543, boul. Le Carrefour - 84
---	---	--	--	--

Chantal Juillet: technique et sonorité

CLAUDE GINGRAS

Invitée hier soir aux concerts radiodiffusés en direct de la salle Pierre-Mercure, Chantal Juillet avait monté un programme centré sur ce qui est devenu sa spécialité: le XXe siècle. Sage décision, ses limites comme interprète du répertoire romantique étant maintenant établies.

La durée du récital — moins de deux heures, entracte compris — lui permet de programmer quatre sonates offrant une belle variété de styles et constituant un éventail assez représentatif. Bien sûr, il est toujours possible de dire: pourquoi avoir choisi ceci? pourquoi ne pas avoir choisi cela? La sélection de Chantal Juillet était excellente, faisant part égale au répertoire français et au répertoire nord-américain (des États-Unis et du Québec).

Premier bon point: les trois quarts du programme étaient constitués de sonates rarement entendues. Seul faisait exception le Debussy, qui revient assez régulièrement dans les récitals.

Chantal Juillet joua d'abord la Sonate de Poulenc, pour souligner

le centenaire du compositeur. Elle reprenait ensuite la Sonate d'André Prévost, qu'elle avait jouée aux concerts de Radio-Canada en 1983, salle Claude-Champagne; elle nous remémorait du même coup sa création, l'an dernier à l'OSM, du superbe concerto que le compositeur montréalais a écrit pour elle — et qui était là hier soir. Le Debussy suivait après l'entracte et le récital se terminait avec l'Américain John Corigliano, l'auteur de la musique du film *Le Violon rouge* dont on parle tant ces jours-ci.

Pour l'occasion, la violoniste s'était adjointe le pianiste britannique David Owen Norris, premier lauréat du fameux Prix Gilmore et personnalité très originale dont on se rappelle l'animation d'une spectaculaire soirée à huit pianos il y a quelques années à Lanaudière.

Le Poulenc trouve Chantal Juillet dans une forme très prometteuse: comme stimulée par le jeu extrêmement brillant de Norris, elle se laisse aller à la folle fantaisie du premier mouvement (le compositeur demande au violon de « suivre le piano ») et retrouvera la même liberté au finale, après un intermezzo rêveur et riche de pizzicati et doubles cordes langoureuses suggérant la guitare.

Le commentaire peu favorable que m'avait inspiré son exécution du Prévost il y a 16 ans est maintenant chose du passé. Juillet a ac-



Chantal Juillet

quis beaucoup d'expérience depuis et elle redonne à l'oeuvre sa véritable dimension. Il s'agit d'une très bonne sonate, et on l'a constaté hier soir. Le long passage pour violon seul mit notamment en relief le réel pouvoir de concentration et la grande sonorité de Chantal Juillet.

Comme si l'entracte avait oblitéré ces qualités, le Debussy fut une déception à peu près totale. Les petites imperfections de méca-

nisme furent nombreuses (petites, mais nombreuses), le violon était un peu faux ici et là, et maintes indications étaient ignorées, par exemple l'important « morendo » à la fin du deuxième mouvement.

La Sonate en quatre mouvements de Corigliano est d'une atroce difficulté. La retenue légendaire de Chantal Juillet l'empêche de rendre pleinement les indications telles que « gradually increasing in excitement » et de redonner aux rapides séquences en appoggiatures leur allure comique. Son exécution du texte reste cependant un prodige de technique violonistique.

Et son pianiste est, là comme dans tout ce qui précède, exemplaire, faisant admirablement sonner les basses. Norris, qu'on le sache, ne joue pas « trop fort ». Dans le Corigliano, la partition prescrit un piano « as loud as possible » et des sforzandos en triple forte.

Ovation à tout rompre mais, étrangement, pas de rappel.

CHANTAL JUILLET, violoniste, et DAVID OWEN NORRIS, pianiste. Lundi soir, salle Pierre-Mercure de l'UQAM. Dans le cadre des concerts publics de Radio-Canada diffusés en direct.

Programme :
Sonate (1942-43, rév. 1949) - Poulenc
Sonate (1960-61) - Prévost
Sonate en sol mineur (1916-17) - Debussy
Sonate (1963) - Corigliano

EN BREF

Astérix près de la rentabilité

■ Avec 7,5 millions de spectateurs les quatre premières semaines, *Astérix et Obélix contre César* est en bonne voie de réussir son pari, soit les huit millions d'entrées nécessaires pour atteindre son seuil de rentabilité. Si le film de Gaulois de Claude Zidi caracole en tête du box-office français, la surprise de 1999 reste *Le Ciel, les oiseaux et... la mère!*, de Djamel Bensalah avec Jamel Debbouze, qui a franchi la barre du million d'entrées après six semaines d'exploitation.

Deux Mouawad en France

■ La pièce *Journée de noces chez les Cromagnons*, de Wajdi Mouawad, est à l'affiche tout le mois de mars à Paris. Créée à Montréal en 1994 au Théâtre d'Aujourd'hui, ce texte est repris par le Théâtre de l'Erre à l'Étoile du Nord, une petite salle près de la porte de Saint-Ouen. Une autre pièce de Mouawad doit être jouée en France l'été prochain, soit *Littoral*, qui est au menu du Festival d'Avignon.

La grève de CBC prive d'émissions la radio de Radio-Canada

SUZANNE COLPRON

Le réseau français de la radio de Radio-Canada subit les contrecoups du conflit de travail qui oppose CBC à ses techniciens.

En effet, cinq émissions réalisées à l'extérieur du Québec sont retirées de la grille depuis la fin de semaine du 20 février: sur les ondes de la Première Chaîne (95,1 FM), *Tournée d'Amérique*, réalisée à partir d'Ottawa, diffusée le samedi après-midi; *Beau comme le monde*, en provenance de Toronto, diffusée le dimanche après-midi; *Le Monde à Lanvers*, une émission de Vancouver, en ondes le dimanche, à 21h; et *Au détroit de la nuit*, de Windsor, aussi le dimanche.

En remplacement, Radio-Canada propose des émissions essentiellement musicales.

À la chaîne culturelle, une seule émission est touchée par le conflit. Il s'agit de *Concert aux Beaux-Arts*, réalisée depuis Ottawa le dimanche.

Rappelons que les techniciens du réseau anglais de Radio-Canada sont en grève depuis le 16 février. Au coeur du litige: les offres sur les salaires, la sécurité d'emploi et la sous-traitance.

Dans un vote pris la semaine dernière, plus de 85 % des 2500 journalistes et animateurs de CBC ont accordé un mandat de grève à leur syndicat. Ils pourraient rejoindre leurs collègues techniciens sur les pickets de grève, d'ici quelques jours si une nouvelle rupture des négociations devait survenir.

Les bulletins d'information locaux de diverses émissions ont été annulés depuis le déclenchement de la grève, il y a bientôt un mois. Un arrêt de travail des membres de la rédaction de la CBC condamnerait le reste des émissions.

Une grève des journalistes priverait aussi les réseaux français de radio et de télé de la SRC de la couverture des nouvelles en provenance de la Chambre des communes.

«Étonnamment touchant, étonnamment réussi!»
René Houliet-Roy - Flash
YURI YOSHIMURA-GAGNON ET CLAUDE GAGNON PRÉSENTENT
UN FILM DE FRANÇOIS BOUVIER
Histoires d'hiver
UNIPAIK TQS DHOVIOI 33
A L'AFFICHE!
CONSULTEZ LES GUIDES-HORAIRES DES CINÉMAS!

«UN DES FILMS LES PLUS CAPTIVANTS DE L'ANNÉE»
UN PARI CRUEL
V.F. DE CRUEL INTENTIONS
www.cruelintentions.com COLUMBIA PICTURES

VERSION FRANÇAISE A L'AFFICHE!
CINÉPLEX ODEON QUARTIER LATIN LASALLE (Place) LANGELIER 6 PARADIS 13
CINÉPLEX ODEON LONGUEUIL (Place) MEGA-PLEX GUZZO MONT-VAIU 16 BOUCHERVILLE
CINÉPLEX ODEON ST-BRUNO LAVAL (Carrefour) CINÉMA ST-EUSTACHE CARREFOUR DORION
CINÉMA ST-HYACINTHE CINÉPLEX ODEON CHATEAUGUAY ENCORE ST-JEROME
LES CINÉMAS GUZZO LES CINÉMAS GUZZO MAISON DU CINÉMA CAPITOL
TERREBONNE 8 STE-THERÈSE 8 SHEBHOULKE ST-JEAN
CINÉMA ST-HYACINTHE CINÉMA DE PARIS CINÉMA DU CAP DRUMMONDVILLE
CINÉMA MAGOG PLAZA REPENTIGNY SOREL-TRACY ST-BASILE
13 JOLIETTE VALLEYFIELD SON DIGITAL
AUSI EN VERSION ORIGINALE ANGLAISE
CONSULTEZ LES GUIDES-HORAIRES DES CINÉMAS!

«LE THRILLER LE PLUS PUISSANT DE L'ANNÉE!»
NICOLAS CAGE
8MM
HUIT MILLIMÈTRES
version française de EIGHT MILLIMETER
www.sony.com

VERSION FRANÇAISE A L'AFFICHE!
CINÉPLEX ODEON QUARTIER LATIN LASALLE (Place) LANGELIER 6
LES CINÉMAS GUZZO PARADIS 13
CINÉPLEX ODEON LONGUEUIL (Place) MEGA-PLEX GUZZO MONT-VAIU 16 LAVAL (Carrefour)
CINÉPLEX ODEON ST-BRUNO BOUCHERVILLE ST-EUSTACHE ST-HYACINTHE
CINÉPLEX ODEON CARREFOUR DORION CINÉMA ST-JEROME
MAISON DU CINÉMA CAPITOL
LES CINÉMAS GUZZO TERREBONNE 8 STE-THERÈSE 8 CINÉMA DU CAP DRUMMONDVILLE
CINÉMA ST-HYACINTHE CINÉMA DE PARIS CINÉMA DE LA GRABY JOLIETTE
18 CINÉ-ENTREPRISE PLAZA REPENTIGNY VALLEYFIELD SON DIGITAL
AUSI EN VERSION ORIGINALE ANGLAISE
CONSULTEZ LES GUIDES-HORAIRES DES CINÉMAS!

Sacs gonflables Verrouillage des portes
Suspension indépendante aux 4 roues. Climatisation nouvelle génération. Dispositif anti-rouille. Glaces PASSLock. Siège arrière à dossier rabattable. 1500 cc. Direction assistée. Volant inclinable. 1500 cc. 1500 cc.

Pontiac Grand Am

Montée d'adrénaline assurée.

La Grand Am 99 est équipée pour faire monter votre adrénaline et vous faire redécouvrir le plaisir de conduire. Et son prix ne vous fera pas monter le sang à la tête.

Location de 36 mois	
Comptant	Mensualité
3 290 \$	238 \$
1 291 \$	298 \$
0 \$	338 \$
20 499 \$ à l'achat**	

DESIGN : Nouveau design audacieux: sa qualité d'assemblage et son nouveau châssis extrêmement rigide offrent une expérience de conduite nettement supérieure. PUISSANCE : Moteur Twin Cam 2,4 litres de 150 chevaux avec boîte automatique 4 vitesses. • Freins antiblocage aux 4 roues. SÉCURITÉ : Traction asservie améliorée. • Sacs gonflables de nouvelle génération, côtés conducteur et passager. • Dispositif anti-rouille PASSLock. • Suspension indépendante aux 4 roues VALEUR PLUS : Verrouillage des portes électrique. • Radiocassette AM/FM stéréo. • Volant inclinable. • Climatiseur. • Siège arrière divisé à dossier rabattable. • Portes arrière avec verrouillage de sécurité pour enfants. • ... et plus.

L'Association marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquent aux véhicules neufs 1999 en stock, comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif. *Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial (ou échange équivalent) (voir tableau). Transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité d'au plus 400 \$ et première mensualité exigés à la livraison. Sujet à l'approbation du crédit. Frais de 12¢ du km après 60 000 km. **Préparation incluse. Transport et taxes en sus. Une commande (ou échange) de véhicule peut être requise. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant ou visitez www.gmcanada.com

338 \$ / mois
0 \$ comptant

PONTIAC BUICK GMC

La nouvelle Grand Am.
LA PASSION DE CONDUIRE